



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



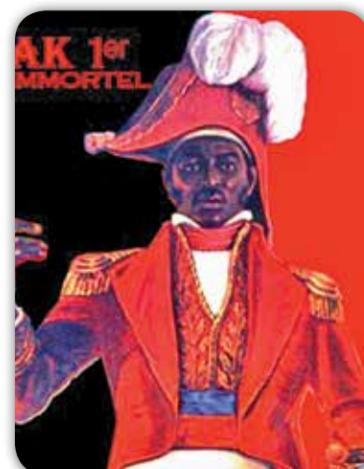
**Pozisyon konsekan
yon gwoup
pwofesyonèl
pwogresis !
Page 6**

MANIFESTATION DE SOUTIEN À PRIVERT !



Voir page 4

Les manifestants, en majorité proches de Fanmi Lavalas, ont exigé que le chef de l'Etat provisoire reste en poste en vue de poursuivre le processus électoral déjà enclenché par le nouveau CEP



**Des actes
et non
des mots...
Page 7**

21E ANNIVERSAIRE DE LA PNH



Voir page 4

Le dimanche 12 juin dernier, la police nationale a célébré ses 21 années d'existence au service du pays et du peuple haïtiens.



**Discours du
Président Bachar
al-Assad devant le
Parlement syrien !
Page 10**



**Daech revendique
l'attentat
d'Orlando commis
par son « frère
Omar Mateen »
Page 17**

Au royaume de l'absurde, des manœuvres de toutes sortes !

Par Berthony Dupont

La Commission de vérification électorale que les partis d'opposition au régime Martelly avaient eux-mêmes sollicitée et mise en marche a fait, à sa façon, l'essentiel en vidant l'abcès électoral avec la décision d'annulation des présidentielles du 25 octobre, et qui aurait dû également englober les Législatives et les Municipales, vu que le 9 août 2015 fut le point de départ de la grande magouille électorale.

Cependant parmi les partis de l'opposition, peu d'entre eux n'ont pas tout à fait accepté les décisions de la Commission à savoir l'annulation totale des présidentielles. Cri d'alarme, de remords ou de poker, de dernière chance pour essayer de sauver le second tour électoral qu'ils avaient boycotté ? C'est le cas du dirigeant de la Ligue alternative pour le Progrès d'Haïti (LAPEH), l'ancien sénateur « *tout moun jwenn* » Jean Hector Anacacis. *Ce dernier vient de faire une proposition indécente au Conseil électoral Provisoire à savoir « au lieu de refaire toute la présidentielle, d'organiser de préférence un second tour avec Jovenel Moïse, Jude Célestin et Moïse Jean-Charles pour éviter un quelconque chaos »* (sic). Mais, sur quelle base a-t-il choisi d'exclure Maryse Narcisse et les autres candidats ? N'est-ce pas un moyen cynique de légitimer les résultats qu'il avait contestés ?

Cette proposition fourre-tout, toute confuse qu'elle est, signale déjà que de nouveaux positionnements sont à venir. Elle annonce également que la projection d'un premier tour des présidentielles annoncé pour le 9 octobre n'aura pas l'adhésion de tous et il est certain qu'il débouchera qu'on le veuille ou non sur des contestations. On attend les prochains épisodes qui risquent de se révéler très délicats à démêler.

En fait, Hector Anacacis ou du moins son candidat Jude Célestin, ont-ils regretté leur position antérieure d'avoir refusé d'aller au second tour prôné par Martelly et Opont. A moins de vouloir continuer à perpétuer la crise qui a déjà trop duré ?

Voilà qu'il s'accroche à cette bouée de sauvetage faite de propositions sans aucun fondement. L'énigme dans cette proposition de Lapeh est celle-ci : pourquoi LAPEH veut-elle maintenant revenir à Jovenel ; alors qu'elle militait auparavant pour que la Commission de vérification écarte ce dernier de la course électorale ? Quant au candidat de la

Plateforme Pitit Desalin, l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, il rejette tout bonnement les recommandations de la Commission « estimant que la formule de la table rase n'est pas appropriée. Le Conseil électoral Provisoire devrait appliquer le décret électoral en excluant les candidats ayant orchestré et bénéficié des fraudes massives ». Tout en prenant soin de souligner que « la table rase sera une confusion, et que si l'on persiste à la recommander, on devrait l'appliquer également aux Législatives et aux Municipales »

C'est seulement poussé par les circonstances que le leader de la plateforme Pitit Desalin réagit sur la problématique des Législatives et des Municipales qui toutes deux sont nées de la matrice corruptrice de fraudes massives de Martelly-Opont et dont le nouveau CEP de l'ère Privert vient de publier les résultats définitifs pour 66 communes. Ce sont les partis PHTK, KID, Bouclier et AAA qui en sont gagnants, totalisant en tout 30 circonscriptions alors que Lavalas n'en a gagné que 3 ; alors que Pitit Desalin et Lapeh à eux deux n'en ont que 4.

Ces positions ne font que montrer l'inconstance et la faiblesse de ces dirigeants politiques toujours désintéressés à s'occuper de l'avenir du pays qui les concerne peu ; si ce n'est que de toujours mettre en évidence leur propre personnalité. On doit bien le comprendre, derrière le paravent démagogique de leurs déclarations et de leurs postures, certains dirigeants ne sont pas prêts à respecter les principes ni à laisser de côté leurs privilèges et leurs intérêts personnels au profit du pays et des aspirations des masses populaires.

Or au royaume de l'absurde, les manœuvriers sont roi et font la loi en tous genres pour non seulement satisfaire leurs besoins individuels, mais prolonger et alourdir encore davantage les souffrances du peuple et conduire le pays à une situation intenable.

Nous sommes à un carrefour historique, où l'on essaie de rapatrier nos élections ; mais il importe d'aller plus loin en exigeant des forces occupantes de la Minustah qu'elles nous rendent notre souveraineté. Nous sommes pour la paix, l'amitié et la coopération avec tous les pays sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence dans nos affaires internes.

A ce compte, la mobilisation ne devrait cesser de s'intensifier et de s'étendre jusqu'à entraîner le peuple haïtien tout entier dans un même combat pour le droit à l'existence ; tout comme la lutte à mener ne devrait avoir d'autres visées que de renforcer le peuple haïtien dans ses aspirations, sa conviction et sa détermination.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanyfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Daniel Tercier
Bissainthe Annesseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Haiti, chronique d'une crise électorale (108) Elections, retour à la case départ!

Par Catherine Charlemagne

On prend les mêmes et l'on recommence. C'est ainsi que le nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP) a décidé les choses. Vu qu'il n'y avait ni gagnant ni perdant selon le Rapport de la Commission Indépendante d'Evaluation et de Vérification Electorale (CIEVE), le CEP a donc suivi à la lettre les recommandations des cinq « Sages » de ladite Commission. En tout cas, c'est ce que le Président du CEP, Léopold Berlangier et ses huit collègues ont prévu de faire à partir d'un calendrier électorale qu'ils ont publié, comme prévu, le lundi 6 juin 2016. Comme on l'a écrit dans la chronique précédente, si les Commissaires prônent « la reprise du processus », ils laissent tout le monde sur sa faim. S'agissant d'un jugement à la Salomon, la crise électorale vieille de trois, voire quatre années, ne fait qu'entrer dans sa cinquième ou sixième année sans que personne ne sache avec certitude si vraiment le nouveau calendrier électorale étalé de juin 2016 à avril 2017 ramènera la fin du conflit.

Sans vouloir jouer aux prophètes de malheur, l'on craint, malheureusement, que ce ne sera pas le cas, compte tenu des réactions des uns et des autres sur les recommandations de la Commission et sur l'agenda électorale de l'organisme dirigé par Léopold Berlangier. Ceci pour dire que si le pire n'est pas devant nous, l'espoir de retrouver la stabilité politique et institutionnelle dans ce pays, sans risque de se tromper, nous l'écrivons à l'encre forte, n'est pas pour demain. Le premier constat pour que la crise politique continue, c'est la manière dont les choses se passent aujourd'hui. Nous sommes revenus à la situation antérieure sur le plan politique. Ce pays est un éternel recommencement. Tout d'abord, le samedi 4 juin 2016, à l'hôtel Kinam à Pétiion-Ville, l'institution électorale avait organisé une rencontre, selon elle, avec l'ensemble des acteurs et partis politiques afin de présenter et débattre avec eux de la faisabilité du calendrier. Pour un CEP nouveau, il aurait pu se passer de cette activité dont la seule utilité est d'apporter beaucoup d'argent des contribuables haïtiens et étrangers dans les caisses de l'établissement hôtelier recevant cette manifestation plutôt gastronomique que politique encore moins institutionnelle.

Ainsi, pour marquer l'adhésion de toute l'équipe de l'organisme électorale, avec l'initiative du jour, les huit autres membres du CEP avaient fait le déplacement pour encadrer leur Président qui entend donner quelques explications sur le Rapport de la Commission et surtout pour confirmer qu'il entend respecter les recommandations, d'où le calendrier qu'il s'approprie à publier. En gros, le CEP voulait les informer et prendre leur avis. Mais en vérité tout était déjà bouclé. Après des discussions parfois houleuses avec les intéressés présents et la présentation dudit calendrier, le tour était joué. Au paravant, certains acteurs et responsables politiques avaient déjà vidé les lieux après avoir exprimé leur désaccord avec un calendrier beaucoup trop long, mais surtout qui ne répond pas, selon le parti Fusion des Sociaux Démocrates, aux enjeux du moment. Rosemond Pradel, un ancien membre du CEP et aujourd'hui le numéro 2 de ce parti ne croit pas du tout que ce calendrier soit réalisable.

Il pense que le CEP ne prend pas suffisamment en compte la réalité du moment. Selon lui, le CEP court à la catastrophe comme ses prédécesseurs. Rosemond Pradel est persuadé que le pouvoir provisoire et le CEP vont rater une belle opportunité de mettre un terme à la crise électorale qui secoue le

pays depuis quatre ans. Bref, certains des acteurs se rebiffent avant même qu'on aborde les choses sérieuses. Arrive le lundi 6 juin qui était juste une confirmation et l'officialisation du document que toute la classe politique, le Core Group et les observateurs politiques avaient déjà en leur possession. D'ailleurs, la Communauté Internationale et l'Union européenne en particulier qui attendaient la décision du CEP pour se décider n'ont pas tardé à faire connaître leur position. Deux jours après la publication du calendrier, l'Union européenne annonce qu'elle mettrait fin à sa mission d'observation électorale en Haïti.

Furieux, le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Frederica Mongherini, a officialisé la fin de la Mission en Haïti en ces termes : « L'annonce, par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) d'Haïti, du nouveau calendrier pour les élections législatives et présidentielle implique l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle d'octobre 2015. Cette annonce et ses conséquences vont à l'encontre des conclusions de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOEUE) déployée, suite à une invitation des autorités haïtiennes en juillet 2015 ». Bruxelles a de fait entériné la décision de la députée européenne, Elena Valenciano qui conduisait ladite mission d'observation. C'est un premier coup dur pour le nouveau processus sans pour autant être capable de le bloquer. Après c'est Washington qui a émis ses réserves sur le nouveau calendrier et dit « regretter la décision du Conseil Electoral Provisoire de reprendre le premier tour de l'élection présidentielle » en appliquant les recommandations de la Commission de vérification.

S'il n'y a pas eu de surprise ce lundi 6 juin à la lecture du document par le nouveau Directeur exécutif du Conseil Electoral, Uder Antoine qui a remplacé Mosler Georges dont la tête était réclamée par l'ancienne opposition, ce sont les tentatives d'explications du Conseil sur la durée de ces scrutins qui ne convainquent personne, en tout cas pas l'assistance qui se faisait le porte-parole de la population. En parcourant le calendrier électorale, la première impression de quelqu'un qui vit au quotidien la crise électorale haïtienne depuis quatre ans, c'est que les dirigeants, d'où qu'ils viennent, ne changeront point. Ce n'est plus la peine de chercher des explications ou de raisons. A notre avis, il n'y en a pas. Peut-être, il peut y avoir un seul mot pour qualifier cet aveuglement à persister dans l'erreur : la mauvaise foi.

En fait, dans un calendrier électorale, ce sont les dates des scrutins qui comptent. Inutile de faire toute une littérature autour de la question et des analyses schématiques. Ce n'est pas notre intention de faire ni l'une ni l'autre. En revanche, il ne serait pas vain de jeter un coup d'œil sur deux points : (1) la faisabilité de ces élections. (2) la durée de ce calendrier dépassant tous les autres en temps et dans l'espace. Surtout le financement de ces élections est loin d'être acquis par les pouvoirs publics haïtiens ne ratant pas une occasion de dire qu'il n'y a pas une gourde nationale dans les caisses du Trésor Public. Or, selon les premières estimations du CEP, ces joutes électorales devraient coûter aux contribuables pas moins de 55 Millions de dollars américains. Pour le moment, il n'y a que 30 millions disponibles, selon un porte-parole de la présidence haïtienne, Eddy Jackson Alexis. Si Léopold Berlangier n'est pas inquiet pour le moment, il n'est tout de même pas rassuré à cent pour cent par l'Etat qui dit travailler pour finaliser la demande du Président du CEP.

Enfin, il y a le Président Jocelme Privert qui ne cesse de répéter à



Le CEP de Léopold Berlangier cherche à créer des problèmes politiques au lieu d'essayer d'en résoudre. Quand on regarde le calendrier, on a le sentiment que les dirigeants du CEP prennent cette élection haïtienne comme un jeu d'enfant

qui veut l'entendre que « l'Etat vient de jeter 100 millions de dollars par la fenêtre avec ces élections ratées de 2015 ». Une façon pour le premier mandataire de la nation de dire qu'il n'est pas responsable de ce véritable gâchis. Tout d'abord sur le premier point. Ces scrutins tels qu'ils sont prévus sont-ils viables ? Peuvent-ils être réalisés comme l'ont annoncé les responsables du Conseil Electoral ? Evidemment, sans contrainte aucune, rien n'empêche qu'ils soient effectifs à l'heure et dates convenues par les autorités électorales et gouvernementales. Bien sûr, on peut toujours faire des élections s'apparentant avec des élections, mais restant loin de ce concept qui veut qu'un scrutin reste la volonté au moins de deux parties sinon de plusieurs protagonistes ou concurrents.

En Haïti, l'on parle surtout d'adversaires, ce qui explique en un mot qu'un exercice électorale dans ce pays est déjà une problématique. Il ne traduit pas du tout une compétition loyale, ouverte et inclusive impliquant divers acteurs, les autorités légalement constituées et ceux ayant la prétention de les succéder de manière démocratique. Cela reste une guerre ouverte entre le pouvoir en place et ses alliés et les autres candidats et leurs affiliés. Des élections, il y en a eu beaucoup en Haïti depuis trente ans. Pour quel résultat ?

La crise électorale actuelle est le témoignage vivant que les élections ou divers scrutins ne sont pas forcément les remèdes aux maux qui rongent le pays. Donc, on peut toujours organiser de multiples scrutins à partir du 9 octobre 2016 jusqu'au 2 avril 2017

comme c'est annoncé. Il n'y a pas de doute que si les autorités politiques et électorales veulent organiser des élections, elles pourront les faire. Mais il reste la finalité de ces scrutins. Serviront-ils de baromètre qui indiquera la fin des hostilités ? Ou au contraire annonceront-ils la poursuite de cette guerre larvée qui dure depuis des années ? Là est toute la différence. C'est un fait. Les élections annoncées sur une période allant de juin 2016 au mois d'avril 2017 s'annoncent mal.

En clair, le processus électorale qui vient d'être lancé, même s'il devrait arriver à terme, comme d'ailleurs celui de la période de Michel Martelly, vu les circonstances, ne résoudra aucun des problèmes politiques et institutionnels qui ont mis à nu un pays en mal de leadership. Les dirigeants d'aujourd'hui sont incapables d'apporter le changement institutionnel qu'on attend, voire mettre fin à la crise endémique frappant depuis longtemps toutes les sphères étatiques de la nation.

Inutile d'être grand clerc ou devin pour comprendre que s'il devrait avoir des élections dans les mois à venir, ce seront des élections qui tireront leurs racines dans le mal électorale haïtien. Ce seront des élections à problème. Comme du temps d'Aristide, de Préval et de Martelly, ces élections, si elles sont organisées sous l'administration de la présidence provisoire de Jocelme Privert, seront forcément contestées. Comme hier, ceux d'aujourd'hui n'accepteront jamais qu'ils puissent perdre. Forcément, le pouvoir en place aura contrôlé la machine et les neuf membres du CEP ne seront que neuf vendus. Ce Conseil Electoral Provisoire,

comme ses prédécesseurs, a très mal abordé la problématique électorale en Haïti. Trop simple sa façon d'annoncer tout penaud des élections comme si avant il n'y avait aucun problème et qu'après il n'y en aura aucun. Léopold Berlangier, Carlos Hercule et les autres doivent tout faire pour qu'ils n'apparaissent pas comme des gens intéressés au lieu que des gens désintéressés dans cette affaire. Ils doivent garder la tête froide devant les assauts répétés des uns et des autres qui n'hésiteront pas une minute à les lâcher aussitôt qu'ils s'apercevront que le bateau commence à naviguer à vue sur les flots.

Retournons sur le calendrier lui-même qui est déjà une vraie pomme de discorde entre les différents acteurs qu'ils soient pour ou contre le processus tel qu'il est engagé par les autorités politiques et électorales. Lorsque ceci circulait sur Internet, l'on ne voulait pas y croire. Non pas l'authenticité du document, mais le décalage entre les différentes dates et surtout la manière enfantine de placer le résultat définitif du second tour de la présidentielle le 30 janvier 2017 soit à une semaine seulement de l'investiture du Président élu, le 7 février 2017. C'est irresponsable ! Malhonnête de la part de gens ayant une parfaite connaissance de la sociologie politique de ce pays. Pour commencer, on aimerait comprendre ce qui motive les neuf membres du CEP d'établir un calendrier électorale aussi long en Haïti. C'est déjà prendre le risque que le processus n'atteigne jamais sa fin avec des contestations et protestations en tout genre pendant tout son déroulement.

Ce n'est pas une bonne chose. On a noté que le premier tour du scrutin pour l'élection du Président de la République est fixé au 9 octobre avec deux autres scrutins celui du 1/3 du Sénat arrivé en fin de mandat à la fin de cette année et la reprise partielle du second tour des législatives. Cette partielle explique que certains départements et circonscriptions n'ont pas encore le nombre de sénateurs prévus et de députés élus depuis l'arrêt du processus de 2015. Sans entrer dans des détails futiles des résultats partiels et autres contestations, on constate que les résultats définitifs du premier tour de la présidentielle seront publiés le 22 novembre 2015, soit plus d'un mois après le scrutin. En clair, le CEP n'a rien apporté en terme de modernisation sur ce plan.

Or, tout le monde le sait. Plus les autorités prennent leur temps pour

suite à la page (18)


excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES MOTIFS, sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du vingt-deux juin deux mille quinze contre l'assignée, la femme née Betty Nelson, pour le profit, se déclare compétent pour connaître de cette action en divorce pour être conforme tant à la forme qu'au fond. En conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Roosevelt Baptiste et la femme née Betty Nelson, ce, aux torts de l'épouse, pour les causes sus-énoncées. En outre, renvoie le requérant par devant l'officier de l'Etat civil de Cavaillon pour la rédaction de l'acte de divorce et la transcription du dispositif de la décision sur les registres à ce destinés à cette fin, compense les dépens en raison de la qualité des parties ; ordonne que le dispositif du jugement à sortir soit publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale ; commet l'huissier Brézil Daniel de ce siège pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Louis Fils Joseph, juge, en présence de Me Mona Mane et Aldrin Joassaint, Substituts commissaires du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Jean Claude Novembre, greffier du siège en audience publique, ordinaire et en ses attributions civiles de ce jour jeudi douze novembre deux mille quinze, An 212e de l'indépendance. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux Officiers du ministère public, près les tribunaux civils d'y tenir la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement fut signée du doyen et du greffier susdits.

Collationné pour expédition conforme à la minute.

Me Louis Fils Joseph, Av, juge.
Jean Claude Novembre, greffier.

Manifestation de soutien à Privert !

Par Marie Laurette Numa et Yves Pierre-Louis

Il est clair et juste que selon l'Accord du 5 février 2016 concocté par le président fantoche Michel Martelly et son complice du Parlement d'alors le sénateur Jocelerme Privert, le mandat de ce dernier devenu président, dès lors, arrive à terme le mardi 14 juin 2016. Cet accord avait bien prévu « que le mandat du Président provisoire est de 120 jours au maximum à partir de la date de son installation. Le cas échéant l'Assemblée Nationale prendra les dispositions qui s'imposent ». Cela veut dire que l'Assemblée peut prolonger le mandat du président ou ne pas le faire selon les circonstances.

Pendant à l'ouverture de



Manifestation populaire à Port au Prince le 13 Juin 2016



La marche prévue par l'Entente Démocratique (ED), que dirige Evans Paul, dans la nuit du 13 au 14 juin 2016 n'a pas pu avoir lieu à cause du couvre-feu instauré par le gouvernement en place ont fait savoir les partisans de ce secteur

la deuxième session ordinaire de la "50ème Législature," le lundi 13 juin, l'Assemblée nationale n'arrive pas à plancher sur le dossier du président Privert en dépit d'une proposition signée par 53 députés en faveur du maintien de celui-ci au pouvoir jusqu'au 7 février 2017 pour éviter que le pays plonge davantage dans l'instabilité politique, selon le promoteur de cette proposition, le député Antoine Rodon Bien-Aimé.

Au sénat de la République, le président Privert a bénéficié du support de la majorité soit un nombre de 12 sur 22 sénateurs. En plus, il a largement bénéficié du support d'une partie de la classe politique et de la société civile pour se maintenir au pouvoir. C'est ainsi que le lundi 13 et le mardi 14 juin, de nombreux partisans et sympathisants du président provisoire Jocelerme Privert ont manifesté dans les rues du pays pour exiger que le chef de l'Etat poursuive son mandat en vue de continuer le processus électoral enclenché en 2015.

Partis comme à l'accoutumée devant l'ancienne église de Saint Jean Bosco, les manifestants, en majorité proches de Fanmi Lavalas, ont exigé que le chef de l'Etat provisoire reste en poste en vue de poursuivre le processus électoral déjà enclenché par le nouveau CEP. On pouvait remarquer la présence entre autres de l'ancien sénateur Lavalas Louis Gérald Gilles qui a fait savoir que : « La transition se fera avec le président Jocelerme Privert dont l'administration doit organiser de bonnes élections dans le pays. Nul ne sortira vainqueur si l'instabilité y perdure. Et si Privert devrait partir, il ne partirait pas seul. Fanmi Lavalas veut participer aux prochaines élections. L'heure est à la stabilité politique. Ce qui pourra contribuer à la tenue des prochaines compétitions électorales dans le pays. » a-t-il également fait savoir. La visite de Maryse Narcisse au CEP pour confirmer sa participation aux

élections du 9 Octobre 2016 explique clairement les positions de Fanmi Lavalas.

Les manifestants ont estimé que le départ du président Jocelerme Privert provoquerait une autre forme de déstabilisation politique au moment où la monnaie nationale commence à rester stable, les actes d'insécurité diminuent considérablement et les élections sont prévues pour le 9 octobre. Donc, il n'y a pas de place pour "une autre transition dans la transition." Le président Privert doit poursuivre en tout état de cause la gestion du destin de la Nation.

Par ailleurs, il nous faut signaler que l'opposition au gouvernement provisoire s'organise pour forcer Privert à respecter l'échéance qu'il avait signée. Ainsi, les dirigeants du PHTK,

du KID et de Repons Peyizan avaient annoncé une opération baptisée « Depoze » « Lè w pa konpoze, ou dekonpoze, lè w fin dekonpoze yo depoze w », avait lancé Evans Paul l'ex Premier ministre de facto du régime Tet kale.

Une veillée « patriotique » et une marche à la chandelle devaient se tenir dans les rues de la capitale, c'est à dire une manifestation « zombie ». Heureusement, un communiqué du ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale vers les 9h du soir annonçant un couvre-feu au moyen duquel les forces de l'ordre ont profité pour fermer les rues particulièrement celles donnant accès au palais national qui a été gardé sous haute surveillance.

Par ailleurs, la représentante

21e Anniversaire de la Police Nationale Haïtienne



Le chef de la police à l'intérim Michel-Ange Gédéon



Le porte parole de la police Gary Desrosiers

Par Isabelle L. Papillon

Le dimanche 12 juin dernier, la Police nationale a célébré ses 21 années d'existence au service du pays et du peuple haïtiens. La cérémonie a débuté par une messe d'action de grâce célébrée par le révérend père Claudy Duclervil à l'amphithéâtre de l'académie de police sur la route de Frères à partir de 9h AM.

On pouvait remarquer au premier rang de l'assemblée composée majoritairement de policiers et policières, entre autres, la présence du président Provisoire Jocelerme Privert, du Premier ministre Provisoire Enex Jean-Charles également chef du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), des ministres du gouvernement, particulièrement le ministre de l'intérieur Annick Joseph, le Haut-état-major de la PNH, des soldats et policiers des Nations Unies. Le thème retenu pour ce 21^e

anniversaire est : « une vision moderne pour une police professionnelle ».

Le nouveau chef de la police à l'intérim Michel-Ange Gédéon dans son discours a salué les policiers et remercié la Communauté internationale pour services rendus à la PNH ; puis ce fut au tour du ministre de la justice Me Camille Jr Edouard de s'adresser à l'assistance. Il a été suivi sur le podium par le président provisoire pour les propos de circonstance.

La cérémonie s'est poursuivie avec un défilé des différentes unités de la PNH suivi d'un buffet à l'intention des policiers et de leurs familles.

Juste avant cette date importante dans l'histoire de la PNH, les autorités policières ont organisé, le vendredi 10 juin, une cérémonie de souvenir en hommage et en mémoire des 404 agents de la police tombés sous les balles assassines dans l'exercice de leur fonction.

spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Sandra Honoré, appelle à une continuité de la gouvernance en Haïti. Dans un communiqué, la diplomate onusienne met l'emphase sur les prochaines joutes et appelle tous les acteurs haïtiens à maintenir une approche constructive afin d'assurer la continuité de la gouvernance à tous les niveaux et la poursuite du processus électoral tel que prévu.

Il n'y a pas eu aucune Assemblée nationale au Parlement le mardi 14 juin pour débattre sur la fin du mandat de Privert. Ainsi dans une note de presse, signé par Cholzer Chancy et Ronald Larèche le Bureau de l'Assemblée Nationale informe à la Nation en ces termes :

« Le Bureau de l'Assemblée Nationale, présidé par les Honorables Cholzer Chancy, Président de la Chambre des Députés, et Ronald

Larèche, Vice-président du Sénat a l'avantage d'aviser la nation haïtienne que le Parlement haïtien, soucieux de ses responsabilités en tant que co-dépositaire de la souveraineté nationale, a engagé des consultations avec le pouvoir exécutif en vue de statuer et de fixer la fin du mandat du Président provisoire de la République et d'arrêter toutes dispositions utiles à la sauvegarde des institutions républicaines, à la paix publique et à l'intérêt général.

La communauté nationale sera informée dans les plus brefs délais de la conclusion de ces discussions.

Donné au Palais Législatif à Port-au-Prince, ce 14 juin 2016.

Cholzer Chancy
Président de la Chambre des Députés
Ronald Larèche
Vice-président du Sénat »

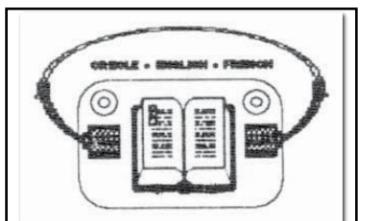
Le partenaire du propriétaire



La New York Mortgage Agency (State of New York Mortgage Agency) offre :

- Des prêts concurrentiels à taux fixe pour personne achetant une maison pour la première fois
- Une assistance à la mise de fonds initiale disponible jusqu'à 15.000,00 dollars américain
- Un programme spécial pour anciens combattants, militaires en service actif, membres de la garde nationale et réservistes
- Des fonds disponibles pour les renovations

1 800 382 HOME(4663)
www.sonyma.org



LEARN A NEW LANGUAGE
with RINCHER'S SYSTEM

Spanish • English • French • Kreyòl

Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs

Price range:
only \$25 - \$35

Write, call, email, or visit:

Universal Book Store
(formerly Rincher's Book Store)
2716 Church Avenue,
Brooklyn, NY 11226

718.282.4033

Email: rincherexpress@gmail.com

Apprendrons-nous un jour, apprendrons-nous jamais?

Par Fanfan la Tulipe

Considérations théologiques mises à part, un mystère, en ce qui me concerne, tient de l'incompréhensible, du caché, de l'obscur. Et je vous dirai que mes amis Larousse et Robert sont tout à fait d'accord avec moi. Faussant compagnie à dessein à ces deux compères, je voudrais ajouter que le mystère tient aussi de l'insaisissable, de l'impénétrable, de l'insondable, de l'indéchiffrable, de l'haïtianable, du difficile à appréhender, de l'impossible à imaginer, du nébuleux, du ténébreux, de l'énigmatique et, à la limite, du cabalistique.

Le régime de l'ex-apprenti dictateur Martelly regorge de mystères, de situations aberrantes, absurdes, échappant à tout entendement, à toute intelligence, à tout bon sens, à toute compréhension. Trois épisodes politico-moraux vont illustrer mon propos. Ils sont parmi les plus remarquables mystères qu'à ma connaissance la justice du pays n'a pas encore élucidés. Le cas du juge Serge Joseph verbalement violenté par l'ancien président Micky est l'un d'entre eux. En effet, Martelly, monsieur le premier potentat du pays n'avait pas avalé, encore moins digéré la pilule de l'accusation portée contre son épouse Sophia et son fils aîné Olivier pour dilapidation de fonds publics et usurpation de fonction, par deux *ti avoka pòv*, André Michel et Newton Saint-Juste.

La violence de l'agression verbale avait été telle que le magistrat succombait le lendemain si ce n'est dans la soirée. Même avec l'alibi d'avoir été amoindri, diminué, rabaissé, rapetissé, humilié dans son orgueil de chef d'État et de chef de famille, on se demande pourquoi et comment Martelly avait-il pu se laisser aller à une telle basse violence ? Mystère. Pourquoi une pareille et mortelle agression à l'endroit d'un juge honnête, dans l'exercice de ses fonctions ? D'autant que Martelly aurait pu laisser ce sale boulot de *caponage*, de coercition, d'intimidation à l'un de ses hommes de main, à l'un de ses *souflyantyou*. Pourquoi ? Mystère.

Deuxième épisode. La saga inachevée de Clifford Brandt. Le 16 octobre 2012, dans la soirée, Nicolas Moscoso et Coralie Moscoso, âgés respectivement de vingt-deux et de vingt-trois ans, sont enlevés par des hommes armés, vêtus d'uniformes de la Police Nationale d'Haïti (PNH) qui réclament une rançon de deux millions cinq cent mille (2.500.000) dollars américains contre la libération des victimes. Rapidement, une enquête diligentée parle Parquet près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince établit que l'homme d'affaires Clifford H. BRANDT, membre d'une des plus riches familles du pays est impliqué dans ce cas d'enlèvement suivi de séquestration contre rançon. Il en est même l'instigateur. Il est à la tête d'un gang considéré comme l'une des plus grandes associations de malfaiteurs du pays.

«Trois jours après cet enlèvement, selon un rapport du RNDDH, l'Inspection générale de la PNH, le ministère de la Justice et de la Sécurité publique ainsi que le Secrétaire d'État à la Sécurité Publique détiennent des informations relatives au cas d'enlèvement et savent qu'il s'agit d'une opération menée par le puissant gang dirigé par Clifford H. BRANDT. Cependant, ils choisissent de ne pas intervenir pour des raisons non élucidées». Avaient-ils peur ? Voudraient-ils procéder à cacher des feuilles pourries et couvrir cette paunteur sociale ? Mystère. Mystère, d'autant que l'arrestation de l'homme d'affaires haïtien, Clifford Brandt, le 22 Octobre 2012, était suivie de celle du chef de sécurité du président Michel Joseph Martelly, Marc-Arthur Phébé, dans une affaire de kidnapping impliquant également d'autres membres de la bourgeoisie, des proches du président Martelly

et des agents de la Police Nationale d'Haïti. Le mardi 20 novembre, un autre membre du gang Brandt-Phébé, Mathurin Kerwens Jacques, était arrêté par la police au bureau de l'immigration à la frontière haïtiano-dominicaine, à la hauteur de Malpasse. Phébé et Jacques courent encore les rues. La Justice n'a cure de faire le nécessaire. Apprendrons-nous un jour qu'ils seront remis aux autorités compétentes ? Apprendrons-nous jamais ?

10 août 2014, Brandt s'évade de la prison où il était incarcéré à la Croix-des-Bouquets. Comment a-t-il pu s'évader ? Mystère. Il est intercepté par l'armée dominicaine près de la frontière et remis aux autorités haïtiennes. En septembre 2015, selon Me Bernard Saint-Vil, Doyen du Tribunal Première Instance (TPI) de Port-au-Prince, le dossier de Clifford Brandt aurait été transféré par la Cour de cassation au TPI de Port-au-Prince avant d'être transféré au tribunal pour distribution. Me Saint-Vil avait indiqué que Clifford Brandt serait jugé dès la réouverture des assises criminelles clôturées le 30 décembre 2015, sans que le procès de ce dernier ait eu lieu et sans que l'on sache pourquoi. Mystère.

Au mois de mars 2016, le même juge Bernard Sainvil, doyen du tribunal civil de première instance de Port-au-Prince envisageait de définir une nouvelle date avec le juge en charge, en vue de la reprise du procès à partir de la première semaine du mois d'avril. Une reprise qui «se fera avec en filigrane des soupçons d'intimidation sur le juge Morin pour le forcer à se déporter de ce procès impliquant un inculpé à fort capital social et économique», selon le journal *Le National* (29 mars 2016). Depuis, c'est un grand mystère. Clifford Brandt sera-t-il enfin jugé avec ses acolytes ? Apprendrons-nous jamais ?

Troisième épisode. On peut se rappeler que le 10 septembre 2013, lors d'une fouille à plein régime au Dan's Creek Hôtel, propriété d'un certain Evinx Daniel, Me Émile Joseph, juge de paix suppléant de Port-Salut, découvrait « vingt-trois (23) paquets de substance assimilable à de la Marijuana » [RNDDH 4 octobre 2013]. Deux jours plus tard, Evinx Daniel, homme d'affaires connu du département du Sud, à réputation sulfureuse de trafiquant de drogue, fut arrêté pour trafic de stupéfiants par le commissaire du gouvernement Jean-Marie Salomon. Moins de 48 heures plus tard, il était libéré alors que la procédure en matière d'enquête judiciaire comportant douze étapes n'avait pas été



Le regard suspect et hagard de Clifford Brandt



Clifford remis aux autorités haïtiennes après sa tentative avortée d'évasion (sans doute avec des complices au pénitencier)



Le beau moustachu a disparu, et Martelly a la bouche bien cousue. Mystère!

respectée. Séjournant par la suite dans le sud, Michel Martelly avait dormi à l'hôtel géré à Port Salut par Evinx Daniel. Appui moral et politique de compère Micky à compère Vinvinx? Désinvolture révoltante ? Manceuvre hypocrite avant de porter un mauvais coup à Daniel dans le futur ? Mystère. Apprendrons-nous un jour, apprendrons-nous jamais ?

Le clou de cette illégale, pitoyable, grotesque vaudevillesque libération, c'est que la police était intervenue pour contrecarrer l'action du Parquet en s'excusant auprès de l'homme d'affaires présent, lors, comme un informateur bienveillant de la police. Le ministre de la justice, Jean Renel Sanon, avait pour sa part mis le commissaire du gouvernement en disponibilité pour « faute grave », après avoir obtenu que des avocats se mettent à la disposition du prévenu. Me Jean Marie Salomon s'était alors trouvé dans l'obligation de se mettre à couvert. Pourquoi cette grossière immixtion de l'Exécutif ? Sanon avait-il alors des relations douteuses avec Daniel ? Ce dernier filait-il, de temps à autre, de la poudre blanche au ministre ? Daniel le *filateur*, Micky le consommateur et Sanon le *soutireur* ne constituaient-ils pas un trio infernal, diabolique, satanique, criminel, trempé jusqu'aux os dans la réception et la distribution de la drogue dans les cercles roses du chef de l'État ? Mystère. Apprendrons-nous jamais ?

Le président Martelly décida d'en rajouter aux excès de zèle de la PNH. Il s'invita chez son *asòs* le 26 septembre 2013, et y passa la nuit d'autant que le mec est amateur de joies fortes, friand des délices de Capoue et accro à la poudre blanche. Il ne ratait d'ailleurs pas l'occasion de séjournier chez son compère et de s'aventurer, en haute mer, sur le yacht de ce dernier. Une de ses dernières capouesques visites remontait à la nuit du 3 au 4 août 2013. Micky, poète à ses heures, aimait « le grand large », les tendresses océanes de la Mer des Antilles, le cliquetis berceur des vagues et bien entendu l'ivresse du nirvana auquel il accédait grâce à la convivialité marine de Daniel. Que

pouvait faire Martelly en haute mer, sur le yacht de Evinx Daniel ? Rappelait-il à celui-ci les strophes de *Oceanonox* ou le sonnet de du Bellay *Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage* ? Ou bien l'aidait-il à réceptionner quelques largages de cocaïne ? Mystère. Apprendrons-nous un jour ?

Empressons-nous d'ajouter que le porte-parole de la police avait déclaré qu'il ne s'agissait pas uniquement de marijuana, et que la Brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS) avait récupéré [chez Evinx] 55.7 kilos de cocaïne lors de cette fouille du 10 septembre 2013. Dans la même veine l'ex-sénateur Gabriel Fortuné avait déclaré à la radio : « Evinx Daniel est le représentant du président Michel Martelly dans la réception et la distribution de la drogue dans le Sud ». Pourquoi lui ? Pourquoi et comment cette relation *représentante* et *distribuant* avait-elle pu échapper aux fins limiers de la DEA américaine, alors que le NYT du 16 mars 2015 avait étalé sur la place journalistique tous les *tata de chat* [1]. Mystère. Apprendrons-nous un jour, apprendrons-nous jamais ?

Le mystère ne s'est pas arrêté là puisqu'un destin macabre, sinistre, lugubre, implacable allait sceller le cours de la vie de Daniel. En effet, subitement, mystérieusement, il était porté disparu le 5 janvier 2014. Martelly n'en souffla mot, ne pipa mot, ne *décacheta* mot, malgré les gorges chaudes et les rumeurs glaciales et glaçantes de l'opinion. Le 20 mars, lors d'une manifestation à Port-Salut, Cathia Daniel, la femme de l'homme d'affaires déclarait : « Le commissaire de police des Gonaïves, le commissaire du gouvernement de ce ressort, le ministre de la Justice, la communauté internationale savent où se trouvent Evinx Daniel ». *Gwo zen ! Comment le savait-elle ? Evinx avait-il l'habitude*

de disparaître ? Avait-il acquis un pwen disparèt ? Avait-il lui-même fait disparaître quelque souflyantyou gênant ? Lisait-il Jules Verne au point de vouloir s'essayer à parcourir vingt mille lieues sous les mers ? Est-il en quelque mission sous-marine ? Mystère. Apprendrons-nous un jour, apprendrons-nous jamais ?

Faut-il bien faire remarquer que Mme Daniel ne pleurait son mari pas plus que les manifestants ne pleuraient la mort du citoyen de Port-Salut. Ils réclamaient plutôt sa... libération, persuadés que le président de la République, le Chef du gouvernement et le ministre de la Justice devaient être au courant du *dekipeyven* de Daniel, proche du pouvoir, *graine gauche* de Micky, son pourvoyeur en poudre blanche et membre du Parti haïtien Tèt ale (PHTK). Pourquoi leurs incessantes demandes, leurs persistantes pétitions, implorations, supplications, revendications n'ont-elles pas eu toute l'attention des deux *infernaux* Micky et Jean Renel Sanon ? Mystère. *Mistè sou mistè*. Apprendrons-nous un jour, apprendrons-nous jamais ?

Deux ans et presque cinq mois plus tard, Evinx Daniel aura certainement parcouru plus que vingt mille lieues sous les mers contrôlées par la DEA, Micky, Jean Renel Sanon, la PNH, le PHTK et le «laboratoire». Evinx a disparu avec tous ses secrets. Apprendrons-nous un jour comment il a pu disparaître sans laisser de traces ? Apprendrons-nous jamais ?

Notes

[1] Frances Robles. *Haitian Leader's Power Grows as Scandals Swirl* (Le pouvoir du leader haïtien croît alors que tourbillonnent les scandales). New York Times, 17 mars 2015

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



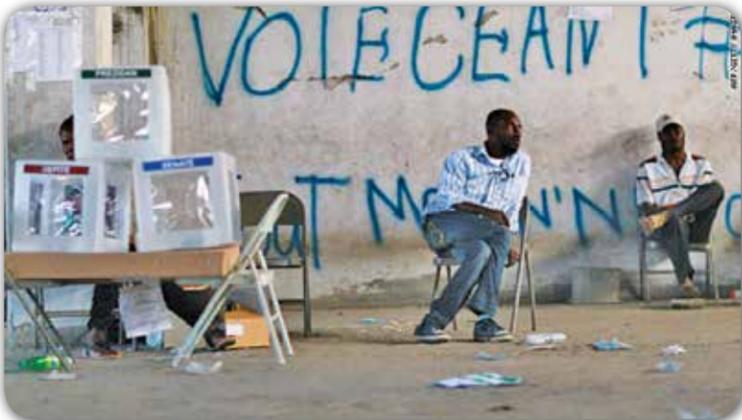
Pozisyon konsekan yon gwoup pwofesyonèl pwogresis !

Pozisyon yon gwoup pwofesyonèl pwogresis sou rapò final Komisyon Endepandan pou Evalyasyon ak Verifikasyon Eleksyon yo (CIEVE)

Depi jou lendi 30 me 2016 la, kote Komisyon Evalyasyon ak Verifikasyon Eleksyon yo te fin pibliye rapò final li sou eleksyon yo, noumenm fi ak gason, sosyopwofesyonèl ayisyen, n ap swiv deba k ap fèt nan sosyete a sou anpil enterè, anpil sousi men tou ak anpil satisfaksyon. Kit se sou fon koze yo, kit se nan fòm yo, koze yo malouk ni pou Ayisyen konprann jwèt politik tout bon k ap jwe a, ni pou Ayisyen jwenn kouman pou yo monte aparèy demokratik yo ka fye ki pou pèmèt peyi a renouvle pèsanèl politik li san tèt chaje. Sou plan sa a, nou kwè li enpòtan pou nou atire atansyon rès sosyete a sou pozisyon yon gwoup palmantè. Pozisyon gwoup palmantè sa yo sanble tèt koupe ak pratik politik tradisyonèl nan peyi a, ki la depi plis pase desanzen. Pratik politik sa yo raple nou Leta peyi a toujou kont Nasyon an. Leta a pa janm mache nan sans sa Nasyon an ap tann, kidire pou Leta a ta kite volonte popilè a pale.

Se konsa, depi kèk ane, nan chak eleksyon, peyi a toujou ap tonbe nan kriz ki soti drèt dirèk nan reyalize eleksyon. Yon operasyon ki ta dwe yon senp fòmalitye byen wode pou Leta a tounen yon malè pandye pou bon fonksyonman pouvwa piblik yo ak tout sosyete a. Men, fòk nou di, an 2010, avèk kominote entènasyonal la ki deside se M. Michel Martelly ki Prezidan Repiblik la, sityasyon peyi a vin anvlimen. Konsa, tout pandan 5 lane M. Martely pase sou pouvwa a, li pa janm montre okenn angouman pou li ta wè se dirijan ki pase nan eleksyon lib, onèt, kredib epi demokratik ki vin sou pouvwa nan peyi a. Se konsa eleksyon minisipal, ki pou te fèt nan peyi a depi 2011, pa janm rive fèt. Mete sou sa, Prezidan an te pito mete ajan egzektif enterimè olye pou li ta wè se moun popilasyon an chwazi nan eleksyon k ap dirije meri yo. Nan lareyalite, tout deriv sa yo se rezilta enkonsekans otorite yo ki te jwenn kominote entènasyonal la k ap sipòte yo ansanm ak yon pati nan lelit ekonomik la ki gen yon sèl enterè nan peyi a : defann ti enterè yo san yo pa wè enterè peyi a.

Sou menm woulib la, nou pral jwenn ekip Tèt Kale a anba kontwòl Core Group la, pral monte yon machin elektoral sofistike ki pou pèmèt yo detounen volonte popilè a. Nou ka pran rezilta eleksyon 9 out yo ak 25 oktòb 2015 yo kòm egzanp... Pil fwood



Gad eta yon biwo vòt. Tout deriv sa yo se rezilta enkonsekans otorite yo ki te jwenn kominote entènasyonal la k ap sipòte yo ansanm ak yon pati nan lelit ekonomik la ki gen yon sèl priorite : defann ti enterè yo san yo pa wè enterè peyi a

yo ak kantite iregilarite ki te gen nan eleksyon sa yo pral mennen opozisyon demokratik la ak opozisyon popilè a nan yon mouvman pwotestasyon jeneral kont eleksyon yo. Plan Tèt Kale pa ka bay tout rezilta kòmanditè yo te prevwa yo akoz manifestasyon popilè ki t ap reklame evalyasyon ak verifikasyon pou tout faz dewoulman eleksyon yo. Pou listwa, nou ka sonje jounen 22 janvyè 2016 la.

Aprè manifestasyon 22 janvyè 2016 yo ki te bloke eleksyon yo, twa lòt tantativ pou yo kontinye eleksyon yo pral sibi menm echèk yo. Se konsa manda M. Michel Joseph Martelly pral rive nan bout li. Sityasyon sa a pral mete enstitisyon Leta yo an difikilte pou yo fonksyone nòmalman. Sou yon bò, peyi a pral annafè avèk yon pouvwa lejislatif, kote pifò moun ki ladan li se palmantè popilasyon an bay tout

kalite move non, epi yon vid nan pouvwa egzektif la sou yon lòt bò. Apse sou klou, palmantè ki soti nan move eleksyon sa yo, pral deside, pou kont yo, pou yo vote Senatè Jocelerme Privert kòm prezidan pwovizwa, nan yon eleksyon segon degre.

Kòm prensipal motif ki fè eleksyon yo te kanpe nan wout se te denonsyasyon fwood ak manipilasyon vòt popilè a, yon komisyon endepandan ki pou evalye epi ki pou verifeye eleksyon yo vin tounen yon egzijans. Se egzijans popilè sa a, malgre dezakò ekip Tèt Kale a plis Core Group ak tout palmantè yo, prezidan pwovizwa a te vin twouve li nan obligasyon pou li respekte revandikasyon popilè yo ki t ap mande komisyon an.

Se konsa, komisyon an pran fonksyon nan dat 29 avril 2016 la. Manda li, dapre tèm referans divès akte nan sektè politik la ak nan sosyete sivil la te antann yo, se te netwaye pwosesis elektoral la epi fè moun kwè nan eleksyon. Komisyon an te gen yon mwa pou li remèt rapò travay li.

Jan anpil moun te prevwa li a, rapò final komisyon an montre akèl kouman dewoulman eleksyon yo te chaje ak fwood epi kantite gwo iregilarite. Pwoblèm komisyon an jwenn yo tèlman grav, li oblije mande repriz total

tout dewoulman eleksyon yo pou yo ka fè moun kwè ladan yo.

Pou anpil moun, si komisyon an te di akèl ki moun fwood yo ye, ki moun ki benefisye fwood yo, li t ap bon pou sosyete a ; paske yon demokrasi, menm si se sou po, pa ka pran jarèt si yo pa mande moun ki fè zak yo pran responsablite yo devan lajistis, sitou lè nou ap viv nan yon sosyete kote reklame lajistis se yon jwèt pèdi tan anfas devan abitud fwood ak vòl annandan peyi a. Men tou, fòk nou rekonèt pozisyon komisyon an se yon pozisyon pridans, kote li pa vle angaje sosyete a sou wout lese frape dekwa pou li ka kalme jwèt la.

Sou plan sa a, nou menm fi ak gason, kòm sosyopwofesyonèl ayisyen, nou pran nòt KEP la pibliye kalandriye elektoral la nan pwolonjman rekòmandasyon Komisyon Endepandan Evalyasyon ak Verifikasyon an. Nou salye travay komisyon an etan n ap angaje nou pou nou mande Konsèy Elektoral la pou li swiv tout rekòmandasyon Komisyon an ak tout aplikasyon atik 171 ki nan dekrè elektoral la kont moun ki fè fwood yo ak benefisyè fwood yo.

Yon lòt bò, nou kondane konpòtman tout palmantè sa yo, kote

suite à la page (19)

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



"At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence"

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236

(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

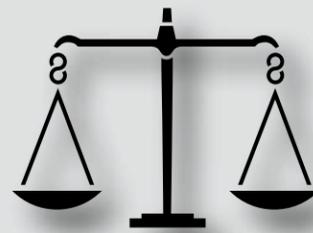
5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

PAUL J. JOURDAN ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Law Office of DENNIS MULLIGAN

DENNIS MULLIGAN, Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)

646-253-0580



Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806



www.radioomegasca.com
Former - Informer - Transformer

Audio Now: 712 432 6353

Vladimir Petit-Frère, Journaliste
Directeur Général

486 East 34th Street
Brooklyn, N.Y 11203

vladimirpetitfrere@yahoo.com

(561) 670 0122

Studios:

347 985 2028

347 985 2029

347 985 2030

Office: 347 985 2031

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:

(718) 940- 3861

Studio:

(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702

(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992

(718) 469- 8511

RADIO SUD INTERNATIONALE

Suivez tous les samedis "ca se dit cette semaine"

SUR RSI DE 21H (3H-Haïti-USA) A 23H.
www.radiosudinternationale.com

ET LES DIMANCHES de 17H A 18H.SUR

RADIO FREQUENCE PARIS PLURIELLE,
106.3 FM,

www.rfpp.net

MENEZ JEAN-JEROME

Jerome Realty
HUD Home Sales
Immigration-Divorce



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

Des actes et non des mots...

Par Robert Lodimus

L'État haïtien vivote *pitoyablement* depuis sa fondation en 1804. La proclamation de l'indépendance n'a pas réussi à faire lever le soleil radieux de cet avenir politique et économique rassurant qui devait illuminer d'optimisme le ciel sombre de ce nouveau pays. Les conditions sociales déprimantes qui y prévalent aujourd'hui font honte à la prestigieuse réputation décernée aux martyrs africains qui vainquirent les « *tortionnaires* » de l'esclavagisme et mirent en déroute les « *dieux* » inhumains de la féodalité mortifère. Ces valeureux guerriers ne comprenaient-ils pas mieux que nous le sens sacré et équitable des « *Libertés fondamentales* » qui soutiennent la résilience des peuples combattifs et révolutionnaires, lorsqu'il s'agit de protéger les valeurs morales et de défendre les droits originels. Ils étaient conscients que les « *colons* » ne savaient conjurer que les verbes « *acculturer* », « *esclavagiser* », « *enchaîner* », « *fouetter* », « *violer* », « *assassiner* », « *mutiler* », « *pillier* », « *voler* », « *exploiter* », « *paupériser* », « *appauvrir* », « *hégémoniser* », « *anéantir*... » Et Boisrond Tonnerre, sur la Place d'armes des Gonaïves, renouvela la volonté irrévocable de nos mères et de nos pères de « *vivre Libres ou de mourir* » aux milieux des arbres qu'ils avaient plantés du matin au soir à coups de fouet sur le dos, de marcher sans crainte au bord des rivières qu'ils avaient tripotées pour amasser l'or qui servait à enrichir l'Europe, de respirer l'air frais qu'ils avaient introduit dans leurs poumons meurtris après avoir incendié les champs de canne, de coton, d'indigo... qui constituaient les lots de leurs souffrances. En relisant les mots héroïques qui émergeaient des réflexions mémorables de Boisrond Tonnerre, les descendants des « *profitards ignobles* » du Code Noir promulgué en 1685 par Louis XIV – avec la complicité de l'église catholique romaine – tremblent d'effroi aujourd'hui encore : « *Il nous faut la peau d'un blanc pour parchemin, son crâne pour écritoire, son sang pour encre et sa baïonnette pour plume...* » Et Dessalines répliqua : « *Boisrond, je te charge d'exprimer au peuple mes sentiments à l'égard des Blancs (colons)...* »

Ce rappel historique ne traduit pas un penchant à la « *blancophobie* ». Plusieurs historiens étrangers, dans le but d'entacher l'esprit révolutionnaire du « *Justicier* » Jean-Jacques Dessalines, claironnent que celui-ci entretenait en lui la « *haine des Blancs* ». Ils n'écrivent pas la « *haine des colons* » ou le « *mépris des pro-esclavagistes* ». Le général auto-couronné empereur, certes, fit massacrer – pour les besoins et les exigences de la cause – beaucoup de colons français. Cependant, le comportement belliqueux de l'homme de Cormiers – localité située près de la Grande Rivière du Nord – ne peut pas être pris et interprété hors de son contexte politico-historique. Les victimes de la traite négrière menaient une « *lutte inégale* » contre une pratique de domination et d'exploitation humaine développée et entretenue à l'intérieur du système de l'esclavagisme mercantile, avare et cruel. Les Libérateurs ne tenaient absolument pas à laisser les anciens « *maîtres* » derrière eux. Ils furent confrontés, dirions-nous, à la logique « *cleefienne* [1] » dans *Le dernier jour de la colère* : **toujours achever le travail que l'on a commencé...** Avec plus de clarté : vaincre à demi ses rivaux puissants, implacables, immuables et tenaces est périlleux. Les vainqueurs – comme le conseiller le grand révolutionnaire chinois Mao Tsé-toung [2] – doivent s'assurer de l'impossibilité que les ennemis défaits au combat se réorganisent et viennent les persécuter de nouveau.



Jean-Jacques Dessalines
Les colons eux-mêmes traitaient



Louis Félix Mathurin Boisrond
Tonnerre



Ce sont les militaires hétérogènes de Ban Ki-moon (à gauche) et d'Edmond Mulet (à droite) qui décident des instants de paix et des moments d'insécurité dans les rues de Port-au-Prince.

les Indiens subjugués et les Africains déportés comme des animaux sauvages ? Dessalines portait sur son corps, contrairement à Toussaint Louverture, les cicatrices de la rébellion et de l'indocilité. Les spasmes de ses souffrances physiques et psychologiques amplifiaient sa colère, ses frustrations et sa vengeance. Malheureusement, Haïti n'a pas encore de cinéastes chevronnés, et même d'un niveau acceptable de professionnalisme – outre le budget considérable qu'une telle initiative exige – qui soient capables de fixer sur pellicule les périodes mouvementées qui évoquent et retracent les conditions infernales de l'esclavage dans les îles antillaises usurpées et dé-

plumées par la France.

L'armée indigène qui chassa les Européens et qui libéra les Africains captifs et aliénés était prête à reprendre les armes et à mourir sur un champ de bataille plutôt que de revivre le mode de vie abominable qui existait dans les plantations coloniales de 1492 à 1803. Tant qu'il restait un seul « *soldat français* » sur les terres de Saint-Domingue, la « *liberté* » des « *anciens opprimés* » était menacée. Les généraux de l'indépendance ne se contentèrent pas d'exprimer verbalement leur refus d'être remis en esclavage, leur volonté de continuer à jouir pleinement de leurs droits originels, ils prirent des décisions de protection et de défense de la nouvelle patrie qui s'accordèrent avec



Ravix Rémissainthe (à gauche)

leurs convictions sociales et qui solidifièrent leur idéologie politique. Ils construisirent partout des forts et des forteresses, les équipèrent avec des canons puissants, stockèrent à profusion des munitions et des explosifs, en prévoyance contre un éventuel retour de l'armée française pour la reconquête de l'île. Nous sommes presque certains que l'État dessalinien n'aurait pas accepté de verser à Louis X, l'« *Escroc couronné* », l'infâme indemnité de 150 millions de francs-or, représentant le montant faramineux d'une dette honteuse, inventée cruellement dans l'intention de provoquer l'effondrement de l'indépendance et de la souveraineté de la jeune Nation. À propos de ce vol abominable, Isabelle Labeyrie, chef du service Monde de France Info, a déclaré le mardi 12 mars 2015 : « *C'est le seul exemple de l'histoire où des vainqueurs (les esclaves) ont payé pour des vaincus (les colons).* »

Fidel Castro, dans son discours *Le frère Obama* [3], a repris la phrase célèbre prononcée par le Leader noir cubain Antonio Maceo Maximo Gomez, presque dans une circonstance similaire : « *Quiconque tentera de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baigné de sang, s'il ne périr pas dans la bataille.* »

Déjà, le 4 février 1802, devant les menaces qui planèrent sur la ville du Cap, Henry Christophe avait poussé le même cri héroïque : « *Si vous avez la force dont vous me menacez, je vous prêterai toute la résistance qui caractérise un général ; et si le sort des armes vous est favorable, vous n'entrerez dans la ville du Cap que lorsqu'elle sera réduite en cendres, et même sur ces cendres, je vous combattrai encore...* »

Nous comprenons l'indignation de Fanfan la Tulipe d'Haïti Liberté, lorsqu'il dénonce virulemment dans sa

rubrique « *Twa fèy twa rasin O* » la présence arrogante et inopportune de la Minustah depuis 12 ans en Haïti et en appelle à une **révolte massive** pour le rétablissement de la situation sociopolitique et pour la reconquête de la « *dignité nationale* ».

En 1986, la populace folle de rage et de vengeance qui envahissait les rues, saccageait, incendiait, pillait les habitations luxueuses des « *loups-garous* » du régime macoutique manifestait de cette prévoyance prudente héritée, en toute vraisemblance, du père fondateur de la patrie. Les ostrogoths inexpérimentés, historiquement incultes, idéologiquement pauvres et déséquilibrés, idiosyncratiquement narcissiques, économiquement et financièrement gourmands qui ont investi la scène publique au lendemain des opérations de « *dechoukay* » ne se montraient pas préoccupés par la mise en branle du processus de réforme politique fondamentale qui aurait pu mener à la « *dévaluériation* » de l'État haïtien. Les « *satrapes* » n'ont-ils pas conservé dans la fonction publique – naturellement pour eux-mêmes – les « *structures de corruption et de cooptation* » qui caractérisaient le « *nababisme* » duvaliérien ? Cette nouvelle classe de bandits, ces « *Fernando Sancho* » de la nouvelle ère, ces serpents, race de vipères – comme Jésus qualifia les vendeurs du temple – ne se sont-ils pas remplis les panses, à leur tour, jusqu'à l'indigestion ? Alors que les Haïtiens sont devenus aux yeux de l'univers « *le peuple des poubelles* ». Nous ne faisons pas du tout un clin d'œil à l'essayiste Patrick Saint-Paul qui vient de publier « *Le peuple des rats* » aux Éditions Grasset. L'auteur, correspondant du Figaro à Pékin, dénonce les misères des Mingongs, des travailleurs campagnards qui émigrent dans les oligopoles de la Chine

suite à la page(15)

JETCO Shipping

- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

Etienne Victorin

963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226

Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

MULTIPLE Service Solutions

Fritz Cherubin

- Income Tax Preparation
- Immigration Services
- Translation of Documents (French, English, Spanish)
- Divorce
- Fax

1374 Flatush Avenue
Brooklyn NY 11210

718-421-6787

ETI Reliable Income Tax Services

Ernst Blanchard
25+ years of experience

- Individual
- Corporation
- Self-Employed
- Non-Profits
- Partnerships
- LLCs

We Speak: English, Kreyòl, French, Spanish

327 E. 52nd Street
(between Linden & Church)
Brooklyn, NY 11203

718.922.2537 office
917.681.6531 cell
Blanchardernst@gmail.com

RUSH SERVICE SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE HAITI & CARIBBEAN TAXES

EMPLOYEE DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS Lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718-284-3156
FAX 347-529-2593

L'Union Européenne se retire, l'OEA réaffirme son soutien, les Etats-Unis et le « Core Group » s'inquiètent...



Le chef de la Mission d'observation électorale, Elena Valenciano a critiqué le travail de la CIEVE

Par Milo Milfort

La communauté internationale semble être divisée après l'annulation du premier tour des présidentielles d'octobre 2015 par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) et l'annonce par ce dernier d'un nouveau calendrier électorale, entérinant les recommandations clés du rapport de la Commission Indépendante d'Evaluation et de Vérification des Elections (CIEVE) de l'an dernier.

La mission d'observation électorale de l'Union Européenne (UE) vient de faire ses valises. Celle-ci estime que les conditions ne sont plus réunies pour la continuation de ses activités dans le pays. De son côté, l'Organisation des Etats Américains (OEA) réaffirme une nouvelle fois son soutien à Haïti à un moment où le « Core Group » et les Etats-Unis se disent inquiétés par les dernières décisions du collège électoral qui risquent de prolonger davantage le processus électoral. « Cette annonce [l'annulation des joutes présidentielles] et ses conséquences vont à l'encontre des conclusions de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Européenne (MOE UE) », a déclaré les responsables,

annonçant du coup le départ de cette mission déployée à Haïti depuis juillet 2015. La MOE UE a conclu que les élections de 2015 « étaient globalement conformes aux normes internationales ».

Selon l'UE, les failles et irrégularités qu'elle a observées, n'étaient pas de nature à altérer les résultats dans leur ensemble. D'ailleurs, la MOE-UE avait dès lors souligné la transparence des procédures mises en œuvre par le CEP. « C'est pourquoi, après consultation son observatrice en Chef », Elena Valenciano a « décidé de clôturer cette Mission », révèle cette note publiée le 8 juin dernier.

L'UE se montre tout aussi critique à l'encontre du rapport du CIEVE. Selon la mission, le travail de cette dernière comporte « de nombreuses faiblesses factuelles, légales, conceptuelles et méthodologiques ».

Toutefois, l'UE dit rester déterminée à maintenir son soutien au développement d'Haïti et au processus de renouvellement démocratique dans le respect de la Constitution et dans l'intérêt du peuple haïtien. Ainsi, appelle-t-elle les autorités haïtiennes et les acteurs politiques à faire preuve de sens de responsabilité face aux nombreux urgents défis du pays.



L'OEA supporte Haïti ...

Pour sa part, le Secrétariat général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), dans une note publiée le 8 juin 2016, a salué la publication du calendrier électoral haïtien par le CEP fixant les dates du 9 octobre 2016 et 8 janvier 2017 pour la tenue entre autres du premier et du second tour de la présidentielle. L'organisation promet d'accompagner Haïti tout au long du processus électoral, ainsi que lors de celui de la vérification. Elle continuera à jouer un rôle positif dans le processus électoral, dit-elle. « La continuation des élections présidentielles, législatives et locales est une étape importante vers la stabilité institutionnelle en Haïti. Le Secrétariat général reconnaît en ce processus un effort inclusif de tous, partis politiques, institutions et société civile en Haïti, pour surmonter l'impasse électorale », note Luis Almagro le Secrétaire général de l'organisation hémisphérique.

Ainsi, l'OEA encourage l'ensemble des acteurs à s'engager au respect du calendrier électoral afin de renforcer le processus et les institutions démocratiques, tout en souhaitant que cette nouvelle phase aide à engendrer parmi les acteurs politiques du pays un soutien politique pour une solution Haïtienne à la crise.

Pour M. Almagro, il est essentiel pour Haïti de revenir vers une gouvernance élue et le Secrétariat général est d'avis que la voie proposée favorisera d'autant plus le renforcement du pro-

cessus démocratique et permettra aux Haïtiens d'élire leurs dirigeants, notamment le président, les parlementaires et les autorités locales, tel que prévu par sa Constitution.

Les Etats-Unis et le Core Group mettent la pression !

Pour sa part, les Etats-Unis ont reçu un coup fatal à la suite de la publication du rapport accablant de la commission de vérification qu'elle a désapprouvée au même titre que d'autres pays qui se disent amis d'Haïti. « Les États-Unis regrettent la décision adoptée par le Conseil électoral provisoire (CEP), de reprendre les élections présidentielles à partir du premier tour. Cette situation exigera plus de temps et plus de ressources pour achever le processus électoral entamé en 2015 et retardera davantage l'installation d'un président constitutionnellement élu », lit-on dans une déclaration de Mark C. Toner, porte-parole adjoint du Département d'Etat des États-Unis. Selon M. Toner, le peuple haïtien mérite que sa voix soit entendue, et non reportée.

Une préoccupation partagée par les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, de la France, des États-Unis, de l'Union Européenne, et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains, regroupés au sein du « Core Group » qui disent par ailleurs prendre note de la présentation du calendrier électoral par le CEP, réitérant qu'il incombe à un gouvernement démocratiquement élu de relever les défis socio-économiques et humanitaires crois-

sants auxquels fait face ce pays de la Caraïbe.

Sandra Honoré en sa qualité de représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies et les autres membres du « Core Group » exhortent les acteurs haïtiens à respecter scrupuleusement ce calendrier électoral afin d'organiser des élections transparentes et équitables d'une manière impartiale, permettant aux Haïtiennes et aux Haïtiens d'élire le président, les parlementaires ainsi que les autorités municipales et locales.

Elle appelle toutes les autorités haïtiennes responsables pour l'organisation des élections, en particulier le CEP et le gouvernement, de même que les acteurs politiques et socio-économiques, à œuvrer au parachèvement du processus électoral entamé en 2015, dans les délais et modalités annoncés.

Comme mentionné dans la déclaration publiée par le Core Group le 6 juin dernier, les Etats-Unis soutiennent qu'Haïti a un besoin urgent d'avoir des représentants élus à tous les niveaux du gouvernement, y compris à la plus haute magistrature. « Nous attendons impatientement l'installation rapide d'un président démocratiquement élu pouvant travailler avec les États-Unis et avec d'autres partenaires pour faire face aux nombreux défis auxquels Haïti est confrontée. Les États-Unis saluent les mesures pouvant permettre l'organisation d'élections plus crédibles et plus transparentes en Haïti », notent les Etats-Unis.

TECHNIC DRIVING SCHOOL

LEARN TO DRIVE
CAR, BUS, TRACTOR TRAILER

30 HRS BASIC DRIVER COURSE
CPR & FIRST AID TRAINING
5 HR CLASSES
6 HR DEFENSIVE DRIVING
19A CERTIFICATION

1207 ROGERS AVENUE
BROOKLYN, NY 11226
718.282.7792

VLC AUTO REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
718.363.2873

BED STAR
Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225
718.771.2299

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

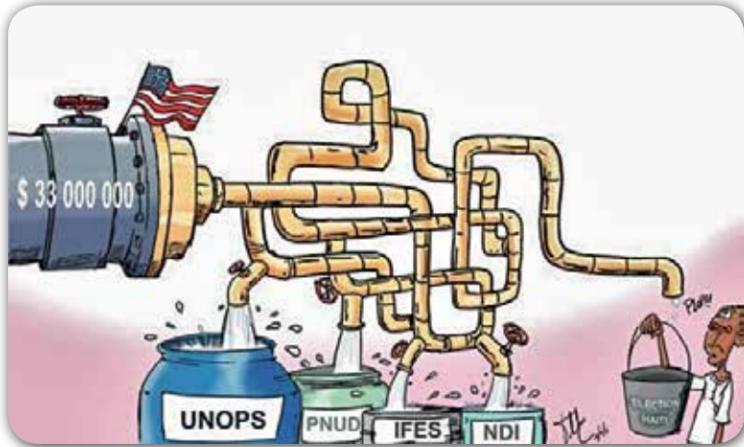
FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

The U.S. Spent \$33 Million on Haiti's Scrapped Elections — Here is Where it Went



by Center for Economic and Policy Research (CEPR)

Haiti's electoral council announced on Jun. 6 that new first-round presidential elections would be held in October after a commission found widespread fraud and irregularities in the previous vote. The prospect of the new vote — to be held alongside dozens of parliamentary seats still up for grabs — has raised questions about how it could be funded. The previous elections — determined to be too marred by fraud and violence to count — cost upward of \$100 million, with the bulk of the funding coming from international donors.

But now, donors are balking. Last week the State Department's Haiti Special Coordinator Ken Merten said that if elections are redone "from scratch" than it would put U.S. assistance in jeopardy. It "could also call into question whether the U.S. will be able to continue to support financially Haiti's electoral process," Merten added.

In a separate interview, Merten explained: "We still do not know what position we will adopt regarding our financial support. U.S. taxpayers have already spent more than \$33 million and that is a lot. We can ask ourselves what was done with the money or what guarantees there are that the same thing will not happen again."

So, what was done with the money? Could the same thing happen again?

To begin with, that figure seems to include money allocated in 2012 — years before the electoral process began. Local and legislative elections, which former president Michel Martelly was constitutionally required to organize, failed to happen. A significant share of this early funding likely went to staffing and overhead costs as international organizations or grantees kept their Haiti programs running, despite the absence of elections. It's also worth pointing out that many millions of that money never went to electoral authorities, but rather to U.S. programs in support of elections.

In April 2013, USAID awarded a grant to the DC-based Consortium for Elections and Political Processes. In total, \$7.23 million went to the consortium before the electoral process even began. An additional \$4.95 million was awarded in July 2015, a month before legislative elections. The consortium consists of two Washington, DC-based organiza-

tions, the International Foundation for Electoral Systems (IFES) and the National Democratic Institute (NDI) of the National Endowment for Democracy (NED). In a January report to Congress, the State Department explained further what some this money went towards:

1. "the creation and implementation of 26 Electoral Information Centers (EICs) ... to provide information to the general public on the electoral process."

2. "training more than 100 journalists in several departments on topics such as the international standards for elections ..."

3. "Funding through INL supported election security." [INL is the State Department of State's Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs - HL]

4. "USAID also supported the creation of a new domestic election observation platform that helped build greater transparency into the electoral process by establishing a grassroots coalition of reputable and well-trained domestic observers ..."

Some funding also went to increasing women's participation in the electoral process. But it's questionable what the return on that \$12.18 million really was. Not a single woman was elected to parliament — though it now appears as though at least one was elected, only to have her seat stolen through the bribing of an electoral judge. In terms of providing information to the public about the elections, participation in both the legislative and presidential elections was only about a fifth of the population. The money spent on local observers may have been more successful, but not for U.S. interests. The local observer group, the Citizen Observatory for the Institutionalization of Democracy, led by Rosny Desroches, agreed with other local observation missions that a verification commission (opposed by the U.S.) was needed to restore confidence in the elections. The U.S. spent millions training local observers, only to later ignore their analysis. Instead, the U.S. has consistently pointed to the observation work of international organizations such as the Organization of American States (OAS) and the EU. The U.S. also provided \$1 million to the OAS for their observation work.

Perhaps it's not a surprise the funding didn't have the intended effect. A 2012 evaluation of NDI conducted by Norway's foreign development agency found that about "4 out of every 10 dollars" went to

With Demonstrations Supporting Him:

Privert's Presidency Survives June 14

by Marie Laurette Numa and Yves Pierre-Louis

The Feb. 5, 2016 Accord made between then President Michel Martelly and Senate president Jocelerme Privert went into effect on Feb. 14 and was due to expire on Jun. 14, 2016.

The agreement had foreseen that "the mandate of the temporary President is up to 120 days from the date of installation. Where appropriate, the National Assembly shall take any necessary measures." In other words, a joint session of Haiti's upper and lower houses (i.e. National Assembly) could extend the term of the president or oust him.

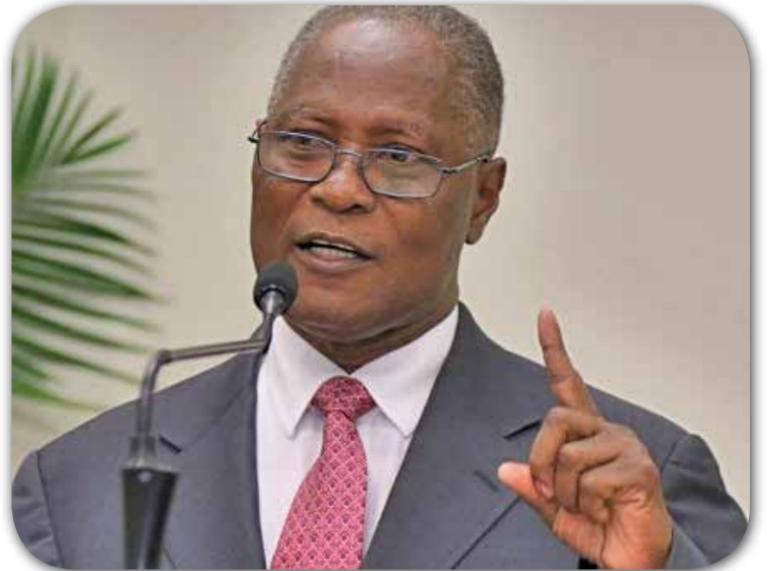
Already, Privert had offered his interpretation of the agreement, saying: "As long as the elections are not conducted, the Feb. 5 Accord retains all its validity." New elections are scheduled to start in October 2016 and finish in January 2017.

By default, the extension of Privert's mandate is what came to pass. At the opening of the second regular session of Haiti's 50th Legislature on Jun. 13, the National Assembly did not take up the case of challenging or renewing President Privert's mandate despite a proposal signed by 53 deputies that he remain in power until an elected president succeeds him on Feb. 7, 2017 to prevent the country from plunging into deeper political instability. The proposal was presented by Deputy Antoine Rodon Bien-Aimé. As a result, the status quo continues.

In the Senate, Privert already had the support of a majority: 12 out of 22 senators.

Furthermore, the provisional president has the support of an important segment of Haiti's political class and people. On Jun. 13 and 14, thousands of demonstrators took to the streets to call for the head of state to continue his mandate until elections are completed.

In the capital, the Jun. 14 demonstration began as usual in front of the ruins of former President



Interim President Jocelerme Privert (above) has managed to ward off a threatened Parliamentary ouster. But demonstrations and paramilitary actions by supporters of the former regime still augur trouble ahead

Jean-Bertrand Aristide's church St. Jean Bosco. Most of the demonstrators were partisans of Aristide's Lavalas Family party (FL) and called for Privert to stay in office to ensure the new electoral schedule laid out last week out by the new Provisional Electoral Council (CEP).

"The Lavalas Family wants to participate in the upcoming elections," said party spokesman and former senator Louis Gérald Gilles. "Now is the time for political stability, which will help to ensure the holding of the upcoming electoral contests in the country."

Gilles said that FL presidential candidate Dr. Maryse Narcisse had already visited the CEP to confirm her participation in the first-round of the new elections scheduled for Oct. 9, 2016.

Demonstrators said that President Privert's departure would destabilize Haiti just when the national currency, the gourde, is beginning to end its free-fall and insecurity seems to be abating. So this is no time for "another transition in the transition," the demonstrators said.

Meanwhile, in recent days, forces allied to former right-wing President Martelly had been demonstrating for Privert to be replaced on Jun. 14. Leaders of Martelly's Haitian Bald Headed Party (PHTK), former Prime Minister Evans Paul's Democratic United Committee (KID), and Martelly's former adopted party Peasant Response formed an opposition front called the "Democratic Agreement" (ED) and launched an operation called "Depose."

"When you are not composed, you are discomposed; when you are discomposed, they depose you," announce Evans Paul.

Anti-Privert forces had called for a "patriotic" vigil and candle-light march in the streets of the capital, what the pro-Privert forces called a "zombie" event. However, foreseeing mischief and possible violence, the Interior Ministry announced a 9 p.m. curfew, and the police have closed many streets, especially those leading to the central square in front of the National Palace, which is under close guard and tight security.

overhead, staff in Washington, DC, or to the expatriate country director who made more than a quarter of a million dollars.

The U.S. contributed \$9.7 million to the United Nations Development Program (UNDP) "basket fund" for elections. The UNDP controlled the pooled donor funds and also funds contributed by the Haitian government (more than any other individual donor). Funds were used to print ballots, train workers, and for other logistical operations. However, it's important to note that \$3 million of these funds were distributed in 2012 and 2014, well before any election would take place.

An additional \$7.57 million went to the United Nations Office for Project Services (UNOPS) for logistical operations for the elections, mainly distributing and picking up ballots before and after the election. After the August legislative elections were plagued by violent groups that shut down voting, UNOPS shifted strategy for the October election. In certain "hot spots," ballots would not follow the normal procedures for transportation to the tabulation center. Instead,

UNOPS would bypass the chain, picking up electoral information at 67 voting centers and bringing the materials straight to Port-au-Prince. According to diplomatic sources, UNOPS threatened to pull out entirely if additional funds for this measure were not given. The U.S. awarded \$1.8 million to UNOPS on Sep. 29, 2015.

An additional \$1.77 million was given to UNOPS in December, but the second-round presidential election never took place. Though it was clear to many that the elections would not be held given widespread condemnation by local observers and civil society groups, the U.S. and others in the international community insisted the second round go ahead. With protests increasing, they moved forward and distributed electoral materials for an election that was never going to happen. This strengthened Martelly's bargaining power over the opposition, but meant millions of dollars were spent for no reason.

In total, funding to UNOPS, UNDP, OAS, IFES and NDI totaled \$30.45 million. This is the vast majority of the \$33 million the U.S. says it contributed to the electoral process.

Additional funds were also awarded through the State Department for election-related security.

So yes, the U.S. spent over \$30 million on Haiti's elections, but not all of that went directly to the elections or was even spent wisely in supporting them. It's clear it would take far less for the U.S. to support a Haitian-led electoral process next October. And perhaps the best reason for the U.S. to continue to fund the election, if Haiti requests such support, is that it was the U.S. and other actors in the international community that pushed ahead and put millions of dollars into a fatally flawed electoral process that Haitians have now determined was irreparably marred by fraud. The problem is not that Haitian's wasted U.S. taxpayer dollars by scrapping the election results; it's that the U.S. was throwing good money after bad. That's something that can be fixed.

All grantee funding data is from USASpending.gov. This article was originally published on the CEPR's *Haiti: Relief and Reconstruction Watch* blog.

DISCOURS DU PRÉSIDENT BACHAR AL-ASSAD DEVANT LE PARLEMENT SYRIEN !

Je vous présente, ainsi qu'à tout le peuple syrien, mes meilleurs vœux pour ce mois béni en espérant qu'au prochain Ramadan, la Syrie se sera rétablie. [Applaudissements]

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Ce n'est pas la première fois que je me tiens à cette tribune, suite à des échéances électorales ayant conduit à la formation d'un nouveau parlement, pour féliciter ses membres élus députés et porte-paroles du peuple dont ils ont gagné la confiance et lequel leur a accordé l'insigne honneur d'une telle responsabilité nationale.

Mais cette fois-ci, la situation est très différente, car ces élections n'étaient pas des élections ordinaires. Elles sont arrivées à un moment de grandes tensions territoriales et politiques, régionales et internationales. Elles sont arrivées dans des conditions intérieures extrêmement difficiles ayant amené certains à prédire leur échec et qu'au meilleur des cas, elles seraient boudées par les citoyens.

Mais ce qui est arrivé fut l'exact opposé. Une fois de plus, le peuple syrien a surpris le monde par sa large participation à l'une des importantes échéances nationales et constitutionnelles. Le taux de participation, sans précédent, est un message clair disant au monde que plus les pressions augmentent, plus le peuple tient à son indépendance ; plus les tentatives d'ingérence extérieure s'intensifient, plus le peuple tient au respect des échéances dictées par sa Constitution, garante de son indépendance et levier de la stabilité.

Une détermination nationale qui s'est traduite également par le grand nombre de candidats à ces élections, lesquels ont ainsi témoigné de leur discernement et de leur patriotisme.

Et c'est aussi un important message pour vous, les députés de ce peuple, car cette participation sans précédent en dépit des circonstances, en dépit de toutes les menaces et de tous les dangers, vous charge d'une responsabilité extraordinaire envers les citoyens qui ont mis leurs espoirs entre vos mains pour que vous les protégiez par votre travail honnête et constant, lequel devra être proportionnel à leur confiance et à l'ampleur des défis imposés à la Syrie.

Tout comme ces élections furent inhabituelles et le taux de participation sans précédent, ce Conseil se trouve être lui aussi différent de tous les autres ; les électeurs, qui votent habituellement pour ceux censés les représenter, ont témoigné de leur grand sens des responsabilités, de leur haut niveau de compréhension des nouvelles réalités et de leur conscience de l'importance des sacrifices consentis, en votant non seulement pour des candidats venus de leurs secteurs, mais aussi pour des candidats venus du fin fond de la souffrance et du summum de la générosité.

C'est ainsi que votre Conseil d'aujourd'hui inclut, pour la première fois, le blessé qui a sacrifié un morceau de son corps pour que le corps de la patrie reste entier ; la mère du martyr, son père, sa sœur, lesquels ont vu leurs proches sacrifier leur vie pour que la Syrie demeure ; le médecin compatissant avec la détresse économique de ses concitoyens qui a respecté la noblesse de sa profession en les soignant gratuitement ; l'artiste qui a pris les armes pour défendre sa terre et son honneur.

C'est aussi un Conseil où s'élèveront davantage les voix des femmes, des jeunes, des diplômés de hautes études universitaires et de ceux qui ont contribué, de leurs propres finances, à la défense de leur patrie et de leur peuple.

Je rappelle ces quelques cas, mais il en existe beaucoup d'autres. Je ne les citerai pas tous. Chacun d'entre vous a été élu par le peuple pour qu'il porte sa voix, le défende et le protège. Faisons en sorte que le but, la méthode et la boussole de notre travail, en tant que personnes responsables au sein des différentes institutions, soient de travailler



Discours du Président Bashar al-Assad devant le nouveau Parlement syrien élu le 13 avril 2016

pour les autres, non pour nous-mêmes, exactement comme l'ont fait le blessé, le martyr et tous ceux qui se sont sacrifiés et qui continuent, chacun d'entre nous à la place qu'il occupe et en fonction de la responsabilité qui est la sienne. Sans cette boussole, la Syrie ne pourra pas sortir de ce qu'elle traverse. Sans cette boussole, il n'y aura pas de place pour progresser ; pas de place pour accomplir ; pas de place pour des idées innovantes et créatives, lesquelles seraient sans valeur même si elles existaient déjà.

Quand nous pensons et agissons honnêtement et sincèrement d'abord dans l'intérêt d'autrui, non du nôtre, nous éliminons les obstacles dus à la corruption et à la mauvaise gestion. Il devient alors possible, et même certain, de faire face aux défis engendrés par la guerre et de confondre le négligent, le corrompu, le dévoyé, lesquels ne peuvent plus compliquer la situation par les raisons personnelles qui les motivent.

Quand nous pensons et agissons honnêtement et sincèrement d'abord dans l'intérêt de la patrie, non du nôtre, votre contrôle de l'Exécutif devient effectif et efficace, capable d'évaluer ses performances afin de servir le citoyen. Et c'est ce que tout le monde attend de votre Conseil.

Mesdames et Messieurs,

La responsabilité nationale qui repose sur vous, aujourd'hui, arrive à un moment où le monde entier vit des circonstances exceptionnelles en raison des conflits internationaux, essentiellement dus aux tentatives de l'Occident de conserver sa position dominante à n'importe quel prix. Cet Occident qui refuse toute coopération avec n'importe quel autre État, ou groupe d'États, comme s'il s'agissait d'une question de vie ou de mort pour lui.

Ces conflits internationaux ont engendré des conflits régionaux entre des États cherchant à préserver leur souveraineté et leur indépendance, et des États travaillant à servir les intérêts des autres, même si cela nuit aux intérêts de leur peuple.

Des conflits qui se sont directement répercutés sur notre région en général, et sur la Syrie en particulier, compliquant une situation déjà compliquée. Mais tout ce qui précède ne nous dédouane absolument pas, nous Syriens, de notre responsabilité dans ce qui se passe, car si notre « maison » avait été forte, solide, solidaire, exempte de corruptions et de trahisons dans certains de ses recoins, les choses n'en seraient pas arrivées là où elles sont actuellement.

Des conflits sur trois niveaux – international, régional et local – qui se sont clairement répercutés sur le processus politique se déroulant à Genève. Et entre l'international et le régional s'est glissé le groupe d'individus, portant la nationalité syrienne, ayant consenti à servir de marionnettes tantôt aux plus arriérés des États, tantôt à des États rêvant de recoloniser les pays de

notre région, même par procuration.

Mais face à ces traîtres, il y a le groupe des Syriens patriotes, loyaux à l'égard des sacrifices de nos martyrs et de nos blessés, cherchant à travers l'action politique à préserver leur terre et l'indépendance des décisions de leur patrie.

Ce n'est plus un secret pour personne que depuis le tout début des événements, la quintessence même du processus politique imaginé par les États soutenant le terrorisme régional et international est d'anéantir le concept de patrie en frappant, sans relâche, notre Constitution par toutes sortes d'initiatives visant à l'écarter de son champ d'action et à la figer sous diverses terminologies, notamment ce qu'ils désignent par « période de transition ».

Et évidemment qu'en visant la Constitution, ils espèrent démolir les deux principaux piliers de n'importe quel État. D'abord, les institutions en commençant par l'Armée qui défend la patrie et garantit la sécurité du peuple, contre laquelle ils se sont particulièrement concentrés depuis le début et au cours de toutes les discussions sur l'avenir de la Syrie et de ses institutions. Ensuite, l'identité nationale partagée par les diverses composantes ethniques et religieuses, sur laquelle ils se sont focalisés à partir du moment où ils ont compris qu'elle était au fondement de la résilience de la patrie.

Une fois que leur « plan terroriste » a échoué malgré toutes les destructions et les massacres qu'il a perpétrés, ils ont acquis la conviction que l'essentiel de leur « plan politique » pouvait encore se concrétiser par l'attaque de la Constitution. En effet, leur plan initial consistait à faire en sorte que le terrorisme domine complètement le pays en lui accordant une prétendue qualité de « modération », puis une couverture de « légitimité » décidée évidemment par l'étranger, ce qui installerait un chaos absolu imposant comme seule issue une Constitution ethnique et confessionnelle nous transformant d'un peuple attaché à sa patrie en groupes rivaux attachés à leurs sectes et appelant à l'intervention des étrangers contre les leurs.

Ce que je dis est évident. Je ne vous apprend rien de nouveau. Si nous regardons à notre Est et à notre Ouest, les expériences confessionnelles parlent d'elles-mêmes. Nul besoin de réévaluer cette question après des décennies d'expérimentations équivalentes dans notre région.

Le système confessionnel transforme les enfants d'une même patrie en adversaires et en ennemis, auquel cas chaque partie recherchera des alliés ; lesquels, en l'occurrence, ne se trouveront pas en Syrie, mais à l'étranger. En effet, une relation construite sur la suspicion, le ressentiment et la haine ne trouvera ses alliés qu'à l'étranger. C'est alors que les États colonialistes se présenteront en protecteurs de tel ou tel groupe et que leur ingérence dans les affaires du pays en question trouvera



Bachar el-Assad est apparu plus déterminé que jamais devant les 250 députés issus des élections du 13 avril 2016



Au centre : Mme Hadiya Abbas, Présidente de l'Assemblée nationale. A sa droite, M. Rami Saleh et, à sa gauche, M. Khaled Abboud, Secrétaires de l'Assemblée

sa justification et sa légitimité. Puis, une fois que leur plan de partage sera bien ficelé, ils passeront à l'étape de la partition.

D'où la progression constante de la terminologie sectaire dans les discours politiques des États régionaux ou internationaux parrainant le terrorisme, censée consolider leur plan et consacrer leur concept de partition, une partition rendue inévitable et même indispensable en tant qu'unique solution pour les Syriens en quête de paix.

C'est pourquoi, ils véhiculent ce concept d'abord à l'étranger, de telle sorte que les gouvernements et les politiciens du monde acquièrent la conviction que la seule solution passe par une Constitution confessionnelle, étant donné que nous serions en guerre civile due à la grande diversité ethnique et confessionnelle de notre région qui ferait que nous ne pouvons plus vivre ensemble. Ensuite, ils exerceront leurs pressions sur nous pour que nous acceptions leur logique et, qu'à notre tour, nous devenions convaincus que nous ne pourrions vivre ensemble qu'à travers la Constitution qu'ils nous proposent.

D'ailleurs, ils nous disent : « Vous voulez l'unité de la Syrie ? Mais c'est bien sûr, tous les pays du monde sont pour l'unité de la Syrie ! ». Plus trivialement, c'est le morceau de sucre censé apaiser notre faim d'une Syrie unie et indivisible.

Or, comme nous le savons tous, l'unité ne commence pas par la géographie, mais par l'unité des citoyens, car quand les citoyens d'une même patrie sont divisés, la partition géographique devient une question de temps et aura lieu au moment qu'ils jugeront opportun.

Mais, puisque nous ne leur permettrons pas d'emmener la Syrie dans cette direction pour la précipiter dans l'abîme, nous avons proposé dès le début de Genève 3 un document fixant les « principes » sur lesquelles devraient se fonder les discussions avec les autres parties. Je crois que vous devez tous vous demander quelles sont ces autres parties, vu que jusqu'ici nous n'avons négocié qu'avec le « facilitateur » qui n'est pas l'autre partie, ni lui ni les membres de son équipe, lesquels ne sont que des intermédiaires. C'est pourquoi, si vous me demandiez pour-

quoi j'ai mentionné « les autres parties », je vous répondrais que c'est pour la prose, car il n'y a pas d'autres parties. [Applaudissements]

C'est sur la base d'un accord sur ces principes proposés par la Syrie, ou n'importe quels autres principes généraux, que les discussions pourront passer à d'autres sujets, tel celui du « gouvernement d'union nationale », lequel travaillera grâce à un comité compétent à la préparation d'une nouvelle Constitution. Elle sera soumise à l'approbation du peuple par référendum avant de passer à de nouvelles élections législatives. Un sujet dont nous avons expliqué l'essentiel en Janvier 2013 lors de mon discours à la Maison de l'Opéra de Damas [1], ce qui ne les empêche pas de continuer à nous interroger, encore et encore, sur notre vision de la solution. Nous répondons que s'il s'agit de la « solution politique » - l'autre solution concernant la lutte contre le terrorisme - ses principes ont déjà été définis. Par conséquent, à chaque fois qu'ils nous poseront cette même question, nous leur répéterons la même réponse.

Revenons aux principes. Pourquoi avons-nous posé des principes ? Parce qu'ils sont nécessaires dans toutes les négociations ou pourparlers, notamment entre des États. Pourquoi ? Parce que ces négociations ont besoin de références. Ils prétendent que les références se trouvent dans la Résolution 2254(2015), exactement comme ils l'avaient prétendu pour la Résolution 242(1967) [2]. Un exemple qui démontre que lorsque de telles résolutions sont adoptées suite à des compromis entre grandes puissances, chacune use d'une terminologie qui convient à ses intérêts ; ce qui fait que nous nous retrouvons avec un texte ambigu ou contradictoire en lui-même.

Ainsi, si nous revenons sur le Communiqué de Genève de 2012, nous constaterions qu'ils parlent, en même temps, de souveraineté de la Syrie et d'un organe de transition, encore désigné par « gouvernement de transition ». Mais si vous parlez de souveraineté de la Syrie, comment se fait-il que vous décidez de son système de gouvernance sans tenir compte de la volonté de son peuple ? La souveraineté exclut la mise en place

suite à la page (14)

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up. Call 888-396-2567 For Complimentary Pick Up.

CONVERTIBLES 33 IN-STOCK COUPES 46 IN-STOCK HATCHBACKS 25 IN-STOCK MINIVANS 179 IN-STOCK **SEDANS 1105 IN-STOCK** UNDER \$10,999 50 IN-STOCK SUVs 720 IN-STOCK TRUCKS 37 IN-STOCK

FIND A WHOLE LOT OF SAVINGS & SELECTION AT MAJOR WORLD



OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM ON OUR LOT! CARS STARTING AS LOW AS \$3,995!
*2008 Dodge Caliber, 91k mi, STK#17934

GET PRE-QUALIFIED IN SECONDS AT MAJORWORLD.COM WITHOUT IMPACTING YOUR CREDIT SCORE

 '12 CHEVY SONIC BUY FOR: \$5,995 <small>PLUS TAX & TAGS Stk# 20964, 32k mi.</small>	 '12 FORD ESCAPE BUY FOR: \$5,995 <small>PLUS TAX & TAGS 72k miles, Stk#7278</small>	 '15 NISSAN VERSA BUY FOR: \$7,495 <small>PLUS TAX & TAGS Stk#22078, 11k mi.</small>	 '07 ACURA MDX BUY FOR: \$7,995 <small>PLUS TAX & TAGS 104k miles, Stk#10125</small>	 '13 TOYOTA COROLLA BUY FOR: \$7,995 <small>PLUS TAX & TAGS 48k miles, Stk#23027</small>	 '14 NISSAN SENTRA BUY FOR: \$7,995 <small>PLUS TAX & TAGS 4k miles, Stk#12691</small>
 '12 HONDA ACCORD BUY FOR: \$8,995 <small>PLUS TAX & TAGS 32k miles, Stk#1223</small>	 '13 NISSAN ALTIMA BUY FOR: \$8,995 <small>PLUS TAX & TAGS 27k miles, Stk#19051</small>	 '14 HYUNDAI SONATA BUY FOR: \$8,995 <small>PLUS TAX & TAGS 42k miles, Stk#17885</small>	 '13 CHEVY MALIBU BUY FOR: \$8,995 <small>PLUS TAX & TAGS 35k miles, Stk#8357</small>	 '13 TOYOTA CAMRY BUY FOR: \$9,495 <small>PLUS TAX & TAGS 28k miles, Stk#17946</small>	 '14 FORD FUSION BUY FOR: \$9,995 <small>PLUS TAX & TAGS 19k miles, Stk#22534</small>
 '15 VOLKSWAGEN JETTA BUY FOR: \$9,995 <small>PLUS TAX & TAGS 21k miles, Stk#25068</small>	 '15 TOYOTA COROLLA BUY FOR: \$10,995 <small>PLUS TAX & TAGS 11k miles, Stk#22424</small>	 2014 HONDA ACCORD BUY FOR: \$11,995 <small>PLUS TAX & TAGS Stk#22987, 33k mi.</small>	 '14 NISSAN MAXIMA BUY FOR: \$12,995 <small>PLUS TAX & TAGS 30k miles, Stk#18077</small>	 '15 NISSAN ALTIMA BUY FOR: \$12,995 <small>PLUS TAX & TAGS Stk#20624, 7k mi.</small>	 '13 NISSAN ROGUE BUY FOR: \$12,995 <small>PLUS TAX & TAGS 22k miles, Stk#22503</small>
 '15 TOYOTA CAMRY BUY FOR: \$13,888 <small>PLUS TAX & TAGS 21k miles, Stk#21725</small>	 '15 HONDA ACCORD BUY FOR: \$14,995 <small>PLUS TAX & TAGS 13k miles, Stk#22981</small>	 '13 TOYOTA SIENNA BUY FOR: \$14,995 <small>PLUS TAX & TAGS 26k miles, Stk#11973</small>	 '14 HONDA CRV BUY FOR: \$14,995 <small>PLUS TAX & TAGS 33k miles, Stk#21947</small>	 '14 TOYOTA RAV4 BUY FOR: \$15,995 <small>PLUS TAX & TAGS 26k miles, Stk#22240</small>	 '12 JEEP GRAND CHEROKEE BUY FOR: \$16,995 <small>PLUS TAX & TAGS 20k miles, Stk#1934</small>
 '15 CHRYSLER 300 LTD BUY FOR: \$16,995 <small>PLUS TAX & TAGS 23k miles, Stk#22238</small>	 '13 FORD EXPLORER BUY FOR: \$17,888 <small>PLUS TAX & TAGS 27k miles, Stk#20434</small>	 '14 BMW 320X BUY FOR: \$17,995 <small>PLUS TAX & TAGS 33k miles, Stk#22334</small>	 '13 NISSAN PATHFINDER BUY FOR: \$17,995 <small>PLUS TAX & TAGS 42k miles, Stk#10534</small>	 '14 MERCEDES C CLASS BUY FOR: \$18,995 <small>PLUS TAX & TAGS 28k miles, Stk#20433</small>	 '14 HONDA PILOT BUY FOR: \$19,995 <small>PLUS TAX & TAGS Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 9k miles, Stk#10085</small>
 '13 MERCEDES E CLASS BUY FOR: \$19,995 <small>PLUS TAX & TAGS 52k miles, Stk#17256</small>	 '12 MERCEDES ML-350 BUY FOR: \$22,995 <small>PLUS TAX & TAGS 48k miles, Stk#18214</small>	 '15 INFINITI Q50 BUY FOR: \$23,995 <small>PLUS TAX & TAGS Stk#25528, 30k mi.</small>	 '13 LEXUS GS350 BUY FOR: \$23,995 <small>PLUS TAX & TAGS Stk#16079, 48k mi.</small>	 '13 BMW X5 BUY FOR: \$26,995 <small>PLUS TAX & TAGS 47k miles, Stk#13791</small>	 '13 MERCEDES GL-450 BUY FOR: \$39,995 <small>PLUS TAX & TAGS 45k miles, Stk#2320</small>

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101



TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. \$Will match maximum refund up to \$3,000 must show proof of tax return. See dealer for details. Offers cannot be combined. NYC DCA#2003442, DMV#7117189. Publication date: 6/15/16. Offers expire 48 hours after publication.

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

Le véritable scandale, c'est le capitalisme

Par Mohamed BELAALI

« Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière ». - K. Marx ; F. Engels

« Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux ». - Étienne de La Boétie

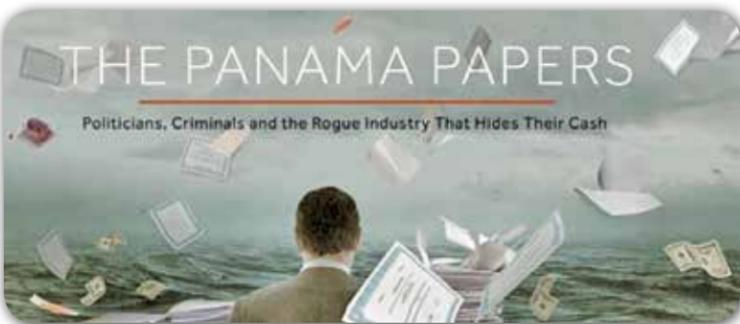


Le scandale des « Panama papers » qui vient d'éclater à la face du monde n'est que l'arbre qui cache la jungle capitaliste. Fraudes fiscales, blanchiment d'argent noir, sociétés écrans, détournement de fonds, paradis fiscaux, corruption généralisée etc. montrent à la fois le degré de pourriture atteint par ce système et la décadence morale des sociétés capitalistes. La collusion quasi organique du monde politique avec celui des affaires est une caractéristique fondamentale du capitalisme. Leurs liens sont tellement intimes qu'il devient difficile de les distinguer. Les hommes politiques et le milieu des affaires voire parfois le milieu tout court se nourrissent les uns des autres. Les premiers gèrent et couvrent les affaires des seconds. Dans ces scandales à répétition, on trouve à côté des grandes entreprises, des banques, des institutions sportives, des célébrités, des milliardaires, des rois, des chefs d'Etat, des premiers ministres, des ministres et bien d'autres responsables politiques. Toute cette classe de fraudeurs, pur produit du système, s'acharne par tous les moyens à piller les richesses produites par les travailleurs dont elle ne voit en eux que des êtres méprisés et méprisables.

Le capitalisme mondialisé a généralisé et universalisé la corruption et les scandales. Il a multiplié les montages financiers frauduleux, les paradis fiscaux et judiciaires, les trusts (fiducies), les fondations etc. Aucun domaine de la vie économique, politique, sportive et artistique n'échappe à la corruption et aux manipulations frauduleuses en tout genre. Les sommes astronomiques concernées sont difficilement imaginables par les citoyens (1). La corruption, les affaires, la fraude fiscale et les détournements de fonds publics sont des phénomènes intrinsèques au capitalisme qui les produit sans cesse.

Le pouvoir politique encourage le système, lui offre des opportunités à travers des politiques de dérégulation, de privatisation et par l'absence totale de sanctions. Il l'incite à poursuivre sur la voie des pratiques frauduleuses, de l'escroquerie et de la criminalité financière. Les gouvernements ne sont là que pour servir les intérêts de cette classe ou plus précisément cette couche de parasites qui ne produit aucune richesse et ne vit que des dividendes, des intérêts, des commissions, de la spéculation, bref de l'argent produit lui-même par de l'argent. « Le propre du capitalisme, écrivait Lénine, est de séparer la propriété du capital de son application à la production, de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il tire du capital-argent. La suprématie du capital financier sur toutes les formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière » (2).

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les agissements du pouvoir politique totalement soumis à cette oligarchie financière. Le gouvernement français par exemple, a retiré en 2012 le Panama de la liste noire des paradis fiscaux. La Société Générale, le Crédit Agricole, la BNP Paribas et le Crédit mutuel sont parmi les plus gros clients de Mossack Fonseca. Toutes sont impliquées, à travers des centaines de filiales, dans le blanchissement d'argent



Panama papers » : les arrières-cours du capitalisme

sale et la fraude fiscale (3). Comme réponse à ces scandales, le ministre des finances et des comptes publics s'est contenté de publier un simple communiqué d'une platitude affligeante « il ne serait pas tolérable que des banques puissent permettre des opérations de fraude, d'évasion fiscale ou de blanchiment » (4). Pourtant le gouvernement français savait depuis longtemps que les grandes banques françaises utilisaient des structures offshore, par centaines, spécialisées dans la criminalité financière et que les dirigeants de ces banques n'avaient jamais été inquiétés. A chaque nouveau scandale, les hommes politiques feignent l'indignation et promettent de mettre un terme à l'évasion fiscale et de châtier sévèrement les responsables fraudeurs : « Il n'y a plus de paradis fiscaux. Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini » proclamait avec force Nicolas Sarkozy en 2009. La commission des finances du Sénat qui a auditionné le 11 mai 2016 Frédéric Oudéa, patron de la Société Générale, ne trouvait aucune raison valable de poursuivre le dirigeant de la banque !

Le gouvernement britannique dirigé par David Cameron a organisé le 12 mai 2016 à Londres un sommet international pour lutter contre la corruption ! Rappelons tout de même que sur les 214 488 sociétés offshore administrées par le cabinet panaméen Mossack Fonseca, plus de la moitié sont domiciliées dans les îles britanniques. David Cameron lui-même ainsi que sa famille sont impliqués dans le scandale des fraudes fiscales des Panama papers. Le premier ministre britannique a tenté dans un premier temps de nier l'évidence en affirmant qu'il ne possédait « aucune action, aucun trust offshore, aucun fonds offshore, rien de tout cela » (5), avant de tout avouer.

Les vingt gouvernements les plus riches de la planète (groupe G20) qui représentent l'essentiel des richesses produites dans le monde, se sont réunis à Londres en avril 2009, à Saint-Petersbourg en septembre 2013, se sont engagés fermement à lutter contre les paradis fiscaux et le secret bancaire. Force est de constater que la criminalité financière sous toutes ses formes n'a jamais été aussi florissante qu'aujourd'hui.

Les Etats-Unis qui dénoncent la criminalité financière et les privilèges exorbitants accordés à leurs multinationales à travers le monde, abritent eux-mêmes sur leur propre territoire des paradis fiscaux considérés comme les plus opaques (6) et les plus favorables aux grandes entreprises et aux milliardaires du monde entier. Le Dakota du Sud, le Nevada, le Wyoming, mais sur-

tout le Delaware sont de véritables édens fiscaux sur terre. Même Donald Trump et Hillary Clinton, favoris des primaires, y possèdent des sociétés à côté d'Apple, d'American Airlines, de Coca-Cola et de biens d'autres multinationales (7). La fusion ici entre le pouvoir économique et le pouvoir politique est totale.

Invoquer, dans le cadre du capitalisme, la morale, l'éthique, la bonne volonté, la bonne gouvernance est une véritable chimère. Mobiliser les pou-

voirs économiques et politiques nationaux et internationaux contre les scandales financiers est une hypocrisie pour ne pas dire une absurdité. Ces pouvoirs sont eux-mêmes les organisateurs et les bénéficiaires. Rien ne sert de gémir sur les scandales financiers, tant qu'on laisse dans l'ombre les racines qui les produisent. Ces jérémiades ne font que perpétuer un système qui se nourrit et se développe de ces scandales.

On peut adopter les lois que l'on veut contre la corruption, les affaires et les privilèges, contre le secret bancaire et la fraude fiscale, mener toutes les enquêtes possibles, on peut même diminuer et limiter leur importance, mais on ne peut pas les éliminer. Car leur existence et celle du capitalisme sont tellement imbriquées l'une dans l'autre que l'on ne peut supprimer l'une sans éliminer l'autre. Les lois et les mesures prises pour lutter contre les scandales en tout genre ne sont que des paravents derrière lesquels la bourgeoisie sous toutes ses formes dissimule ses forfaits. Le problème n'est donc pas l'existence des scandales financiers, des affaires et autres privilèges ; mais celle du capitalisme qui les engendre. Il y a eu dans le passé des scandales, il y a aujourd'hui des scandales et il y aura dans l'avenir d'autres scandales tant que ce système existe. Le véritable scandale, c'est le capitalisme lui-même.

Notes

(1) <https://www.theguardian.com/business/2012/jul/21/global-elite-tax-offshore-economy> Voir également les données de Tax Justice Network : http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf

(2) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », page 68. Editions en langues étrangères, Pekin.

(3) http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/05/11/panama-papers-le-business-offshore-du-credit-agricole-et-de-la-bnp_4917399_4890278.html

(4) <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/20924.pdf>

(5) <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160412.OBS8308/comment-david-cameron-tente-de-glisser-les-panama-papers-sous-le-tapis.html>

(6) <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/ccfd-rapport-g20-2011-net.pdf>

(7) https://www.theguardian.com/business/2016/apr/25/delaware-tax-loophole-1209-north-orange-trump-clinton?CMP=fb_gu

Interview d'Aminata Traoré : « On a mondialisé l'injustice, le désespoir et le mépris »

Par Alex Anfruns et Elodie Descamps

Aminata Traoré est une essayiste malienne qui lutte pour l'autonomisation des pays et des peuples d'Afrique, toujours dominés et pillés par les puissances occidentales. Ministre de la Culture et du Tourisme au Mali entre 1997 et 2000, l'infatigable militante choisira de poursuivre son combat contre le libéralisme sur le terrain et sera à l'origine de nombreux projets de proximité avec les femmes et les jeunes à Bamako. Sa candidature récente au poste de secrétaire générale de l'ONU est une bonne nouvelle pour tous les partisans de la paix.



Aminata Traoré

compte des politiques néolibérales sont allés chercher dans les mosquées et le Coran des réponses au chômage et à l'exclusion. S'il n'y avait pas eu l'Irak, des généraux de Saddam Hussein n'auraient pas rencontré, à Abu Ghraib, des islamistes pour jeter les bases de DAESH. Comment arrivent-ils à pénétrer les banlieues et les milieux pauvres ? Pourquoi fascinent-ils aussi la « classe moyenne » ? Il y a un vide idéologique abyssal que l'on refuse d'admettre.

Alex Anfruns : Comment analysez-vous le phénomène terroriste qui sévit en Afrique et partout dans le Monde ?

Aminata Traoré : Il faut d'abord en analyser rigoureusement les causes : Pourquoi maintenant ? Pourquoi partout ? Précisément parce que l'on a mondialisé l'injustice, le désespoir et le mépris. Dans les années 90, face aux conséquences des politiques d'ajustement structurel, on a tiré la sonnette d'alarme en disant : « Chaque année dans la plupart de nos pays, il y a 100 000 à 200 000 jeunes diplômés qui viennent sur le marché du travail et le modèle économique ne crée pas d'emplois. » Au contraire, il en supprime. Que reste-t-il à faire ? Les jeunes n'ont souvent le choix qu'entre l'exil ou le fusil. Ces deux phénomènes contemporains et concomitants sont intrinsèquement liés à l'échec lamentable d'un modèle de développement économique que l'Occident ne veut pas remettre en question.

Alex Anfruns : Pour beaucoup de médias et d'analystes, le djihadisme émanerait directement et principalement de la religion. Trouvez-vous cette explication suffisante ?

Aminata Traoré : S'il en était ainsi, pourquoi cette pensée du radicalisme religieux n'est pas survenue plus tôt ? C'est à partir des décennies 80 et 90 que de nombreux laissés pour

Si l'on reconnaît aujourd'hui que davantage de justice, davantage d'emplois, de respect des peuples, peuvent garantir la paix et la sécurité, cela implique que les dominants doivent renoncer à une partie de leurs avantages et privilèges. Ils ne le peuvent pas. C'est se faire Hara-Kiri que de dire : « on s'est trompé de modèle, on n'a pas créé d'emplois et notre modèle ne répond pas à la demande sociale ». A qui profite le crime de cette croissance, si ce n'est aux transnationales ? Ce sont elles qui se tirent également une balle dans le pied quand elles ne peuvent plus aller là où elles exploitent les ressources naturelles. Les djihadistes qui ont conscience de cet enjeu visent eux aussi les mêmes ressources, notamment, le pétrole.

A force de faire la sourde oreille et de mettre en place des oppositions qui ne sont pas de véritables contre-pouvoirs capables et désireuses de prendre en charge les vraies questions, on se retrouve enlisé

suite à la page 18



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

RINCHER



Translations
Cheapest in Town
Birth Certificate • Resume
• Divorce/Marrriage Certificates

Universal Book Store
Languages • Religious • Political
• History • Educational

Radio Optimum Mondiale
Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

826 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 282-4033

Email: rincherepress@gmail.com

Les Etats-Unis se préparent à renverser Evo Morales

Par Nil Nikandrov

Les agences de renseignement américaines ont intensifié leurs opérations visant à renverser le président bolivien Evo Morales. Toutes les options sont sur la table, y compris l'assassinat. Barack Obama, qui voit l'affaiblissement du « bloc hostile des états populistes » de l'Amérique latine comme l'un des succès de son administration en matière de politique étrangère, a l'intention de profiter de ce succès avant la fin de son mandat.

Washington s'active aussi en Bolivie en raison de l'expansion réussie de la Chine dans ce pays. Morales renforce régulièrement les relations financières, économiques, commerciales et militaires avec Pékin. Les entreprises chinoises à La Paz sont en plein essor – avec des investissements et des prêts et en prenant part à des projets pour garantir une position clé pour la Bolivie dans la modernisation de l'industrie du transport du continent. Au cours des 10 prochaines années, grâce à d'abondantes réserves de gaz, la Bolivie deviendra le centre énergétique de l'Amérique du Sud. Evo Morales voit le développement de son pays comme sa première priorité, et les Chinois, contrairement aux États-Unis, ont toujours considéré la Bolivie comme un allié dans une relation de respect mutuel.

L'ambassade US à La Paz n'a plus d'ambassadeur depuis 2008. Il a été déclaré persona non grata en raison de ses activités subversives. Le chargé d'affaires par intérim est actuellement Peter Brennan, et des questions précises ont été soulevées à son propos et pour quelle agence il travaille réellement. Il était auparavant en poste au Pakistan, où des « décisions difficiles » ont dû être prises à propos d'assassinats ; mais la plus grande partie de sa carrière s'est effectuée dans la manipulation au sein des pays d'Amérique latine. En particulier, Brennan a été responsable de l'introduction du service ZunZuneo à Cuba (un programme illégal surnommé le « Twitter cubain »). USAID a servi de façade à ce programme de la CIA, sous le prétexte innocent d'aider les Cubains à s'informer sur les événements culturels et sportifs et d'autres nouvelles internationales. Une fois ZunZuneo en place, il y avait des plans pour utiliser ce programme pour mobiliser la population en vue de provoquer un « printemps cubain ». Lorsqu'on se renseigne sur Brennan, on tombe souvent sur l'expression « cheval noir ». C'est quelqu'un qui a pour habitude d'obtenir ce qu'il veut, à tout prix, et son délai serré en Bolivie (avant la fin de la présidence d'Obama) oblige Brennan à prendre de grands risques.

Auparavant, Brennan s'était « distingué » pendant la période qui a précédé le référendum sur la possibilité pour le président Evo Morales de se représenter en 2019, ainsi que lors du vote lui-même. Pour encourager le « non », l'ambassade US a mobilisé tout son appareil de propagande et réactivé les ONG sous son contrôle, et a alloué des fonds supplémentaires considérables pour l'organisation de manifestations. Il est révélateur que beaucoup de ces manifestations se sont conclues par l'incendie de portraits de Morales portant son écharpe présidentielle. Une quantité de boue sans précédent fut versée sur le président. Les accusations de corruption étaient les plus courantes, bien que Morales a toujours été ouvert au sujet de ses finances personnelles. Il aurait été difficile de lui coller la possession de « \$43 milliards dans des comptes offshore », comme ils l'ont tenté pour Hugo Chávez et Fidel Castro. Brennan a aussi des accords en place avec Washington pour d'autres opérations destinées à compromettre le président



Le président bolivien Evo Morales

bolivien. Une attaque a été lancée par l'agent de la CIA Carlos Valverde Bravo, un journaliste de télévision bien connu et ancien agent des services de sécurité boliviennes. Dans son émission du 3 février, il a accusé l'ancienne compagne de Morales, Gabriela Zapata, directrice commerciale de la société chinoise CAMC Engineering Co, d'orchestrer des accords commerciaux douteux s'élevant à \$500 millions. En parallèle, des insinuations ont commencé à circuler sur Internet à propos de la participation du président bolivien dans ces affaires, bien que Morales ait totalement rompu ses liens avec Zapata en 2007 et n'a ménagé aucun individu, quel que soit son nom et son rang, dans sa lutte contre la corruption.

Les « révélations » organisées par l'ambassade des États-Unis ont continué jusqu'au jour du référendum le 21 février 2016. Le « non » l'a emporté, en dépit de la tendance favorable indiquée dans les sondages. Morales a accepté la défaite avec son équanimité typiquement indienne, mais dans ses déclarations après le référendum, il a clairement indiqué que l'ambassade US avait mené une campagne hostile.

L'enquête sur Gabriela Zapata a révélé qu'elle avait capitalisé sur sa relation précédente avec Morales pour poursuivre sa carrière. Elle s'était vu offrir un poste dans la société chinoise CAMC et s'était installée dans une maison luxueuse dans un quartier chic de La Paz, faisant grand bruit de sa « proximité » avec le leader bolivien, bien que ce dernier n'avait joué aucun rôle dans toute cette affaire. De la même manière, elle a tenté de se lancer en affaires et dans une relation personnelle avec le chef de cabinet du président, Juan Ramón Quintana. Celui-ci a catégoriquement nié avoir jamais rencontré Zapata.

Peu à peu, toutes les preuves fabriquées par la CIA se sont écroulées. Zapata a été convoquée par la justice, et son avocat s'est réfugié à l'étranger parce que ses contacts avec les

suite à la page (16)



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

La baisse des prix du pétrole renverse l'échiquier géopolitique

Par Thierry Meysson

La baisse des prix du pétrole a démenti la théorie du « pic de Hubbert ». Il ne devrait pas y avoir de pénurie énergétique dans le siècle à venir. La baisse des prix a probablement aussi commencé le démantèlement de la théorie de « l'origine humaine du réchauffement climatique ». Elle a privé de toute rentabilité les sources d'énergies alternatives et les investissements dans les hydrocarbures de schistes et les forages en eaux profondes. Renversant l'échiquier géopolitique, elle est susceptible de rappeler les militaires US au Proche-Orient et de contraindre le Pentagone à abandonner définitivement la théorie du « chaos constructeur ».

En deux ans, le marché mondial des sources d'énergie a été bouleversé. D'abord, l'offre et la demande ont considérablement changé, puis les flux commerciaux, enfin les prix qui se sont écroulés. Ces changements radicaux remettent en cause tous les principes de la géo-politique du pétrole.

Le mythe de la pénurie

Le ralentissement de l'économie des pays occidentaux et celui de certains pays émergents s'est traduit par une baisse de la demande, tandis que la croissance continue en Asie l'a, au contraire, augmentée. En définitive, la demande globale poursuit son lent développement. Côté offre, non seulement aucun État producteur n'a vu ses capacités s'effondrer, mais certains ont pu l'augmenter comme la Chine, qui amasse désormais d'importantes réserves stratégiques. De sorte qu'au total, le marché est très excédentaire.

Ce premier constat contredit ce qui était la doxa des milieux scientifiques et professionnels durant les années 2000 : la production mondiale s'approchait de son pic, le monde allait connaître une période de pénurie au cours de laquelle certains États allaient s'effondrer et des guerres de ressources éclater. Dès son retour à la Maison-Blanche, en janvier 2001, le vice-président Dick Cheney avait formé un groupe de travail sur le développement de la politique nationale de l'énergie (National Energy Policy Development — NEPD), qualifié de « société secrète » par le Washington Post [1]. Dans une ambiance ultra-sécurisée, les conseillers de la présidence audition-



L'année dernière, les patrons des plus grandes compagnies pétrolières du monde occidental plaidaient pour une réduction de l'émission de CO2. Ils espéraient encore obtenir des aides publiques pour développer des sources d'énergie alternatives au pétrole. Mais aujourd'hui le prix du pétrole prive ces investissements de rentabilité

nèrent les patrons des grandes entreprises du secteur, les scientifiques les plus reconnus, et les patrons des services de Renseignement. Ils arrivèrent à la conclusion que le temps pressait et que le Pentagone devait garantir la survie de l'économie états-unienne en s'emparant sans attendre des ressources du « Moyen-Orient élargi ». On ignore qui participe exactement à ce groupe de travail, sur quelles données il travailla, et les étapes de sa réflexion. Tous ses documents internes ont été détruits afin que nul ne connaisse les statistiques auxquelles il avait eu accès.

C'est ce groupe qui conseilla de mener des guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan ; un programme qui fut officiellement adopté par le président George W. Bush, lors d'une réunion, le 15 septembre 2001, à Camp David.

Je me souviens d'avoir rencontré à Lisbonne, lors d'un congrès de l'AFPO, le secrétaire général du groupe de travail de la Maison-Blanche. Il avait présenté un exposé sur l'étude des réserves annoncées, l'imminence du « pic de Hubbert » et les mesures à prendre pour limiter la consommation d'énergie aux USA. J'avais alors été convaincu — à tort — par son raisonnement et son assurance.

Nous avons constaté avec le

temps que cette analyse est complètement fautive et que les cinq premières guerres (contre l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, la Libye et la Syrie) ont été de ce point de vue inutile, même si ce programme se poursuit aujourd'hui. Cette énorme erreur de prospective ne doit pas nous surprendre. Elle est la conséquence de la « pensée de groupe ». Progressivement une idée s'impose au sein d'un groupe que nul n'ose remettre en question au risque de se voir exclure du « cercle de la raison ». C'est la « pensée unique ». Dans ce cas, les conseillers de la Maison-Blanche sont partis et sont restés dans la théorie malthusienne qui domina la culture anglaise du XIXe siècle. Selon elle, la population augmente à un rythme exponentiel, tandis que les ressources ne le font qu'à un rythme arithmétique. À terme, il ne peut pas y avoir de ressources pour tous.

Thomas Malthus entendait s'opposer à la théorie d'Adam Smith selon laquelle, lorsqu'il est libre de toute réglementation, le marché se règle de lui-même. En réalité, le pasteur Malthus trouvait dans sa théorie — non démontrée — la justification de son refus de subvenir aux besoins des innombrables pauvres de sa paroisse. À quoi bon nourrir ces gens si, demain, leurs nombreux enfants mourront

suite à la page (16)

Greater Brooklyn Gastroenterology Care

Michel Jose Charles MD, FACC, AGAF

Board Certified Gastroenterology

Office Locations

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501

E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com

"Giving care, one patient at a time."

Christine M. Mosse

MD



Internal Medicine
Board Certified

2336 Second Avenue (at 120th Street)
New York, NY 10035

Office hours by appointment

212.987.5200

d'un tel système et inversement.

D'autre part, nous avons toujours affaire à des terminologies élastiques inexplicables. Pour exemple, je citerai une expression tirée des pourparlers de Vienne où nous trouvons l'expression : « gouvernance crédible ». Qu'est-ce que cela peut bien signifier ? Pour le terroriste, si Daech, le Front al-Nosra ou d'autres groupes apparentés arrivaient au pouvoir, leur gouvernance serait crédible à leurs yeux. Quant aux traités agissant à partir de l'étranger et transformés en serpillère aux pieds de leur maîtres, s'ils réussissaient à former un gouvernement qui leur ressemble, lequel transformerait l'État syrien en un État dépendant travaillant, à son tour, à la transformation des Syriens à leur image, ce serait aussi une gouvernance crédible pour eux.

Il est donc évident que nous ne nous rendons pas aux négociations pour accepter de telles propositions. C'est pourquoi nous avons rédigé le « document de principes » censé éviter qu'une partie ajoute ce que bon lui semble. C'est un cadre qui définit les limites indépassables, n'importe quelle proposition en dehors de ces principes fondamentaux étant considérée comme une obstruction ou un manque de sérieux.

Ces principes, je vous les cite rapidement :

Souveraineté et unité de la Syrie avec refus de toute ingérence étrangère.

Rejet du terrorisme.

Soutien à la réconciliation.

Préservation des institutions.

Lever de l'embargo.

Reconstruction.

Contrôle des frontières.

Nombre d'autres principes figurant dans la Constitution actuelle et dans les précédentes : diversité culturelle, libertés du citoyen, indépendance de la justice, etc. Nous refusons donc toute proposition contraire à ces principes, c'est pourquoi ils les ont refusés... [Applaudissements]

Ils ne nous l'ont pas dit expressément, mais se sont dérobés. Il n'empêche que, de notre point de vue, ces principes constituent une véritable base en faveur de la réussite des pourparlers, si toutefois ils les souhaitent sincèrement, et témoignent non seulement d'une sérieuse volonté mais aussi d'une vision claire du processus politique qui pourrait mener à une solution entre Syriens.

Les véritables pourparlers n'ont toujours pas commencé. Comme je l'ai déjà dit, les sessions successives se sont limitées à des discussions avec le facilitateur qui ne représente pas une partie avec laquelle nous pourrions négocier. Nous n'avons absolument pas reçu de réponse à notre document de principes. Notre délégation n'a cessé de se renseigner sur la réaction des « autres parties » sans jamais obtenir de réponse ; ce qui confirme que leurs représentants dépendent de leurs maîtres et prouve, à l'évidence, qu'ils ne se sont rendus à Genève que dociles et contraints.

D'ailleurs, dès le premier jour, ils ont posé leurs conditions préalables et lorsqu'ils ont échoué à les imposer à la faveur de la dernière session de Genève, ils ont clairement déclaré leur soutien au terrorisme et ont torpillé « la cessation des hostilités ».

Je répète : nous nous sommes rendus à Genève à cette dernière session et à la précédente, nous n'avons rencontré que le facilitateur ou son équipe ; nous avons proposé un document de principes resté sans réponse. En revanche, ils l'ont dépassé pour nous proposer ce qu'ils ont présenté sous le titre de « la recherche des dénominateurs communs » entre les deux parties. Une idée avancée par ceux-là mêmes qui nous avaient précédemment proposé une première phase de négociations indirectes passant par le facilitateur, lequel jouerait le rôle de médiateur entre les délégations accueillies dans les salles différentes d'un même bâtiment ; ce qui n'a pas eu lieu.

Par contre, ils nous ont posé une série de questions pièges avec, à chaque fois, des termes portant atteinte à la souveraineté de la Syrie, à sa sécurité, à ses institutions ou en rapport avec la situation sociale vue sous l'angle de la religion des uns et des autres, comme vous l'avez constaté dans leurs médias respectifs.

Certes, il est habituel que le jeu des nations nécessite la mise sur pied d'une structure reposant sur un facilitateur, ou sur toute une équipe autour d'un médiateur. Mais nous savons bien que ces États embourbés sur la scène internationale ne peuvent les autoriser à travailler d'une manière honnête et impartiale. Ils ont toujours des représentants qui travaillent en coulisses. Nous pensons que ce sont eux qui ont préparé le questionnaire auquel nous avons eu droit, sans doute parce qu'ils supposaient que l'équipe de la délégation syrienne ne connaît rien à la politique. En réalité, ils n'ont pas pu la duper avec leur terminologie tendancieuse et ont obtenu des réponses fermes et précises. Par conséquent, quels que soient ceux qui ont préparé le questionnaire, nous supposons que ce sont eux les amateurs ou les novices en la matière.

[Applaudissements]

Quant à « l'autre partie », elle n'était pas réellement présente. Ses représentants se sont effectivement rendus à Genève, contraints par leurs maîtres ; mais n'ont pas cessé de crier et de boudier. Nous n'avons pas l'intention de les évaluer. Le peuple les a déjà évalués. Ils ne méritent pas que nous en parlions, sinon pour dire qu'il n'y a pas eu de négociations directes avec eux. Ils ont séjourné à leur hôtel et se sont contentés de quelques déclarations tonitruantes suggérées par leurs maîtres, leur seul ordre du jour, approuvé par Riyad, consistant à se réveiller, manger, puis se recoucher. [Applaudissements]

Constatant que leur mission avait échoué, ils ont commencé par songer à se retirer pour faire porter la responsabilité de l'échec des dites négociations sur la Syrie ; ce qu'ils n'ont pas réussi. En revanche, comme je l'ai dit précédemment, leur réponse à l'échec de la dernière session de Genève 3, fut une déclaration publique de leur soutien au terrorisme et de leur retrait de « la cessation des hostilités ».

Ce qui s'est traduit par les bombardements sauvages des civils, des hôpitaux, des enfants, comme nous l'avons vu à Alep. Nonobstant le fait que pratiquement toutes les provinces, les villes et villages de Syrie ont enduré et endurent toujours du terrorisme tout en continuant à résister, le régime fasciste d'Erdogan s'est toujours particulièrement concentré sur Alep, parce que cette ville représente à ses yeux le dernier espoir de son projet pour les Frères Musulmans, après avoir échoué en Syrie et que sa véritable nature criminelle et extrémiste ait été démasquée devant le monde entier ; et aussi, parce que ses habitants ont refusé de se laisser instrumentaliser, ont résisté, ont persévéré, sont restés sur place et ont défendu leur ville et leur patrie. Mais Alep sera le cimetière qui enterrera les espoirs et les rêves de cet assassin, si Dieu le veut. [Applaudissements]

Et puis, leur série terroriste s'est poursuivie, faite de massacres à Zarra et de déflagrations sauvages à Tartous et à Jablé. Un choix ayant pour but de semer la discorde. Ils ont échoué et échoueront toujours, car la discorde n'est pas latente en Syrie, elle est morte ! Leurs bombes n'ont pas réussi à distinguer un Syrien d'un autre Syrien, ce qui prouve que tous les Syriens sont frères dans la vie et dans le martyr et regardent dans la même direction. [Applaudissements]

Nous saluons tous ceux-là qui se sont rejoints et sont restés unis à la vie et à la mort face aux terroristes et à leurs exécrables projets de discorde, déterminés à vivre, à résister et à vaincre.

Dans ce contexte, le sujet souvent discuté ces derniers mois concerne la trêve à laquelle nombre d'entre nous attribuent la responsabilité de tout ce qui nous arrive. Parlons-en objectivement. En ce monde tout est relatif et l'absolu, pour nous les humains, ne relève que de la puissance divine. De même pour la trêve ; positive, elle comporte du négatif ; négative, elle comporte du positif. De toute manière, elle ne concernait pas le territoire dans sa global-

ité, ce qui fait que nous ne pouvons pas lui attribuer tous les aspects négatifs. En effet : Sur un plan politique interne et étant donné que ce qui nous importe le plus est la situation intérieure, elle a permis de réaliser nombre de réconciliations, lesquelles ont épargné beaucoup d'effusions de sang à nos concitoyens et à nos Forces armées.

Sur un plan externe, elle a eu des avantages politiques que nous n'avons pas l'intention de développer ici.

Sur le plan militaire, elle a permis de concentrer les efforts sur des objectifs précis et de les atteindre. La première preuve en est la libération rapide de Palmyre et ensuite d'Al-Qariatayn, puis la libération de nombreux villages de la Ghouta de Damas. Certes, nos Forces armées ont libéré nombre d'autres régions, mais sur plusieurs mois ; voire, après une ou deux années de combats.

Nous ne pouvons donc pas nier les aspects positifs de cette trêve. Ce qui pose problème est le fait qu'elle a bien été décidée suite à un consensus international avec l'approbation de l'État syrien, mais que le côté américain, en particulier, n'a pas respecté les conditions de son application tout en fermant les yeux sur ses agents dans la région : le Saoudien et le Turc.

Or, le Saoudien a déclaré publiquement et à maintes reprises son soutien au terrorisme, tandis que le Turc continue à envoyer ouvertement les terroristes à travers ses frontières vers les régions du nord de la Syrie.

Les États-Unis ont donc fermé les yeux sur les agissements d'Erdogan ; lequel, comme nous l'avons dit, est démasqué à l'étranger et dans son pays, en plus d'être contesté par ses concitoyens. Par conséquent, il s'est vu obligé de provoquer des émeutes et de semer le chaos uniquement pour se garder quelques cartes en mains. Il a envoyé des troupes en Irak, a exercé son chantage sur les Européens en exploitant le problème des réfugiés, a continué à soutenir le terrorisme et a expédié récemment ces terroristes par milliers vers Alep. En pratique, Erdogan ne remplit plus que le rôle du « voyou politique ». [Applaudissements]

C'est pourquoi, je dis que l'application correcte de la cessation des hostilités, présente des avantages et que le problème ne réside pas dans la trêve. Le problème est qu'une grande part du conflit en Syrie est un conflit étranger, à la fois international et régional.

Ils ne se sont pas contentés de leur terrorisme par explosifs et toutes sortes de projectiles, ils l'ont soutenu par leur « terrorisme économique » à travers les sanctions et les pressions sur la Livre syrienne, afin d'aboutir à l'effondrement économique qui mettrait le peuple à genoux. Mais en dépit de toutes les culbutes douloureuses, notre économie continue de résister ; les mesures monétaires ayant récemment prouvé qu'il est possible de contrer leur pression, de réduire les dégâts et de stabiliser la monnaie.

Je suis certain que cette question sera au premier rang des priorités de ce nouveau Conseil et qu'il en sera de même, tout aussi certainement, pour le nouveau gouvernement en cours de composition comme le veut la Constitution.

Comme vous le savez, la Livre syrienne est soumise à de nombreux facteurs : le facteur externe via l'embargo financier et géographique touchant les exportations ; la situation interne du fait des répercussions du terrorisme qui a frappé les infrastructures et les établissements économiques, a rompu les communications entre les villes et a effrayé les investisseurs. Elle dépend également des actions du gouvernement et des réactions des citoyens. Ce dernier facteur est évidemment une conséquence et non une cause. Néanmoins, il entraîne une ruée vers l'achat de Dollars US ou d'autres devises étrangères, le citoyen pouvant perdre par l'augmentation des prix ce qu'il pense avoir économisé en achetant des Dollars.

Nous avons dit que les mesures prises par le gouvernement s'étaient récemment révélées efficaces, ce qui démontre sa capacité à influencer sur la monnaie. Mais cette efficacité est à court terme. Le long terme passe par l'économie, laquelle a été durement touchée. Ainsi, au début de la crise, certains ont interrompu leurs projets

aussi bien au niveau des petites, moyennes et grandes entreprises, pensant que la crise ne durerait que quelques mois avant que la situation ne revienne à la normale ; ce qui n'a pas eu lieu. Tandis que d'autres investisseurs ont poursuivi leurs projets plus ou moins importants, puisque la vie doit continuer quelles que soient les circonstances. Il n'empêche que les premiers ont été plus nombreux que les seconds.

Ce qu'on attend de nous aujourd'hui pour continuer à soutenir la Livre syrienne et la situation économique, les deux étant interdépendantes, c'est d'encourager les investisseurs à lancer leurs projets, qu'il s'agisse d'une petite boutique, d'une moyenne ou d'une grande entreprise. En plus des mesures monétaires, le gouvernement doit trouver les procédures susceptibles d'accélérer le cycle économique. Mais étant donné que la faiblesse de la Livre est étroitement liée à la faiblesse de l'économie, nous devons travailler tous ensemble à la recherche des solutions compatibles avec l'étape que nous traversons. Quelles seraient les procédures efficaces ? Quelles seraient les lois utiles ? Cette situation dure depuis cinq ans. Elle n'est donc pas nouvelle pour que nous démarrions notre réflexion de zéro. Nous avons acquis une certaine expérience dans ce domaine. Par conséquent, je crois que c'est un sujet de la plus grande importance dont le Conseil devra discuter avec le gouvernement pour que nous puissions tous accomplir notre devoir.

Le terrorisme économique, le terrorisme des engins piégés, des massacres et de toutes sortes de projectiles sont de la même veine. C'est pourquoi je vous assure que notre guerre contre le terrorisme se poursuivra, non parce que nous aimons les guerres -ce sont eux qui nous les ont imposées- mais parce que l'effusion de sang ne s'arrêtera pas tant que nous ne l'aurons pas déraciné partout où il se trouve et quel que soit le masque qu'il porte. [Applaudissements]

Comme nous avons libéré Palmyre et avant elle de nombreuses autres régions, nous libérerons chaque pouce de la Syrie tombée entre leurs mains. Nous n'avons d'autre choix que la victoire ; sinon, la Syrie disparaîtra et il n'y aura ni présent, ni avenir pour nos enfants. Ce qui ne veut pas dire que nous ne croyons pas en l'action politique comme ils le prétendent suite à ce discours, en concluant que le Président syrien n'a parlé que de guerre et de victoire. Nous continuerons à travailler sur le processus politique, aussi minimes seraient ses chances d'aboutir, partant de notre forte volonté, aussi bien au niveau populaire qu'officiel, d'arrêter l'effusion de sang et les ravages pour sauver notre patrie. Mais tout processus politique qui ne démarrerait, ne se poursuivrait, ne s'accompagnerait et ne se conclurait par l'éradication du terrorisme n'aura pas de sens et il ne faudra rien en attendre.

Encore une fois, j'invite tous ceux qui portent des armes, pour quelque raison que ce soit, à rejoindre la voie de la réconciliation commencée il y a des années et qui s'est accélérée ces derniers temps. Suivre la voie du terrorisme ne mènera que vers la destruction du pays et des dommages pour tous les Syriens sans exception. Reprenez vos esprits et revenez vers votre patrie car, avec l'État et ses institutions, elle est la mère de tous ses enfants le jour où ils décideront de revenir vers elle.

Quant à vous, les héros de la Syrie dans l'Armée, les Forces armées et les Forces alliées, quoi que nous puissions vous dire ou dire de vous, nous n'arriverons pas à vous rendre justice. Sans vous, nous n'aurions pas pu résister. Sans vous, nous n'existerions plus. Sans votre courage et votre générosité, la Syrie ne serait plus qu'un souvenir. Nos salutations avec respect et admiration à vous, à vos familles, à vos camarades martyrs ou blessés... [Applaudissements]

Nos salutations avec respect et admiration à vous, à vos familles, à vos camarades martyrs ou blessés, lesquels ont refusé de se soumettre jusqu'à baptiser la terre syrienne de leur sang et de leur corps. Nous tous, où que nous soyons, nous vous resterons reconnaissants durant des générations et des générations. Nous nous inclinons devant votre héroïsme et l'héroïsme

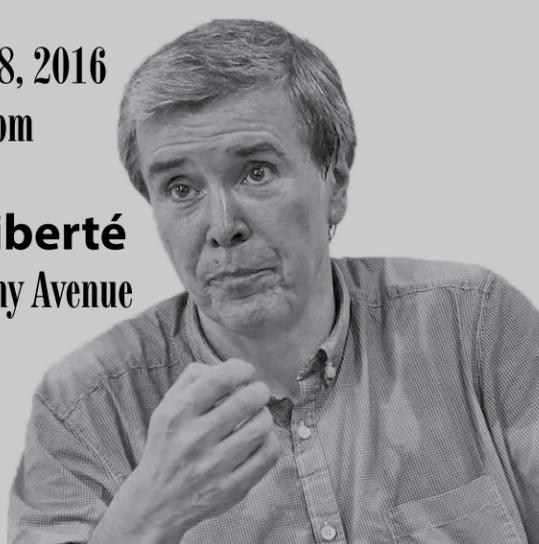
suite à la page (18)

An Evening with Award-Winning Investigative Journalist **Allan Nairn**

Sat. Jun. 18, 2016
6 pm to 9 pm

Haiti Liberté

1583 Albany Avenue
Brooklyn,
NY 11210



Haiti Liberté is honored to host an evening with Allan Nairn to analyse and discuss the volatile political situations in Haiti, Guatemala, and Indonesia, three countries he has closely covered. He will also speak about the upcoming U.S. Presidential election.

Allan Nairn is a renowned North American investigative journalist who in 1994 revealed the U.S. government's role in establishing and funding the Haitian death squad FRAPH (Front for the Advancement and Progress of Haiti), a report for which he won the prestigious George Polk Award for Journalism.

In 1991 in East Timor, Indonesian soldiers badly beat Nairn and fellow journalist Amy Goodman after they witnessed a mass killing of Timorese demonstrators. He was declared a "threat to national security" and banned from East Timor, but he re-entered several times illegally. His subsequent reports helped convince the U.S. Congress to cut off military aid to Jakarta in 1993.

In the 1980s, Nairn reported on the death squads in Guatemala and El Salvador.

In 2014, Nairn became a central figure in the Indonesian presidential contest when he revealed the human rights abuses of ultra-right candidate Prabowo Subianto, thereby causing him to lose the race.

In 1993, Nairn, along with Amy Goodman, received the Robert F. Kennedy Memorial First Prize for International Radio award for their reporting on East Timor.

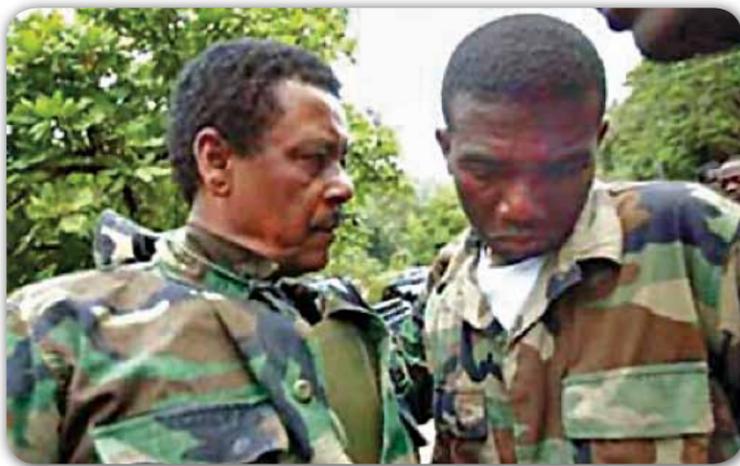
Don't miss this rare public address by Allan Nairn.

Free admission
Information: Haiti Liberté, 718.421.0162

et qui font tourner les machines dans les usines de production. Les lecteurs avertis n'auront pas tort de déduire que Patrick Saint-Paul n'a fait que prêcher pour l'Occident, sa paroisse? Car s'il faut en arriver à la conclusion que le « socialisme » est un « mal » au même point que le « capitalisme », ne restera-t-il pas honnêtement à démontrer lequel des deux « systèmes idéologiques » en est le moindre? Lequel de ces deux « types d'État » répond mieux aux **objectifs spécifiques** de la classe ouvrière? La Fondation Abbé Pierre a révélé en 2015 que le nombre des personnes mal logées en France, le pays de Patrick Saint-Paul, atteint le seuil critique de 10 millions. Il faut tirer du lot des désespérés et abandonnés environ 4 millions de SDF (Sans domicile fixe), dont 30 000 enfants. En hiver, la plupart des « misérables » dorment dans les conduits souterrains qui abritent les tuyaux de chauffage de Paris ou d'autres villes importantes. Avant que l'on voie la paille qui est dans l'œil de l'autre, la sagesse et la probité ne recommandent-elles pas d'enlever la poutre qui se trouve dans le sien.

La lutte des Haïtiens pour le « Changement » est enlisée dans une cacophonie de « verbiage oral et écrit ». Et pourtant, le mouvement du 7 février 1986 était parti d'un pied ferme... Malheureusement, les politiciens manœuvriers, domestiqués par Washington, Paris, Ottawa, Berlin..., multipliaient les appels au calme et parvinrent à dépressuriser le vaisseau de la vindication populaire. N'était-ce la volte-face occulte opérée par ces prétendus intellectuels et leaders autoproclamés de l'opposition, la République d'Haïti – comme Vénézuéla,

Nicaragua, Cuba, Uruguay, Bolivie – eût trouvé une « voie révolutionnaire » qui lui aurait permis d'échapper, de se soustraire aux « tortures » des puissances impériales? Les masses urbaines et rurales eurent l'occasion – à cette époque historique – d'extérioriser énergiquement leur colère. Les actes de vengeance qu'ils posèrent à travers le pays réfèrent aux ambiances sociales explosives qui avaient prévalu dans l'atmosphère politique pré-révolutionnaire de la France de 1789, de la Russie de 1917... Les représentants de la presse locale et étrangère découvrirent notamment à travers la capitale des inscriptions murales qui traduisaient la volonté du peuple de chasser les félicés de l'« absurdité néolibérale » et de mettre en même temps hors d'état de nuire leurs complices indigènes. Pour n'avoir pas réussi à conduire la rébellion de février 1986 à son point final, la République d'Haïti s'est vue malheureusement acculer à supporter les « Injustices flagrantes » d'une « troisième occupation étrangère » de son territoire en l'espace de cent ans. Malgré les méfaits causés par la présence de la Minustah, les groupuscules politiques, les sectes religieuses, les associations syndicales ne se mobilisent pas de manière significative à l'effet de forcer le départ de l'arrogante Sandra Honoré et des « mercenaires pédophiles » de l'Organisation des Nations unies (ONU), violeurs et engrosseurs de femmes fragiles, nécessiteuses et vulnérables. Et qu'entreprennent les « pouvoirs constitutifs de l'État » pour faire déguerpir les « envahisseurs » indésirables? Feu la chanteuse Dalida aurait répliqué : « Encore des mots, toujours des mots, les mêmes mots... »



Jodel Chamblain et Guy Philippe

Woody Allen, dans *Annie Hall*, utilise l'expression figée de « diarrhée verbale » pour signifier l'incontinence et l'inconsistance des *parleurs compulsifs*.

La crudité de ces propos est susceptible de déranger les esprits passifs. Mais qu'importe? Le combat que nous menons avec d'autres « visionnaires » vise loin... L'initiative est juste et noble. Et l'exhortation à la marche vers le « soleil levant » ne s'arrêtera que le « Jour de la Libération » des « appauvris » et des « exploités » de la terre. Nous pronons dans nos réflexions politiques, ainsi que plusieurs camarades, les termes « organisation », « insurrection », « bouleversement », « chambardement », « grève », « émeute », « mutinerie » et tous les « moyens légitimes » qui demeurent les corollaires de la lutte populaire.

Est-ce étonnant de constater tous les dégâts que les « Blancs » immoraux venus des pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale occasionnent dans la société haïtienne? L'État n'a plus le « monopole de la violence » sur son territoire. Ce sont les militaires hétérogènes de Ban Ki-moon qui décident des instants de paix et des moments d'insécurité dans les rues de Port-au-Prince. La police haïtienne – pour dérouter les cerveaux simplistes – se contente d'annoncer sporadiquement des opérations de démantèlement et d'extinction de certains petits foyers de gangs inféodés au banditisme urbain. Cependant, elle semble éviter de faire des révélations compromettantes sur les instances nationales et internationales qui financent les activités criminelles et qui pourvoient les cellules « mafieuses » en armes et munitions. Dans quel pays organisé et sérieux qu'un « cervelé » doublé d'un « voyou » oserait-il lancer ouvertement des « défis grossiers » à l'endroit d'un Chef d'État? Et au moment où nous écrivons ce texte, ce Guy Philippe ainsi connu – vantard et bavard – ne fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt émanant des autorités judiciaires. Alors que ce « chenapan » hautain, insolent, impertinent aurait dû déjà se retrouver derrière les barreaux pour « menaces graves et incitation à la violence », conformément aux articles 64, 313 et 321 de la législation pénale haïtienne. Et dire que nous avons entendu sur les ondes d'une « station de radiodiffusion » émettant depuis Port-au-Prince un personnage du milieu de la presse qui conseillait aux dirigeants de facto d'éviter une confrontation directe avec le petit « majordome » de Gérard Latortue et d'Hérard Abraham, « tombeur » de la présidence en béquilles de Jean Bertrand Aristide! Selon l'analyste politique, ce sont les tribunaux qui devraient se charger de l'affaire...! « Le pays ne peut pas supporter un pareil niveau de violence », ajoutait l'animateur.

La « Raison d'État » – dans le processus de construction d'un système de société basé sur les principes incessibles de la « Démocratie » – ne saurait s'embarrasser d'une quelconque barrière de légalité, surtout lorsque l'environnement politique est déjà fortement contaminé par le virus de l'inconstitutionnalité. Depuis le parachutage spectaculaire des « extra-terrestres » en 2011, les Haïtiens vivent dans une atmosphère sociale, économique et politique malsaine. Comment des hors-la-loi récidivistes qui se réclament d'une association de gangstérisme dénommée « TètKale » peuvent-ils se retrancher derrière des



Jean-Bertrand Aristide, l'ancien prêtre de Saint-Jean Bosco pensait pouvoir intimider ses ennemis politiques et ses adversaires idéologiques avec des harangues colériques et folkloriques

« textes juridiques » pour se soustraire aux « sanctions » que requièrent leurs actes et leurs comportements répréhensibles au sein de la société? Les cas de « Justice populaire » ne se règlent pas au moyen des « discours » creux et ronflants qui polluent Port-au-Prince. En écrivant cela, nous revoyons la scène époustouflante qui se déroula dans la forêt entre Fidel, Guevara et le traître Eutimio Guerra. Celui-ci était chargé par les militaires de Batista d'assassiner le Commandant en chef dans son sommeil. Guevara l'exécuta froidement d'une balle dans la tête. Les péchés contre les intérêts majeurs du peuple sont « insoumissibles » aux principes de « vénalité » inscrits dans la philosophie doctrinale du catholicisme. Ces crimes sont mortels. Et méritent les châtements de l'enfer. Guevara ne cultivait pas en son cœur l'immoralité et l'inhumanité, comme ont tenté de le faire croire la CIA, la « Fondation Nationale Cubano-Américaine » et ce Jacobo Machover [4] qui a rédigé un texte pamphlétaire dans l'intention de salir la réputation symbolique de l'Argentin du combat des démunis : « La face cachée du Che ». Nous retenons précieusement de Nicolas Machiavel [5] : «... Un prince ne doit-il pas se soucier du mauvais renom de cruel, pour maintenir ses sujets dans l'union et la confiance. Car, avec très peu d'exemples, il sera plus miséricordieux que ceux qui, par excès de pitié, laissent se développer les désordres, d'où naissent neutres et brigandages : car ceux-ci nuisent d'ordinaire à une collectivité tout entière, alors que les exécutions venant du prince nuisent à un individu... »

En paraphrasant ce passage tiré de l'ouvrage de l'essayiste florentin, nous obtiendrions : **Le Prince n'a pas l'obligation de se faire aimer, il doit plutôt se faire craindre.** Cette approche méthodique, rationnelle confirme donc que c'est par la « crainte » que s'obtient l'« obéissance ». La conception machiavéenne de l'exercice du pouvoir dans une société conserve une portée universelle. Elle dépasse les frontières des attitudes politiques. Elle est applicable à tous les domaines où intervient l'autorité dans les relations entre dominants et dominés. Les Écritures n'insistent-elles pas elles-mêmes sur l'importance de la « crainte de Dieu » pour que les « convertis » jouissent des privilèges résultant de l'accession au paradis...? Tous les courants religieux insistent sur les facteurs de l'« impitoyabilité » de la « colère » des « Êtres surnaturels », afin de contraindre les croyants, les fidèles, les adeptes à cheminer dans la rigueur d'une conformité spirituelle.

La psychose de peur dans la-

quelle le tyran François Duvalier avait maintenu le peuple haïtien lui permettait de conserver sa *dynastie dictatoriale* durant 29 ans. Les paysans tremblaient devant le portrait du « médecin des pians ». Et n'osaient même pas prononcer son nom dans leur taudis. François Duvalier *cruellisait* sa gouvernance en adoptant une *verve d'intimidation* qui vantait ses *actes de barbarie* à visage découvert. Le tyran ne se contentait pas de « postillonner ». Il agissait dans la clarté et dans l'ombre. Le *sadisme* qui le caractérisait, l'aidait à prévenir les *soulevements populaires* qui auraient emporté son régime.

En février 2004, Jean-Bertrand Aristide a appris à ses dépens que les « onomatopées » à l'odeur et au goût de « sensationnalisme », qui déclenchent l'hilarité, ne suffisent pas à réguler les *conflits sociaux* générés dans l'environnement complexe de la *gouvernance politique*. En effet, le président adoptait la formule du « *Krik krik* » des soirées de « *contes sous les tonnelles* » pour délivrer ses *messages vagues et ambigus* à la Nation. Aux yeux des observateurs avisés, il s'agissait de l'individu qui parlait trop. Mais qui n'en faisait pas assez. Nous étions loin de l'œuvre cinématographique d'Alfred Hitchcock, majestueusement interprétée par James Stewart : *The man who knew too much* (L'homme qui en savait trop). Jean Bertrand Aristide – nous le disons sans esprit de critique – accusait un grave *déficit théorique et pratique* à propos de la « chose politique ». Les États-Unis de Georges W. Bush, le Canada de Paul Martin, la France de Jacques Chirac et les autres pays hostiles à Lavalas ont fait fondre le *gouvernement aristidien* comme une poupée de cire sous un soleil ardent. Sans rencontrer de résistance. L'ancien prêtre de Saint-Jean Bosco pensait pouvoir intimider ses *ennemis politiques* et ses *adversaires idéologiques* avec des *harangues colériques et folkloriques*. Des *expressions à l'emporte-pièce*, dérivées d'un *langage sloganique*, comme les fameux : « Je veux; je peux... Imité-le; ne l'irritez pas... » Ces « perles langagières » ne manqueraient assurément pas de remémorer les historiens et les documentalistes de demain, lorsqu'ils entreprendront la tâche ingrate de classer les politiciens de l'époque post duvaliérienne selon leurs mérites et leurs manquements. C'est sous la menace des armes lourdes des militaires américains que Jean-Bertrand Aristide a signé l'« acte d'abdication », avant d'être basculé, jeté comme du linge sale dans l'avion qui l'a conduit en exil avec sa famille, en Afrique du Sud. Nous vient en mémoire la séquence du fameux western « *Le Bon, la Brute et le Truand* », dans laquelle le nommé Tuco (la Brute, Eli Wallach) blesse mortellement son *ennemi bavard* qui le menaçait avec son pistolet et lui déclare ironiquement : « *Quand on tire, on ne raconte pas sa vie privée...* » La politique est surtout l'art de se « taire » et l'intelligence d'« agir ».

Un ancien dirigeant lavalasien devenu « *agent de sécurité* » au Canada, que nous avons croisé dans un magasin à Montréal-Nord, nous a semblé encore amer. Il ne comprend pas pourquoi son « chef » avait choisi d'abandonner la présidence, au lieu d'accepter la « *proposition guerrière* » des *femmes et des hommes vaillants* qui voulaient aller se battre à la frontière haïtiano-dominicaine contre les « *sacripants* », les « *anti-peuples* » et les « *égorgeurs* » de la patrie armés par la CIA et la GRC. « *Nous étions disposés à vendre chèrement la souveraineté de la Nation. Et je vous le garantis, nous n'en aurions fait qu'une bouchée de Ravix Rémissainthe, Guy Philippe, Jodel Chamblain et de tous les autres clephtes. Mais le président préférait renouveler sa confiance en la communauté internationale, notamment les États-Unis* », soutenait-il avec une pointe de tristesse rageuse dans la gorge. Nous ajouterions nous-mêmes : « *Le poisson se fait à l'eau, mais c'est dans l'eau qu'on le fit bouillir.* »

Pauvre Nation!

Nous disposons déjà de 12 mois pour mesurer la longueur et définir le temps qui correspond à l'ampleur et à la durée de la *crise électorale* suite à la page (16)

AUTHENTICALLY MANHATTAN.

No one tells the story of New York better than New Yorkers, and now the story just got bigger. Presenting MNN's HD Community Channel: We built this channel specifically for MNN Community Producers to tell their stories. Love stories, documentary stories, action stories, BIG stories. Join us at MNN HD on Time Warner Cable channel 1993 for the biggest New York stories there are - the story of your life.

AMPLIFIED LOCAL VOICES

TIME WARNER CABLE CHANNEL 1993

HD MNN

STREAMING WORLDWIDE ON MNN.ORG

Etats-Unis ont été exposés. L'agent américain Valverde Bravo a fui vers l'Argentine. Les accusations contre Morales sont lancées de là-bas avec une vigueur renouvelée. L'attaque se poursuit. C'est tout à fait logique : un mensonge sans cesse répété est une arme efficace dans cette nouvelle génération de guerre de l'information. Le dernier exemple a été l'éviction de Dilma Rousseff, accusée de corruption par des fonctionnaires que son gouvernement avait identifiés comme corrompus !

L'armée US a renforcé sa présence en Bolivie au cours des derniers mois. Par exemple, le colonel Felando Pierre Thigpen a visité le département de Santa Cruz, où il existe une forte tendance séparatiste. Thigpen est connu pour être impliqué dans un programme conjoint entre le Pentagone et la CIA pour recruter et former du personnel pour les services de renseignement US. Dans des commentaires de blogueurs boliviens et des articles de presse sur Thigpen, il est noté que le colonel a été dépêché dans le pays à la veille d'événements liés au « remplacement imminent d'un gouvernement qui a épuisé son potentiel, ainsi que la nécessité de recruter de nouvelles personnalités jeunes dans une nouvelle structure de pouvoir ». Certains commentaires ont indiqué que Thigpen supervise le travail des diplomates Peter Brennan et Erik Foronda, un conseiller en médias et presse à l'ambassade des

Etats-Unis.

L'ambassade a répondu en déclarant que Thigpen était arrivé en Bolivie « de sa propre initiative », mais ce n'est pas un secret qu'il a été invité pour « travailler avec les jeunes » par des ONG qui coordonnent leurs activités avec les Etats-Unis : la Fondation pour le leadership et le développement intégral (FULDEI), le Réseau pour une Transformation Globale (RTG), l'Ecole Bolivienne de Héros (EHB), et d'autres. Le travail de Thigpen n'est donc pas improvisé, mais constitue plutôt un défi direct au gouvernement de Morales. Sur le plan intérieur, c'est le parti d'extrême-droite Parti démocrate-chrétien qui lui fournit une couverture politique.

Les plans des Etats-Unis visant à déstabiliser la Bolivie – plans qui ont été fournis au gouvernement d'Evo Morales par un pays ami qui n'est pas cité – comprennent une chronologie étape par étape des actions tracées par les Etats-Unis. Par exemple : « Pour déclencher des grèves de la faim et des mobilisations de masse et attiser les conflits au sein des universités, des organisations civiles, les communautés autochtones et les milieux sociaux variés, ainsi que dans les institutions gouvernementales. Pour établir des relations avec des officiers militaires à la fois en service actif et à la retraite, dans le but de saper la crédibilité du gouvernement au sein des forces armées. Il est absolument essentiel de

former les militaires pour un scénario de crise, de sorte que dans une atmosphère de conflits sociaux de plus en plus tendu, ils entraînent un soulèvement contre le régime et soutiennent les manifestations afin d'assurer une transition pacifique vers la démocratie ».

Les premiers résultats du programme ont été l'apparition de protestations sociales (comme de récentes marches de citoyens handicapés organisées à la suggestion de l'ambassade US), bien que l'administration d'Evo Morales ait montré plus de préoccupation pour les intérêts des Boliviens les plus défavorisés que tout autre gouvernement dans l'histoire de la Bolivie.

La portée de l'opération pour évincer le président Morales – financée et réalisée par les agences de renseignement des Etats-Unis – continue à se développer. Le plus grand adversaire des Etats-Unis en Amérique latine a été condamné à une peine de « neutralisation ». S'exprimant contre Evo Morales, l'opposition radicale a ouvertement fait allusion au fait que ça faisait longtemps que la région n'avait pas connu d'accident d'avion vraiment digne d'intérêt impliquant un politicien hostile à Washington ...

Strategic Culture Foundation
9 juin 2016
Le Grand Soir 12 juin 2016

de faim ? Le gouvernement de George W. Bush était alors largement WASP et comprenait de nombreuses personnes issues de l'industrie pétrolière, à commencer par le vice-président Cheney, ancien patron de l'équipementier Halliburton.

Si le pétrole est une ressource non renouvelable et qu'il aura donc une fin, rien ne permet de penser que celle-ci est proche. En 2001, on raisonnait en fonction du pétrole de type saoudien que l'on savait raffiner. On ne pensait pas exploitables les réserves du Venezuela par exemple, dont on admet aujourd'hui qu'elles suffisent à pourvoir à l'ensemble des besoins mondiaux pour au moins un siècle.

On observera que la théorie de l'« origine humaine du réchauffement climatique » n'est probablement pas plus sérieuse que celle du pic pétrolier. Elle procède de la même origine malthusienne et a en outre l'avantage d'enrichir ses promoteurs à travers la Bourse des droits d'émission de Chicago [2]. Elle a été popularisée dans le but d'apprendre aux Occidentaux à diminuer leur consommation d'énergie d'origine fossile, donc de se préparer à un monde où le pétrole serait devenu rare et cher.

La fin des prix artificiels

La hausse du prix du baril à 110 dollars a semblé conforter la théorie de l'équipe de Dick Cheney ; mais sa chute brutale à 35 dollars montre

qu'il n'en est rien. Comme en 2008, cette chute a débuté avec les sanctions européennes contre la Russie qui ont désorganisé les échanges mondiaux, déplacé les capitaux et en définitive crevé la bulle spéculative du pétrole. Cette fois, les prix bas ont été encouragés par les Etats-Unis qui y ont vu un moyen supplémentaire de couler l'économie russe.

La chute s'est aggravée lorsque l'Arabie saoudite y a trouvé son intérêt. En inondant le marché de ses produits, Riyad maintenait le cours du baril d'Arabian light entre 20 et 30 dollars. De la sorte, il détruisait la rentabilité des investissements dans les sources alternatives d'énergie et garantissait son pouvoir et ses revenus à long terme. Il est parvenu à convaincre ses partenaires de l'OPEC de soutenir cette politique. Les membres du cartel ont pris la décision de sauver leur autorité à long terme quitte à gagner beaucoup moins d'argent durant quelques années.

Par conséquent, la baisse des prix, encouragée par Washington contre Moscou, a fini par l'atteindre lui aussi. Si plus de 250 000 emplois ont été détruits dans les industries de l'énergie en deux ans dans le monde, environ la moitié l'ont été aux Etats-Unis. 78 % des plateformes pétrolières US ont été fermées. Même si le recul de la production n'est pas aussi spectaculaire, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis ne sont probablement plus indépendants énergétiquement

ou ne vont pas tarder à le devenir.

Et ce ne sont pas que les Etats-Unis : tout le système capitaliste occidental est impacté. En 2015, Total a perdu 2,5 milliards de dollars, ConocoPhillips 4,4 milliards, BP 5,2 milliards, Shell 13 milliards, Exxon 16,2 milliards, Chevron près de 23 milliards.

Cette situation nous renvoie à la « Doctrine Carter » de 1980. À l'époque, Washington s'était donné le droit d'intervenir militairement au Proche-Orient pour garantir son accès au pétrole. Par la suite, le président Reagan avait créé le CentCom pour appliquer cette doctrine. Aujourd'hui on exploite du pétrole un peu partout dans le monde et sous des formes assez différentes. Le fantasme du « pic de Hubbert » s'est dissipé. De sorte que le président Obama a pu ordonner de déplacer les troupes du CentCom vers le PaCom (théorie du « pivot vers l'Asie »). On a pu observer que ce plan a été modifié avec l'accumulation de forces en Europe orientale (EuCom) ; mais il devra l'être encore si les prix stagnent entre 20 et 30 dollars le baril. Dans ce cas, on cessera d'exploiter certaines formes de pétrole et l'on reviendra vers l'Arabian light. La question du repositionnement des forces au Proche-Orient se pose donc dès à présent.

Si Washington s'engage dans cette voie, il devra probablement également modifier les méthodes du Pentagone. La théorie straussienne

aigüe observée en Haïti depuis le 9 août et le 25 octobre 2015. Les diplomates accrédités à Port-au-Prince continuent de critiquer la décision de M. Jocelerme Privert d'avoir pris sur lui-même la liberté de former cette « Commission de vérification et d'évaluation » – tant voulue par certains, tant décriée par d'autres – qui est venue bouleverser davantage le paysage sociopolitique avec son rapport stupéfiant. Le constat des irrégularités, des fraudes massives et les révélations sur les présumés coupables de ce « Crime de Haute Trahison », nous le comprenons suffisamment, effraient les membres du Core Group, l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Organisation des États américains (OEA), l'Union européenne (UE) qui ont vite fait de produire un « contre-rapport jargonneur » dans lequel ils rabaisent les commissaires de la présidence de facto. Ces « visages pâles » ont tous joué leur propre partition en vue de maintenir les « crânes rasés » sur les ruines du palais national. Toutes les instances de la communauté internationale (CI) présentes en Haïti devraient répondre par devant qui de droit de leurs implications conscientes et volontaires dans les « magouilles » d'Opont qui ont attisé les hostilités politiques au pays. Ces « Blancs » ont giflé la patrie dessalinienne et souillé – comme les Allemands l'ont fait le 6 décembre 1897 dans l'Affaire Luders – la « Dignité » et l'« Honneur » du Peuple. Les affrontés ne se sont même pas gênés de rappeler haut et fort qu'une République indigente qui se nourrit comme « Lazare » des miettes tombées de la bouche des « mauvais riches » – qu'ils représentent – ne devrait avoir aucune prétention en matière d'indépendance et de souveraineté. Au seuil du 14 juin 2016, la date déclarée « fatidique » qui fait « baver » et « dérailler » les « pseudo-parlementaires » – sans foi ni loi, sans lecture ni écriture, sans forme ni fond, sans manière ni prestige –, nous vous proposons de revisiter cet extrait de Machiavel : « Un prince étant obligé de savoir bien user de la bête, il doit parmi elles choisir le renard et le lion, car le lion ne se défend pas des pièges, le renard ne se défend pas des loups. Il faut donc être renard pour connaître les pièges, et lion pour effrayer les loups. Ceux qui s'en tiennent simplement au lion n'y entendent rien. Par conséquent, un souverain sage ne peut ni ne doit observer sa parole, lorsqu'un tel comportement risque de

retourner contre lui et qu'ont disparu les raisons qui la firent engager. Si les hommes étaient tous bons, ce précepte ne serait pas bon; mais comme ils sont méchants et n'observeraient pas leur parole envers vous, vous non plus n'avez pas à l'observer envers eux... »

Les Etats-Unis traitent Haïti de la façon dont un « gougnafier » agit envers une épouse inautonome. Le malotru, le salaud, le « pignouf » fait subir à son « esclave sexuelle » toutes les formes de maltraitance psychologique, physique et verbale sous prétexte qu'il lui offre un toit miteux, lui procure quelques guenilles et lui apporte une galette de maïs. Cependant, et fort heureusement, l'histoire ne s'arrête pas là : un beau jour, la créature docile, dominée, humiliée et aliénée brusquement se réveille. Passe à l'état volcanique. Révoltée, elle choisit d'assécher la source de ses malheurs. De « retrouver sa dignité ou de mourir. » Alors, elle décide de casser le mutisme chagrinant. De repriser son « Honneur ». Et de recouvrer ses « Droits ». Sa colère provoque des dégâts faramineux, à l'instar des dommages irréparables causés par la Tarasque [7] à Tarascon.

Il existe toujours une porte de salut pour les peuples qui déperissent. Des Nations l'ont repérée et l'ont franchie glorieusement. Seulement, elles ont eu le courage de marcher... La patience de chercher... L'intelligence de la découvrir...

Robert Lodimus

Notes et références

- [1] Réplique de Lee Van Cleef dans *Le dernier jour de la colère* : « Quand on blesse un homme au combat, il faut l'achever, sinon c'est lui qui te tuera demain. »
- [2] Mao Tsé-toung a dit : « Après l'anéantissement des ennemis armés, il y aura encore des ennemis non armés... »
- [3] Haïti Liberté, vol.9, No 38, du 30 mars au 6 avril 2016.
- [4] Jacobo Machover, universitaire, journaliste, écrivain cubain résidant en France. L'auteur du livre *La face cachée du Che*, Paris, Buchet/Chastel, 2007, 196 p.
- [5] Nicolas Machiavel, *Le Prince*, Presses Pocket, chapitre 17, p. 84.
- [6] Nicolas Machiavel, *Le Prince*, Presses Pocket, chapitre 18, p. 89.
- [7] Dragon géant.

du « chaos constructeur », si elle permet de gouverner des territoires immenses avec très peu d'hommes sur le terrain, exige beaucoup de temps pour permettre l'exploitation de vastes ressources, comme on le voit en Afghanistan, en Irak et en Libye. Peut-être faudra-t-il revenir à une politique plus sage, cesser d'organiser le terrorisme, admettre la paix, pour pouvoir commercer avec les États ou ce qu'il en reste.

Notes

- [1] "Energy Task Force Works in Secret", Dana Milbank & Eric Lipton, Washington Post, April 16th, 2001.
- [2] « 1997-2010 : L'écologie financière », par Thierry Meyssan, dnako (Russie), Réseau Voltaire, 26 avril 2010.

Réseau Voltaire 13 Juin 2016

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

AMBIANCE EXPRESS



• Restaurant
• Fritaille
• Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

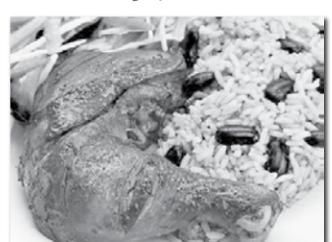
- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop) Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense) Tél: 718.941.2644

DANA CARIBBEAN CUISINE

2026 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11210



The Finest in Haitian Food

Breakfast • Lunch • Dinner
Pâtés • Gateaux
Catering • Delivery • Parties

Chef: Véronique Pillard
Manager: Danaelle Bonheur
718.484.2335

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

“Venus, l'endroit idéal”
718-287-4949

Le général Jacinto Pérez Arcay considère « inexorable » l'invasion du Venezuela

Lors d'un entretien accordé à Russia Today, le général en chef des Forces armées du Venezuela, Jacinto Pérez Arcay, a déclaré que selon lui l'invasion, directe ou indirecte, de son pays par les États-Unis est désormais non plus une « possibilité », mais un fait « inexorable ».

Depuis 2002 et la première tentative de coup d'État contre le président constitutionnel Hugo

Chávez, les États-Unis ont multiplié les opérations secrètes pour briser la résistance du pays et s'emparer de ses gigantesques réserves d'hydrocarbures.

Un document du SouthCom, daté du 25 février 2016, qui a récemment fuité, détaille les moyens mis en œuvre pour déstabiliser le pays.

Réseau voltaire 10 juin 2016



Le général en chef des Forces armées du Venezuela, Jacinto Pérez Arcay

Daech revendique l'attentat d'Orlando commis par son « frère Omar Mateen »

Par Emilie Cabot

Après un premier message dimanche d'une agence de presse proche du groupe djihadiste, Daech a revendiqué plus officiellement lundi sur sa radio l'attentat du club gay d'Orlando qui a fait 50 morts dimanche. L'auteur avait lui-même fait allégeance à l'organisation terroriste avant de perpétrer son massacre.

La pire fusillade de masse de l'histoire des États-Unis - qui a fait 50 morts dans un club gay d'Orlando en Floride - a été perpétrée par "un combattant de l'EI", a indiqué dimanche l'agence Amaq liée au groupe extrémiste Etat islamique. "L'attaque armée qui a visé un club pour homosexuels dans la ville d'Orlando, dans l'Etat américain de



Le groupe djihadiste, Daech

Floride, faisant plus de 100 morts et blessés, a été exécutée par un combattant de l'Etat islamique", affirme Amaq dans un court communiqué citant "une source".

Lundi, c'est par la voie officielle de sa radio que le groupe djihadiste a, à son tour, revendiqué cet attentat. "Dieu a permis au frère Omar Mateen, un

suite à la page(19)

Massacre d'Orlando : le tueur était sur des applis de rencontres gay et fréquentait le Pulse



Omar Seddique Mateen, un Américain d'origine afghane de 29 ans, a invoqué Daech avant son massacre

Par Axel Roux

Des habitués du Pulse, la boîte de nuit gay visée par la fusillade dans la nuit de samedi à dimanche, affirment qu'Omar Mateen a fréquenté l'endroit une « douzaine » de fois et qu'il était sur des applications de rencontre gay.

Des informations sur la possible homosexualité d'Omar Mateen ont apporté un éclairage nouveau sur la tuerie d'Orlando (Floride) dans une boîte de nuit gay, qui a fait 49 morts dimanche. Le quotidien Orlando Sentinel a cité lundi quatre témoins assurant que l'auteur de la fusillade la plus meurtrière de l'histoire des États-Unis, qui a également fait 53 blessés, était un habitué

de la discothèque Pulse, où il a frappé dimanche. « Parfois, il allait dans un coin pour s'asseoir et boire tout seul, d'autres fois il était ivre, et il devenait bruyant et agressif », a expliqué Ty Smith, qui rapporte qu'Omar Mateen est venu à Pulse une « douzaine » de fois.

Présent sur les applis de rencontres gay

Parallèlement, un autre habitué de Pulse a assuré au Los Angeles Times que le tueur lui avait envoyé plusieurs messages via l'application de rencontres gay Jack'd. Sur la chaîne du MSNBC, rapporte Slate, un autre résident d'Orlando, Cord Cedeno, a expliqué que le tueur lui avait envoyé des messages sur l'application Grindr. Jusqu'ici, aucune photo de ces comptes n'a

suite à la page(19)

TAP TAP

HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

L'Argentine interrompt la diffusion de Télésur et de Russia Today

Le gouvernement de Mauricio Macri a annoncé mettre fin à la diffusion gratuite de la chaîne d'information pan-américaine TeleSur et de la chaîne d'information russe Russia Today. Les

deux stations resteront cependant accessibles pour les téléspectateurs fortunés via le câble.

Réseau voltaire 11 juin 2016

Qui protège Hillary Clinton ?

Alors que la presse célèbre la victoire au sein du Parti démocrate de la première milliardaire de l'histoire, une sombre bataille juridique se poursuit dans l'ombre.

Le rapport du département d'État sur les courriels d'Hillary Clinton et les différents actes judiciaires qui ont suivi établissent que celle-ci s'est rendue coupable de :

- Obstructions à la Justice par Mme Clinton et ses conseillers (Section 1410) ;
- Obstruction à des enquêtes criminelles (Section 1511) ;
- Obstruction à l'application de la loi locale et fédérale (Section 1411) ;
- Crime fédéral de négligence avec des informations et des documents classifiés (Section 1924) ;
- Détention dans son ordinateur à son domicile, sur un serveur non sécurisé, de 1 200 documents secrets (Section 1924)
- Félonie. Mme Clinton a déclaré sous serment à un juge fédéral avoir remis au département d'État tous ses courriels. Cependant, l'inspecteur général du département d'État a déclaré cette semaine que c'était faux (Section 798) ;
- En outre, elle a déclaré sous serment que le département d'État l'avait autorisée à utiliser son ordinateur personnel pour travailler à son domicile. L'inspecteur général du département d'État a déclaré cette semaine que c'était faux (Section 798) ;
- Madame Clinton n'a pas signalé aux autorités, ni même à son département, que son ordinateur personnel avait été piraté plusieurs fois. Elle a cependant



Hillary Clinton

demandé à son administrateur système d'essayer de protéger son ordinateur.

- Concussion et recel. La Fondation Clinton et Mme Clinton ont été corrompues pour que le département d'État ferme les yeux sur diverses pratiques (Loi Rico et Section 1503).

En principe, les faits et leur gravité étant établis par le FBI, le département d'État, et un juge fédéral, Hillary Clinton aurait dû être arrêtée cette semaine.

Bernie Sanders, autre candidat à l'investiture démocrate, pariait sur l'arrestation de Madame Clinton avant la convention de leur parti. Il a donc décidé de se maintenir, bien que n'ayant pas le nombre suffisant de délégués. Mais, convoqué à la Maison-Blanche, il a été informé par le président Barack Obama que celui-ci empêcherait son administration d'appliquer la loi. Joignant l'acte à la parole, le président a publiquement soutenu la candidature de Mme Clinton.

Réseau voltaire 11 juin 2016

Israël présidera la commission sur le Droit international à l'Onu

Israël a été élu par acclamation président de la 6ème commission de l'Assemblée générale de l'Onu. Cette commission est en charge de la préparation des textes relatifs au Droit international (élimination du terrorisme, droit des migrants, tribunaux internationaux, etc.).

Israël est le seul État des Nations unies à violer délibérément une quantité de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité depuis plus de 60 ans, sans jamais à avoir à en assumer les conséquences.

Réseau Voltaire 14 Juin 2016

CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn

1738 Flatbush Avenue
(b/t Aves I & J)
718.258.0509

2816 Church Avenue
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)
718.856.2100

de vos familles et, nous tous, nous vous promettons que le sang n'aura pas coulé en vain, que la victoire viendra inévitablement grâce à vous, grâce aux héros de l'Armée et des Forces armées et grâce à chaque syrien qui n'aura eu de cesse de défendre sa patrie et son honneur partout où il s'est trouvé et par tous les moyens possibles. [Applaudissements]

La défaite du terrorisme est inéluctable tant que des États tels l'Iran, la Russie et la Chine soutiennent le peuple syrien, se tiennent du côté de la Justice et défendent les opprimés contre leurs oppresseurs. Nous les remercions pour cela... [Applaudissements]

Nous les remercions pour cela et pour la constance de leur soutien ininterrompu. Ce sont des États qui respectent leurs principes et qui cherchent à défendre les droits des peuples, notam-

ment celui de choisir leur propre destin.

À ce sujet, je souhaite que nous n'accordions absolument aucune importance à tout ce qui se raconte dans les médias quant à nos divergences, nos conflits ou nos divisions. Les choses sont plus stables et les points de vue plus clairs qu'auparavant. Ne vous inquiétez donc pas, les choses vont plutôt bien en l'occurrence. [Applaudissements]

Nous n'oublierons pas ce que la Résistance patriote libanaise a offert à la Syrie dans son combat contre le terrorisme... [Applaudissements]

Nous n'oublierons pas ce que la Résistance patriote libanaise a offert à la Syrie dans son combat contre le terrorisme, mêlant le sang de ses héros au sang des héros de l'Armée arabe syrienne et des Forces alliées. Nous saluons leur héroïsme et leur loyauté.

[Applaudissements]

Mesdames et Messieurs,

Votre nouveau Conseil lance ses travaux alors que des missions gigantesques et de grands défis vous attendent. Beaucoup de sang pur a coulé, des familles entières ont été décimées, toute une infrastructure bâtie par les Syriens à la sueur de leur front a été détruite, des héros ont offert leur âme et leur corps sans rien attendre en retour, ce qui ne signifie pas que leur sacrifice devra rester impayé et que leur sang pur aura coulé inutilement. Mais, si le prix à payer passe par le retour de la sécurité, la victoire sur le terrorisme, la reconquête du territoire et la reconstruction, il passe aussi par la lutte contre les conséquences néfastes de la corruption et du favoritisme, du chaos et des violations de la Loi.

Ces héros se sont sacrifiés pour défendre la terre et le peuple, le pays avec sa Constitution, ses lois et ses institutions. Le prix que nous devons payer en retour est de les préserver en travaillant à les faire évoluer et à consacrer la justice et l'égalité des chances.

Ces héros se sont sacrifiés pour récupérer une patrie intacte, y compris toutes ses composantes. Soyez à la hauteur de leurs sacrifices. Soyez tels que le peuple espère que vous serez.

Votre mission ne se résume pas à la confiance de vos électeurs, mais aussi à la confiance témoignée par les martyrs, les blessés, les mères endeuillées et tous ceux qui ont offert leur sang, leurs moyens, leur pensée et leur solidarité pour protéger leur patrie. C'est là une immense confiance dont vous êtes les dépositaires. Assumons cette responsabilité tous ensemble et

faisons en sorte d'en être dignes.

Que la paix et la miséricorde divine vous accompagnent et que Dieu vous bénisse.

Dr Bachar al-Assad
Président de la République arabe syrienne
7 juin 2016

Notes :
[1] Syrie : Texte intégral du discours du Président Bachar al-Assad
Dimanche 06/01/2013
Maison de l'Opéra de Damas
[2] Résolution 242 de l'ONU : une résolution ambiguë

Transcription et Traduction par
MounaAlno-Nakhal
Le Grand soir 11 juin 2016

annoncer les résultats, plus elles laissent l'opportunité aux politiciens sans scrupule qui n'ont rien à perdre de semer la panique et la confusion dans la population avec des contestations à n'en plus finir. Sources de suspicion, ce long espace creux est l'occasion pour les contestataires et les mauvais perdants de contrôler le « béton », c'est-à-dire de maintenir des manifestations revendiquant leur victoire alors même qu'ils n'obtiennent que 1 ou 2% de vote de la population. Il faut sortir de ce cercle vicieux. Près de deux mois d'attente, c'est trop long. C'est laisser le champ libre à toutes les brebis galeuses pour contaminer tout le cheptel par une simple piqure qui propagera sa maladie de contestation. La République Dominicaine nous a donné une superbe leçon il y a quelques jours avec ses joutes électorales. Le même jour tous les Dominicains connaissaient le nom du Président de la République.

Et en moins d'une semaine, les noms de tous les parlementaires et les élus locaux étaient affichés. Or, pour nous humilier davantage et se moquer de nous, les autorités électorales

dominicaines avaient invité Léopold Berlangier, Président du CEP, à venir apprendre comment organiser une élection de l'autre côté de la frontière. On espérait que cette démonstration de compétence, du savoir faire et du professionnalisme dominicain allait stimuler les membres du CEP et augmenter leur envie de faire autrement dans ce processus. Peine perdue ! Le mal est dans le fruit. C'est le système haïtien qui est dépassé et personne n'est capable de le renouveler. En tout cas, on n'a pas encore fait appel à ceux qui ont vraiment de la compétence dans le domaine et envie de porter la modernisation au système électoral haïtien, quitte à prendre des risques en innovant. Mais cette absence de vision des dirigeants de ce pays va encore plus loin. Regardons à quelle date ils ont envisagé un second tour d'une élection présidentielle. En Haïti, là il y a urgence, on fait comme s'il n'y en a pas. Et là où il n'y en a pas, l'on fait les choses sur le chapeau de roue.

Après le premier tour en octobre, pour le CEP la seule date possible pour réaliser le second tour entre les deux

candidats arrivés en tête est le 8 janvier 2017. Franchement dans un premier temps l'on pensait à une plaisanterie. C'est après qu'on s'est rendu compte que les autorités électorales étaient sérieuses. Elles ont bien fixé le second de l'élection présidentielle, juste après les fêtes du nouvel an. Quant aux résultats de ce second tour, c'est plus ahurissant. Et les neuf membres du CEP étaient bien inspirés et bien conseillés. Ils ont tout bonnement choisi la date du 30 janvier 2017, soit huit jours avant la prestation de serment du nouveau Président de la République. C'est comme un fait exprès, le CEP cherche à créer des problèmes politiques au lieu d'essayer d'en résoudre. Quand on regarde le calendrier, on a le sentiment que les dirigeants du CEP prennent cette élection haïtienne comme un jeu d'enfant. Et cela suscite une fois encore que l'on s'interroge sur la volonté réelle des acteurs impliqués dans cette affaire de finir une fois pour toute avec le processus.

Sinon on ne comprend pas que des gens, bien au fait de la problématique électorale haïtienne, soient aussi

obtus et irresponsables. Soit un deuxième tour le 8, bien que ce soit incompréhensible pour les observateurs des choses publiques haïtiennes. Mais dire calmement et sûr de soi qu'il n'y aura aucun problème ou de contretemps avec des dates si rapprochées entre les résultats et l'investiture, ça nous dépasse et nous interpelle à la fois. C'est la pire folie furieuse. Partons de l'hypothèse que tout se passe comme prévu et qu'il n'y a pas de problème d'ordre politique, mais combien de jours le CEP laisse-t-il aux deux équipes, le gouvernement provisoire et la future administration pour préparer techniquement la passation des pouvoirs ? Même si, certes, il n'y a pas de grands secrets d'Etat en Haïti à confier aux futurs dirigeants, il faut imaginer quand même qu'il y aura forcément des documents à transmettre à la nouvelle équipe. Le délai imposé par le CEP aux deux équipes pour préparer la transition entre l'ancien et le nouveau pouvoir prouve l'idée que font les dirigeants de ce pays de la gestion des affaires d'un Etat, futur, appelé Haïti.

D'ailleurs, pourquoi le CEP

prend tout ce temps pour organiser le deuxième tour d'un scrutin dont le premier tour a lieu trois mois auparavant ? Naturellement les dirigeants du Conseil Electoral Provisoire ont institué toute une série de manœuvres capables de les occuper durant tout ce temps. Il faut croire que les neuf membres du CEP cherchent à s'éterniser à la tête d'une institution qui, le moins que l'on puisse dire, ne fait rien pour améliorer son image dans la société, mais aussi fait partie intégrante, comme le pouvoir exécutif, du problème. C'est un comble ! Puisque le rôle d'une institution comme le Conseil Electoral Provisoire qui est appelé à devenir Permanent, c'est de parvenir à consolider le système électoral haïtien avec une gestion nettement différente des autres instances publiques totalement défailtantes ces dernières décennies. On espère que le CEP parvienne à matérialiser de manière raisonnable cet épisode électoral dans cette série dont on est loin de voir l'épilogue qui marquera la fin de cette tumultueuse saga électorale.

C.C

partout dans des questions institutionnelles et politiciennes de remplacement des acteurs sans changement de paradigme. Or pour avoir la paix aujourd'hui, une véritable paix durable et la sécurité humaine, que je ne confonds pas avec la sécurisation, il faut inscrire les enjeux miniers, pétroliers et autres dans le débat, garantir la sécurité humaine aux individus, à travers l'emploi, la santé, l'éducation, et d'autres services sociaux de base considérés comme des dépenses improductives.

Alex Anfruns : Quel est le rôle de l'Union Africaine et quels sont ses principaux défis ?

Aminata Traoré : L'Afrique a cruellement besoin de l'Union Africaine (UA), cette organisation qui est née en 2002 des cendres de l'OUA créée il y a 53 ans. Tout comme l'Union Européenne (UE) qui lui sert de modèle, elle suscite bien des interrogations auprès des peuples qui ne la voient pas là où ils l'attendent, c'est-à-dire auprès d'eux. Ce qui fait dire à ses détracteurs qu'elle n'est qu'un club des Chefs d'Etats. Le constat est accablant et préoccupant lorsqu'on sait que la décolonisation dont ses pères fondateurs ont voulu en faire l'instrument n'est pas finie et que le continent est même en voie de « recolonisation » dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Les défis sont à la dimension de la violence multifacette de ce système.

Pour jouer pleinement son rôle dans la défense des intérêts des peuples d'Afrique, il faudrait que l'Union Africaine (UA) appréhende la nature de la mondialisation et celle des rapports de force. Or, elle souffre des tares originelles de la division, de l'extraversion et de la dépendance. Nous avons souvent tendance à oublier que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) dont elle est issue est née dans la douleur du déchirement entre deux groupes qui avaient une approche et une vision opposées de l'avenir du continent.

Il a fallu de nombreuses rencontres et de longues négociations pour

que le 25 mai 1963, 32 États nouvellement indépendants créent l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abeba en Éthiopie, sur la base d'un Accord minimal. La rédaction de sa charte a été confiée au président malien Modibo Keita l'un des leaders du groupe des progressistes de Casablanca et au président togolais Sylvius Olympio du camp des « anti-fédéralistes ». C'est la vision du groupe de Monrovia qui a pris le dessus sur celle des progressistes du groupe de Casablanca.

Alex Anfruns : Quel bilan peut-on tirer de ses activités ?

Aminata Traoré : Mise à part la gestion de la décolonisation, aucun projet ni aucune stratégie de développement autonome et émancipatrice n'a été initiée et menée à bien par l'Organisation panafricaine. Les deux décennies 80 et 90 ont été marquées par des orientations tracées par Elliot Berg que la Banque mondiale a substituées aux perspectives africaines de développement du plan d'action de Lagos (PAL), patiemment élaboré par les Etats africains, et adopté en 1980 dans la capitale nigérienne. Ces orientations ont aggravé les difficultés du continent : blocage des salaires, coupes dans les budgets des services sociaux de base: éducation, santé, approvisionnement en eau potable et assainissement.

Conscient du coût social et politique élevé des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), des dirigeants africains ont proposé différentes orientations : le Président Thabo Mbeki, le Plan d'Action du Millénaire (PAM), conjointement élaboré par le Président sud-africain, le Président Obasanjo et le Président Bouteflika ainsi que le Plan Omega d'Abdoulaye Wade. Leur fusion a donné lieu à la « Nouvelle initiative africaine (NIA) » devenue le Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD) ainsi que le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs en 2003 : le Parlement Panafricain PP institué le 18 mars 2004 avec son siège à Midrand, en Afrique du

Sud.

L'Union Africaine (UA) se félicite des politiques et stratégies macro-économiques « saines » qui ont permis à de nombreux pays membres de l'Organisation d'enregistrer une croissance sans précédent ainsi que la réduction significative des conflits, le renforcement de la paix et de la stabilité, ainsi que les progrès en matière de gouvernance démocratique. Elle table pour le XXIème siècle sur l'émergence d'une classe moyenne croissante et d'un changement dans l'architecture financière internationale, avec la montée des BRICS et l'amélioration des flux des investissements directs.

Alex Anfruns : Cette augmentation significative de la croissance va-t-elle de pair avec une amélioration des conditions de vie des populations ?

Aminata Traoré : Des réalisations matérielles palpables mais très peu d'amélioration des conditions de vie des populations. Plus on avance et plus il y a du chômage. C'est dans ce contexte là que ce que l'Europe appelle « crise migratoire » a surgi. Cela ne date pas de 2015. La notion de « migrant économique », à distinguer de celle de « réfugié », signifie qu'« il y a du travail dans les pays d'origine où il suffirait selon les technocrates d'investir davantage et de lutter contre la corruption ». Mais il n'y a pas de travail, et la corruption est inhérente au système.

Alex Anfruns : Selon vous, le processus de démocratisation resterait superficiel ?

Aminata Traoré : J'ai du mal à me retrouver dans un paysage politique marqué par 150 à 250 partis. L'Europe sait parfaitement qu'il ne s'agit pas de démocratie avec un tel émiettement du champ électoral sans contenu idéologique véritable. Comment sortir de cette « démocratie », téléguidée, financée et supervisée de près selon les pays et les enjeux par Bruxelles, Paris et Washington ?

Alex Anfruns : A ce propos justement, la Chine supplante progressivement l'Occident dans l'économie africaine. Faut-il accueillir les Chinois comme les nouveaux « Imposteurs » pour reprendre le titre de l'un de vos derniers livres ?

Aminata Traoré : Historiquement l'Afrique n'est pas dans les mêmes types de rapports avec la Chine qu'avec l'Occident. La Chine n'est pas arrogante. Dans l'imaginaire des Africains, c'est un moindre mal parce que l'on sait qu'ils sont là parce qu'ils ont d'énormes besoins de matières premières à satisfaire. Cette relation n'en est pas moins un piège si nos Etats se maintiennent dans la logique de régions exportatrices de matières premières au lieu d'en profiter pour jeter les bases de l'industrialisation du continent. En d'autres termes, s'ils ne développent pas leur propre secteur privé, les Etats africains ne seront pas en mesure de s'émanciper de cette relation de dépendance.

C'est la notion même d'émergence qui est problématique. Elle se traduit par une croissance qui ne profite pas aux peuples. Dans les pays dits « émergents », le panier de la ménagère n'enregistre aucune amélioration. La Chine émergente a servi de source d'inspiration aux pays africains qui ne se disent pas qu'un continent émietté et divisé est une proie facile dans le cadre actuel de l'ensauvagement du monde. La Chine n'a pas libéralisé à tout-va. Elle a progressé à son rythme et en fonction de ses intérêts.

Alex Anfruns : Quels sont à votre avis les défis de la société civile et des intellectuels africains du 21ème siècle ?

Aminata Traoré : Il faut aller plus loin dans le travail de déconstruction des idées reçues et de dépollution des esprits sur la croissance, l'émergence, et autres histoires à dormir debout. Si le système marchait si bien, pourquoi l'Europe se retrouverait dans cette crise existentielle qui est en train de la bouleverser ? Selon moi, les

solutions d'emprunt ont révélé leurs limites à la lumière de nos expériences, de nos vécus, de nos aspirations. Malheureusement une grande partie de ce que l'on appelle la « société civile » n'ose pas soulever les questions qui fâchent les « donateurs ». Localement elles ne peuvent rien faire sans l'aide de la « communauté internationale ».

Alex Anfruns : Pourtant l'Afrique a connu des grands penseurs intellectuels comme Julius Nyerere et ses idées motrices en faveur du droit au développement. Pouvons-nous « compter sur nos propres forces » ?

Aminata Traoré : Bien sûr, l'Afrique n'a pas eu que des corrompus et des dictateurs comme ses détracteurs le laissent entendre. De nombreux hommes qui auraient pu et voulu faire des choses en ont été empêchés. L'assassinat de Patrice Lumumba a été l'acte fondateur du chaos politique congolais. Les assassinats politiques tout le long des années 60-70 ont traumatisé et dissuadé bien des dirigeants qui voulaient faire corps avec leurs peuples. Plus récemment, il y a eu le cas de Laurent Gbagbo qui passe aujourd'hui devant la CPI et dont le tort est d'avoir touché à des questions qui fâchent. Ce qui est vrai pour les dirigeants, l'est dans une large mesure pour la société civile.

Aujourd'hui, quand on parle de la société civile, celle qui est sollicitée est souvent formatée, prudente, et même frileuse. Actuellement, un sentiment de révolte intérieure et une forme d'humiliation apparaissent face à la seconde recolonisation du continent qui ne laisse pas les Africains indifférents. Les efforts de remise en question doivent être capitalisés pour développer notre capacité de proposition, d'anticipation et d'actions transformatrices de nos économies et de nos sociétés dans le sens de l'intérêt commun.

Source : Journal de l'Afrique n°22
Investig'Action 7 Juin 2016

pifò ladan yo se politisyen ki benefisyè eleksyon eskandal sa yo epi se yo menm ankò k ap pèsiste nan opozisyon yo kont volonte popilè a anba pretèks yo pa rekonèt rekòmandasyon Komisyon Evalyasyon ak Verifikasyon Eleksyon yo. Se moman pou nou mande tèt nou, kisa sa itil pou nou ap vote senatè ak depite si enterè pèsònèl yo toujou kanpe fas pou fas devan enterè nasyonal la ? Se yon reskonsablite pou gason ak fanm pèp la chwazi pou byennèt sosyete a pou yo depase lojik ti koulout yo. Sou plan sa a, n ap tann reyaksyon senatè ak depite sa yo ki di yo se demokrat k ap mache ak pèp la.

Nou menm sosyopwofesyonèl ayisyen, n ap apiye kèlkeswa inisyativ la k ap bat pou li fè Leta santral la ak KEP la aji nan sans lajistis elektoral nan aplikasyon epi nan swiv rekòmandasyon komisyon an. Nan demach sa a, nou deside antreprann oswa patisipe nan tout aksyon ki vle soutni aplikasyon rapò a oswa ki vle garanti respè vòt popilè a, sèl sa ki ka pèmèt peyi a viv nan yon klima lapè ak estabiltè k ap ka pote debon pou pifò moun nan sosyete a.

Viv eleksyon nan latransparans, viv eleksyon demokratik, viv eleksyon onèt pou tout moun an Ayiti! Viv Ayiti lib, granmoun tèt li ! Viv respè souverènte popilè a !

Pou otantifikasyon

- Men moun ki siyen:
 BELFLEUR, Jean Willy, Ekòl Nòmàl Siperyè, Pédagogue-Pwofesè.
 BERTILUS, Bertha, Avoka, Sikològ.
 BOSSÉ, Biltonn, Sikològ.
 CASSÉUS, Asline, Enfòmatisyèn.
 CELESTIN, Reynold, Istoryen-Jewograf.
 CENADIN, Léonès, Enjenyè.
 CHÉRY, Pierre-Michel, Ekriven.
 CLERVEAU, Michelet, Jewograf, Anseyan-Chachè.
 DARBOUZE, James, Filozòf- Travayè endepandan.
 DORCILUS, Sylvestre Fils, Jounalis.
 EMMANUEL, Jean-Pierre, Estatistisyen, Ekòl Nòmàl Siperyè..
 ETIENNE, Jean Odile, Jewograf - Pwofesè Inivèsite.
 GEORGES, Wilbert Franck, Ekòl Nòmàl

- Siperyè - Anseyan.
 JOSEPH, Pierre Richard, Sosyològ.
 JOSEPH, Renardo, Jewograf - Pwofesè Inivèsite.
 JOSEPH, Jean Reynold, Pwofesè.
 LAGUERRE Edouarzin, Avoka.
 LINDOR, Panel, Filozòf- Jiris
 LOUIS, Raymond Junior, Ekòl Nòmàl Siperyè - Jiris.
 MATTHIEU, Frantz Junior, Anthropol-Sosyològ.
 MÉRAT, Woody, Ekòl Nòmàl Siperyè - Anseyan.
 MICHEL, Fresner, Anseyan.
 NERETTE, Fritzner, Ekòl Nòmàl Siperyè - Anseyan, Avoka.
 PETIT-FRERE, Dieulermesson, Ekriven - Éditeur.
 PETIOTE, Djimy, Ekòl Nòmàl Siperyè - Anseyan.
 PIERRE, Monnois, Anseyan.
 PIERRE-TOUSSAINT, Jean-Médy, Jesyonè - Travayè endepandan.

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
 Medicine
 Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

été diffusée. Autre témoignage troublant, celui d'un ancien élève de sa promotion à l'académie de police d'Indian River Community College, où il a étudié en 2006, qui a assuré au quotidien Palm Beach Post qu'Omar Mateen lui avait fait des avances.

Ces assertions pourraient relativiser la thèse de la radicalisation du tireur, privilégiée jusqu'ici. Quoi qu'il arrive, elles vont vraisemblablement compliquer la compréhension des ressorts psychologiques qui ont poussé cet agent de sécurité né à New York à passer à l'acte.

«Inspiré» mais pas «dirigé» par Daech

Lundi, le président américain Barack Obama, qui se rendra jeudi à Orlando, avait indiqué que l'enquête faisait apparaître un Omar Mateen «inspiré

par diverses sources d'information extrémistes sur l'internet». Il n'existe pas, à ce stade, de «preuves claires» laissant à penser que ce père de famille «était dirigé depuis l'extérieur» ou «qu'il faisait partie d'un complot plus vaste», avait expliqué le président des Etats-Unis.

« Il a annoncé son allégeance à l'EI (groupe Etat islamique) à la dernière minute, mais il n'existe pas de preuve à ce stade qu'il ait été dirigé par eux », a insisté le président. L'EI a pourtant confirmé lundi sur sa radio la revendication du massacre d'Orlando.

Barack Obama à Orlando jeudi

Omar Mateen avait été suivi par le FBI, qui l'avait interrogé à trois reprises, en 2013 et 2014, pour «d'éventuels liens avec des terroristes». Mais ces enquêtes avaient été classées sans suite.

L'hypothèse d'une piste homo-

sexuelle, si elle prenait de l'ampleur, pourrait dégager le FBI de la position difficile dans laquelle il se trouve, pour avoir observé la radicalisation d'Omar Mateen sans prévenir un passage à l'acte.

Elle ne change rien, en revanche, au débat sur le contrôle des armes à feu, que cet attentat à relancé. «Si le FBI vous surveille pour liens terroristes présumés, vous ne devriez pas être en mesure d'acheter une arme à feu, un point c'est tout», s'est insurgée lundi la candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton.

La Maison Blanche a annoncé lundi soir que Barack Obama se rendrait jeudi à Orlando pour «rendre hommage aux familles des victimes et montrer sa solidarité avec la communauté».

Le JDD 14 juin 2016

des soldats du califat en Amérique, de mener une ghażwa (terme islamique pour désigner une attaque, NDLR) durant laquelle il est parvenu à entrer dans une boîte de nuit des sodomites dans la ville d'Orlando (...) et à tuer et blesser plus de 100 d'entre eux", a indiqué ce bulletin de la radio Al-Bayan.

Avant la tuerie, le tireur appelle le 911 et annonce son allégeance à l'EI

Selon plusieurs médias américains, le suspect de la tuerie était déjà connu du FBI pour ses "sympathies" islamistes et avait prêté allégeance au groupe djihadiste Etat islamique dans un appel passé aux services d'urgence améri-

icains. D'après la chaîne NBC, citant des sources policières, le tireur a en effet téléphoné quelques instants avant son crime au numéro 911 pour annoncer qu'il faisait allégeance au chef de l'EI.

La télévision CNN avance la même hypothèse, citant un responsable américain qui explique que le "FBI a immédiatement cru à une attaque islamiste en raison de l'appel téléphonique du tireur dans lequel il prête allégeance à l'EI".

Soupçonné d'avoir des liens avec des radicaux islamiques

"Nous savons qu'il avait fait l'objet d'une enquête, du moins par le passé. Il n'était pas au cœur de ces enquêtes ; mais il était

soupçonné d'avoir des liens avec des radicaux islamiques et des sympathies avec l'idéologie radicale islamique", détaille encore ce responsable sur CNN.

Cinquante personnes ont été tuées et 53 autres blessées dimanche dans le club d'Orlando. Un bilan initial avait fait état de 20 morts et une quarantaine de blessés. L'auteur de la fusillade, qui est mort lors d'un échange de tirs avec la police, a été identifié par plusieurs chaînes de télévision comme Omar Mateen, un citoyen américain d'origine afghane. Une enquête pour terrorisme a été ouverte.

Le JDD 12 juin 2016

- PROVIDANCE, Nelio, Économiste-Ekòl Nòmàl Siperyè.
 STINFIL, Renaud, Pwofesè nan Inivèsite.
 STINFIL, Karl-Henry, Pwofesè Inivèsite.

- VALENTIN, Nadine, Edikatriis.
Pou kontak
 CHÉRY, Pierre-Michel
 - 3401-6812
 JOSEPH, Renardo

- 3200-3846
 BELFLEUR, Jean Willy
 - 3694-2404

Pòtoprens, jou ki
 7 jen 2016 la

Directory
Classified

Tel: 718-421-0162
 editor@haitiliberte.com

ATTORNEY

REAL ESTATE Attorney. Buy/Sell/Mortgage Problems. Attorney & Real Estate Bkr, PROBATE/CRIMINAL/BUSINESS- Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 855-9300 LovellLawnewyork@gmail.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

DISC JOCKEY

House party DJ for all Haitian or Caribbean parties. New York metro area only. Call or text 347.379.5765. Ask for Junior.

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH

Haitians love "SOUL," the antioxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: \$4 each. Box of 30: \$78. Two boxes: \$143. Call (203) 666-

8650 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HEALTH

IF YOU USED THE BLOOD THINNER XARELTO and suffered internal bleeding, hemorrhaging, required hospitalization or a loved one died while taking Xarelto between 2011 and the present btime, you may be entitled to compensation. Call Attorney Charles H. Johnson 1-800-535-5727

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

RECEIVING SSI OR SSDI? Want full-time work? Social Security Ticket to Work Program can help. Call AMERICAN WORKS of New York, Inc. (855)268-1935

HOMES FOR SALE

PRIVATE, ACCESSIBLE FAMILY RETREAT, Summers, Weekends, Holidays, Guilderland historical home, 6.8 Acres, pool, stream, pond, barn, 3,000 Acre preserve, furnished, antiques, near Saratoga, \$495,000, 518-332-4659

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED TO BUY

CASH FOR DIABETIC TEST STRIPS. Up to \$35/Box! Sealed & Unexpired. Payment Made SAME DAY. Highest Prices Paid!! Call JENNI Today! 800-413-3479. www.CashForYourTestStrips.com

DONATE YOUR CAR



Wheels For Wishes Benefiting
Make-A-Wish®
Metro New York

WheelsForWishes.org
Call: (917) 336-1254

*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
 *We Accept All Vehicles Running or Not
 *Fully Tax Deductible

*Car Donation Foundation d/b/a Wheels For Wishes. To learn more about our programs or financial information, visit www.wheelsforwishes.org.

BABY POWDER
OR OTHER TALCUM POWDER LINKED TO
OVARIAN CANCER

Long-term use of baby/talcum powder is linked to ovarian cancer. If you or a loved one suffered from ovarian cancer after using Johnson's Baby Powder, Shower to Shower or other talcum powder, you may be entitled to substantial compensation. Call us at 1-800-THE-EAGLE now. No fees or costs until your case is settled or won. We practice law only in Arizona, but associate with lawyers throughout the U.S.

GOLDBERG & OSBORNE
1-800-THE-EAGLE
(1-800-843-3245)
www.1800theeagle.com

915 W. Camelback Rd. Phoenix, AZ 85013

Open 7 Days a Week

tranzon® auction

Bankruptcy Sale - Corner Lot

• 5,440± sf • 4 Retail Spaces & 4 Apartments

June 22 | 2:30pm | Held at Eastern District Court, 271-C Cadman Plaza East, Brooklyn, NY
Property Address: 793 Utica Ave, Brooklyn, NY

Tranzon Auction Properties | Michael Foster | NY Broker
 #49F00966562. Sale subject to Terms & Conditions.
 Bankruptcy Case No. 1:15-45460-608

Starting Bid \$1.625MM

TRANZON.COM 716-507-9009

Football: de la Copa America Centenario à l'Euro 2016



Par Thomas Peralte

Tout juste après la fin des championnats Européens et les grandes finales du mois de mai de la ligue Europa et de celle des championnats remportés respectivement par deux grands clubs espagnols, Séville et le Real Madrid qui prouvent une fois de plus, que les clubs espagnols restent fermement sur le toit de l'Europe du foot, le rendez-vous avait été fixé pour les Etats-Unis d'Amérique où devaient avoir lieu le Centenaire de la Copa America.

C'est le vendredi 3 Juin qu'a eu lieu la rencontre inaugurale entre la Colombie et les Etats-Unis ; rencontre qui s'est soldée par une victoire de 2 buts à 0 en faveur de la sélection colombienne. Et le lendemain 4 juin notre sélection nationale a baissé pavillon devant le Pérou sur le score d'un but à zéro en faveur de ce dernier. Le Brésil par la suite s'est partagé les points avec l'Equateur, après un match très animé qui s'est finalisé sur le score de zéro but partout.

L'Argentine, le Mexique, le Venezuela, les Etats-Unis ainsi que la Colombie et le Chili se sont bien comportés et ont réussi à se qualifier pour le second tour. La grande surprise a été le grand Brésil qui a infligé 7 buts à Haïti, mais qui n'a pu vaincre la combativité de l'héroïque sélection péruvienne, qui en fait a non seulement battu la Seleçao, grâce à un but controversé de la main de Raul Ruidiaz, mais l'a éliminée de la Copa America 2016. Avec cette défaite, le Brésil a terminé en 3e place du groupe B, tandis que le Pérou et l'Equateur, vainqueurs contre Haïti (1-0) et (4-0), ont eux obtenu leurs billets pour les quarts de finale. Ainsi le Pérou va affronter les Etats-Unis et l'Equateur fera face à la Colombie.

Le Brésil n'est pourtant pas le seul des grands à faire ses valises pour retourner chez lui. L'Uruguay de Suarez et de Cavani, le Paraguay, la Bolivie, le Panama, la Jamaïque et Costa Rica sans oublier Haïti, eux aussi ont payé les prix.

Nos Grenadiers ont été donc

l'équipe la plus nulle du tournoi. Sans objectif, elle était à l'image des dirigeants politiques haïtiens. Les joueurs n'ont jamais fait montre d'un peu de caractère, d'autant qu'ils étaient là pour défendre les couleurs du pays. Mais, était-ce leur faute, réellement ?

On ne comprend pas. L'année dernière lors de la 13e édition de la Coupe d'or 2015, les Grenadiers avaient eu une bonne tenue d'ensemble, de très bonnes prestations qui avaient fait honneur au peuple haïtien. La sélection nationale avait atteint les quarts de finale de cette compétition, suite à un match nul avec le Salvador. Elle avait malheureusement perdu 1-0 devant les Etats-Unis malgré que le camp haïtien eût dominé. Elle avait pourtant battu le Panama. Comment se fait-il qu'une année plus tard l'équipe n'est plus que l'ombre d'elle-même ? Est-ce le changement d'entraîneur qui a causé cette dégringolade, vu que les autres équipes étaient tout à fait à notre portée ? Pour sa défense, l'entraîneur français des Grenadiers, Patrice Neveu, a eu

Haïti Top 10 : Chansons Immortelles

Par Ed Rainer

Numéro 9-Quo Vadis Terra? (Paroles et musique: Ansy Dérose)

Ansy Dérose s'est immortalisé pour avoir fait l'offrande d'autant de hits que personne d'autre. Pas étonnant que la place qu'il a laissée dans la chanson haïtienne est restée vacante plus d'une décennie après sa mort. Bien que le jury ait jeté son dévolu sur les indémodables: Panno kay nan bwadchenn, Kouray, Naide, Frè Do, Thèrèse, Si Bon Dye, Chacun pour soi, Anacaona etc. finalement, c'est l'indécrottable classique: Quo Vadis Terra? Qui a pu faire la différence, tout en ayant soin de prouver la vision de ce grand chansonnier...

Je suis étranger au monde

Et je vous demande de m'aider un peu
A voir, à comprendre et à vivre
Chaque élan de la terre, autour



du soleil

Les têtes sont psychédéliques
Les hommes ressemblent à des femmes
Les femmes ressemblent à des hommes
Leurs yeux ont la trame du vide
Pourquoi tout ce grand délire?
D'opium et de rire, sous le ciel de Dieu?

Les blancs sont ceux qui n'aiment pas les nègres
Il y a tant de nègres eux-mêmes, qui n'aiment pas les noirs

Pourquoi tant d'antagonisme, et tant de méprises, à la face du bien?

Pourquoi tant d'angoisse et de haine?
Autant où l'esprit fait ses preuves
Pendant qu'on célèbre la science
On peut tout autant pour l'amour

Que devient la terre, à l'âge de l'espace
Elle oublie sa voie
Car ses rues dansent dans la drogue
Et, s'anéantissent, croyant trouver l'amour

L'amour, c'est pour moi autre chose
Qu'un corps qui s'enivre d'un corps
La paix, c'est encore autre chose

Au lieu que d'aller sur la lune
Quel feu d'artifice
Au lieu d'une terre, où l'amour est roi.

à déclarer que « Je suis persuadé que mon équipe a montré, et cela par période, un très bon visage. On n'a pas été ballotté dans tous les sens. C'est vrai qu'on est tombé dans un groupe extrêmement difficile avec le Pérou, le Brésil et l'Equateur. On se rend compte que chacune de ces équipes a des joueurs évoluant dans le haut niveau du foot mondial, et ces joueurs-là sont offensivement forts. Ajoutez à cela, ils ont de l'expérience et le jeu d'ensemble. C'est pourquoi ils font la différence face à nous »

Cette élimination du Brésil est d'autant plus difficile à avaler pour les dirigeants de la Fédération brésilienne de football (CBF),

que l'on s'attend au limogeage de l'entraîneur Dunga qui va être probablement remplacé par Tite, l'entraîneur du Corinthians de Sao Paulo.

Alors que la Copa America avance à grands pas, en France, la quinzième édition de l'Euro 2016 de football, avec pour la première fois 24 sélections européennes, a entamé des matches très attrayants depuis le vendredi 10 Juin 2016. Voici les premiers résultats enregistrés jusqu'à présent :

Groupe A

France 2 - 1 Roumanie
Albanie 0 - 1 Suisse

Groupe B

Galles 2 - 1 Slovaquie
Angleterre 1 - 1 Russie

Groupe C

Nice Pologne 1-0 Irlande du Nord
Lille Allemagne 2 - 0 Ukraine

Groupe D

Turquie 0 - 1 Croatie
Espagne 1 - 0 Rep. Tchèque

Groupe E

Irlande 1 - 1 Suède
Belgique 0 - 2 Italie

Groupe F

Autriche 0 - 2 Hongrie
Portugal 1 - 1 Islande

MWEN SE "NEW YORK"

IDNYC se kat ID nou pou sikile nan Vil New York. Avèk avantaj tankou tikè sinema, rabè sou lwazi, ak abònman gratis nan aktivite kiltirèl, IDNYC se kat ki obligatwa pou tout moun New York. ”

ENSKRIPSYON AN GRATIS,
RAPID AK FASIL!
KONDISYON IMIGRASYON
OU PA ENPÒTAN.

RELE 311 (TRS 711) OSWA
ALE SOU SITWÈB
NYC.GOV/IDNYC

8 milyon moun New York
1 kat pou nou tout

VOIX ET TAMBOURS D'HAÏTI ap prezante
"TOUT MANMAN SE MANMAN"

Pyès an 4 ak de WILLS PAUL

Dimanch 19 Jwen 2016
at 600 pm tapan

Nan PROSPECT HEIGHTS HIGH SCHOOL
883 Classon Ave, Brooklyn, New York 11225
(ant Union Street ak Eastern Parkway)

Admisyon \$25.00

Pou enfomasyon: (646) 207-2385 ak (718) 276-3263

Léon Dimanche